Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 109° — Numero 115

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA ROMA - Martedì, 7 maggio 1968 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 650-139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 19.030 - Semestrale L. 10.020 - Trimestrale L. 5.520 - Un fascicolo L. 90 - Fascicoli annate arretrate: L. 180 - Supplementi ordinari: L. 90 per ogni sedicesimo o frazione di esso.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. 14.550 - Semestrale L. 8.020 - Trimestrale L. 4.520 - Un fascicolo L. 80 - Fascicoli annate arretrate: L. 160.

I PREZZI di abbonamento sono comprensivi d'imposta di bollo — Per l'ESTERO i prezzi di abbonamento sono il doppio di quelli indicati per l'interno
I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/40500 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r; GENOVA, via XII Ottobre, 172/r (Piccapietra) e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato - Libreria dello Stato - Piazza Verdi, 10 - 00100 Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio Inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero del Tesoro). Le agenzie di Milano, Napoli, Firenze e Genova possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 18 marzo 1968, n. **524.**

Ratifica ed esecuzione della Convenzione tra l'Italia e la Grecia per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sulle successioni, conclusa ad Atene il 13 febbraio 1964.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione tra l'Italia e la Grecia per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sulle successioni, conclusa ad Atene il 13 febbraio 1964.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità al disposto dell'articolo 18 della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 18 marzo 1968

SARAGAT

MORO — FANFANI — PRETI

Visto, *il Guardasigilli:* REALE

Convenzione tra l'Italia e la Grecia per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sulle successioni

CONVENTION ENTRE L'ITALIE ET LA GRÈCE TENDANT A ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITION EN MATERIE D'IMPÔTS SUR LES SUCCESSIONS.

Le President de la République Italienne et Sa Majesté le roi des Hellenes, animés du désir d'éviter les doubles impositions et pour prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions, ont décidé de conclure une convention et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, à savoir,

Le President de la République Italienne Son Excellence Monsieur Mario Conti, Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire à Athènes, Sa Majesté le Roi des Hellenes Son Excellence Monsieur Ch. X. Palamas, Ministre des Affaires Etrangères, lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er

La présente Convention est applicable aux impôts prélévés sur les successions laissées par des ressortissants italiens et grecs.

Article 2

I. La présente Convention détermine les règles applicables aux impôts suivants:

A. Pour la Grèce:
l'impôt sur les successions

B. Pour l'Italie:
1) l'impôt sur les successions
2) l'impôt sur la valeur globale des successions (imposta sul valore globale).

II. Cette Convention s'appliquera également à tous les autres impôts de nature analogue, qui seront établis après sa signature, dans le territoire de l'un des Etats contractants, que les impôts frappent l'intégralité de la succession ou qu'ils soient prélevés sur des parts d'héritage ou des legs.

Les autorités compétentes de chaque Etat se communiquent à la fin de chaque année les modifications apportées à leur législation fiscale.

Article 3

Pour l'application de la présente Convention:

a) le terme « Italie » désigne la République Italienne;

b) le terme « Grèce » désigne le Royaume de Grèce;

c) le terme « impôt » désigne, suivant le cas, l'impôt sur les successions ou celui sur la valeur globale des successions appliqués par l'Italie et les impôts de la même nature établis dans le Royaume de Grèce tels qu'ils sont visés à l'article 1er.

Article 4

Les biens immobiliers situés dans l'un des deux Etats contractants ne seront soumis à impôt que dans cet Etat.

Les biens immobiliers comprennent d'une part, les accessoires d'immeubles et le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles ou forestières, ainsi que les autres droits réels sur ces biens, c'est-à-dire, l'usufruit, l'usage, l'habitation, la superficie et l'emphythéose et, d'autre part, les locations enrégistrées.

Les créances, de toute sorte, garanties par gages immobiliers, seront soumises à l'impôt dans l'Etat où les biens immobiliers sont situés.

Article 5

Les biens investis dans une entreprise commerciale ou industrielle ou se rattachant à une profession libérale, et qui sont affectés à un établissement stable situé dans l'un des Etats contractants, ne seront soumis à l'impôt que dans ce Etat.

I. Le terme « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires où l'entreprise exerce toute ou partie de son activité.

2. Constituent notamment des établissements stables:

a) un siège de direction;

b) une succursale;

c) un bureau;

d) une usine;

e) un atélier;

f) une mine, carrière ou autre lieu d'extraction de ressources naturelles;

g) un chantier de construction ou de montage dont la durée dépasse douze mois.

Article 6

Les navires, bateaux et aéronefs, ainsi que leurs caratures, les automobiles, ainsi que les créances garanties sur ces biens sont considérés existants dans l'Etat où ils ont été immatriculés.

Article 7

Les biens meubles corporales autres que ceux visés aux articles 5 et 6 sont soumis à l'impôt dans l'Etat où ils se trouvent effectivement à la date du décès.

Sont même compris dans les biens meubles corporels, les billets de banque et les espèces monétaires ayant cours légal dans le lieu de leur émission et les chèques au porteur.

Article 8

Les biens non visés par les articles 4 ou 7 ne seront soumis à l'impôt que dans l'Etat où le *de cujus* était domicilié lors de son décès.

Pour l'application de la présente Convention le terme « domicile » désigne le lieu où le défunt avait le siège principal de ses affaires et intérêts.

En cas de doute sur le point de savoir dans lequel des deux Etats le *de cujus* est réputé avoir été domicilié au sens des dispositions qui précèdent, ou lorsque l'intéressé peut être considéré comme ayant eu son domicile dans les deux Etats, la question sera tranchée par voie d'accord particulier entre les autorités fiscales suprêmes des deux Etats. On considérera, à cet égard, quel est celui des Etats avec lequel le *de cujus*, au moment de son décès, entretenait les relations personnelles et économiques les plus étroites. S'il est impossible d'aboutir à une décision sur ce point, on s'en tiendra à la nationalité de l'intéressé.

Si le *de cujus* n'avait son domicile dans aucun des deux Etats contractants il sera censé avoir été domicilié dans l'Etat dont il était ressortissant. S'il était ressortissant des deux Etats, la question du lieu où il sera censé avoir été domicilié sera tranchée par voie d'accord particulier entre les autorités fiscales suprêmes des deux Etats.

Article 9

Les dettes qui grèvent les biens de la nature visés aux articles 4 à 7 de la présente Convention ou qui sont garanties par des biens de cette nature, seront imputables, dans l'Etat où lesdits biens sont soumis à l'impôt, sur la valeur desdits biens ou de tous les autres avoirs que le dit Etat a le droit d'imposer. Les dettes autres que les dettes précitées seront imputables sur les biens qui sont soumis à l'impôt dans l'Etat où le *de cujus* était domicilié lors de son décès.

Si les dettes qui peuvent être imputées dans l'un des Etats, aux termes des dispositions du premier alinéa, dépassent la valeur de l'ensemble des biens que ledit Etat a le droit d'imposer, le solde non couvert sera imputé sur les biens soumis à l'impôt dans l'autre Etat.

Article 10

Les personnes morales à but réligieux, social ou charitable légalement constituées ou à constituer dans chacun des susdits Etats, sont exemptées de tout

impôt sur les donations et les successions sans égard pour le lieu où la fortune héritée ou donnée est située ou pour les éléments qui la composent.

La même règle s'applique aux Etats contractants et leurs Administrations locales, à condition que les donations et les successions en question soient destinées à des buts réligieux, sociaux, charitables ou culturels.

Article 11

La présente Convention ne porte aucune atteinte aux exemptions fiscales accordées ou qui pourront être accordées à l'avenir, en vertu des règles générales du droit des gens, aux agents diplomatiques et consulaires.

Article 12

Tout contribuable qui prouve que les taxations établies ou projetées à sa charge ont entraîné ou doivent entraîner pour lui une double imposition contraire aux principes de la présente Convention, peut adresser une réclamation à l'autorité fiscale suprême de l'Etat dans lequel il est causé être domicilié aux termes des dispositions de l'article 8, ou dans lequel le *de cujus* est réputé, aux termes de la présente Convention, avoir été domicilié lors de son décès. Si, le bienfondé de la réclamation est reconnu, ledit Etat prendra les mesures nécessaires pour mettre fin à la double imposition.

Une telle réclamation devra être faite dans les trois ans à compter de la fin de l'année au cours de laquelle le contribuable aura eu connaissance de la double imposition.

Article 13

Les autorités fiscales suprêmes des Etats pourront prendre des arrangements spéciaux en vue d'appliquer les dispositions de la présente Convention et d'éviter les doubles impositions en ce qui concerne les impôts visés à l'article 2, dans les cas qui ne sont pas reglés par la présente Convention ou qui peuvent se présenter au cours de son application, ainsi que pour résoudre les difficultés ou les doutes qui pourraient surgir en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la Convention.

Article 14

Les ressortissants de chacun des Etats contractants bénéficient sur le territoire de l'autre, en ce qui concerne les droits de succession, des mêmes avantages (pour situation et charges de famille) que les nationaux de ce dernier Etat.

ASSISTANCE ADMINISTRATIVE

Article 15

1. Les autorités fiscales des Parties contractantes échangeront les renseignements que les législations fiscales des deux Etats permettent d'obtenir dans le cadre de la pratique administrative normale et qui seront utiles pour assurer l'établissement et le recouvrement réguliers des impôts visés par la présente Convention ainsi que l'application, en ce qui concerne ces impôts, des dispositions légales relatives à la repression de la fraude fiscale.

2. Les renseignements ainsi échangés qui conservent un caractère secret, ne sont pas communiqués à des personnes autres que celles qui sont chargées de l'assiette et du recouvrement des impôts visés par la présente Convention.

Aucun renseignement n'est échangé qui révèlerait un secret commercial, industriel ou professionnel. L'assistance peut ne pas être donnée lorsque l'Etat requis estime qu'elle est de nature à mettre en danger sa souveraineté ou sa sécurité ou à porter atteinte à ses intérêts généraux.

3. L'échange des renseignements a lieu soit d'office, soit sur demande visant des cas concrets. Les autorités compétentes des Etats contractants s'entendent pour déterminer la liste des informations qui sont fournies d'office.

Article 16

1. Les Etats contractants conviennent de se prêter mutuellement assistance et appui en vue recouvrer, suivant les règles propres à leur législation ou réglementation respective, les impôts visés par la présente Convention ainsi que les majorations de droits, droit en sus, indemnités de retard, intérêts et frais afférents à ces impôts, lorsque ces sommes sont definitivement dues en application des lois ou règlements de l'Etat demandeur.

2. La demande formulée à cette fin doit être accompagnée des documents exigés par les lois ou règlements de l'Etat requérant pour établir que les sommes à recouvrer sont définitivement dues.

3. Au vu ces documents, les significations et mesures de recouvrement et de perception ont lieu dans l'Etat requis conformément aux lois ou règlements applicables pour le recouvrement et la perception de ses propres impôts. Les titres de perceptions, en particulier, sont rendus exécutoires dans la forme prévue par la législation ou la réglementation de cet Etat.

4. Les créances fiscales à recouvrer bénéficient des mêmes sûretés et privilèges que les créances fiscales de même nature dans l'Etat de recouvrement.

5. Les contestations touchant l'existence ou le montant de la créance ne peuvent être portées que devant la juridiction compétente de l'Etat requérant.

Article 17

En ce qui concerne les créances fiscales qui sont encore susceptibles de recours, les autorités fiscales de l'Etat créancier, pour la sauvegarde de ses droits, peuvent demander aux autorités fiscales compétentes de l'autre Etat de prendre les mesures conservatoires que la législation ou réglementation de celui-ci autorise.

Article 18

La présente Convention entrera en vigueur le 1er jour du mois suivant celui pendant lequel l'échange des instruments de ratification aura eu lieu à Rome.

Toutefois, chaque Etat pourra, moyennant un préavis de six mois notifié par la voie diplomatique, la dénoncer soit en totalité, soit es partie, pour la fin de l'année civile à partir de la cinquième année suivant celle de la ratification.

Dans ce cas, la Convention s'appliquera pour la dernière fois à l'impôt sur les successions de personnes décédées au plus tard le 31 décembre de ladite année.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Etats ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Athènes, le 13 février 1964 en langue française.

Pour le Royaume de Grèce
PALAMAS

Pour la République Italienne
MARIO CONTI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
FANFANI

LEGGE 28 marzo 1968, n. **525**.

Ulteriori interventi e provvidenze per la ricostruzione e per la ripresa economica nei territori colpiti dalle alluvioni e mareggiate dell'autunno 1966.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

L'autorizzazione di spesa prevista dall'articolo 1 del decreto-legge 18 novembre 1966, n. 976, convertito con modificazioni nella legge 23 dicembre 1966, n. 1142, quale risulta dal decreto-legge 8 maggio 1967, n. 246, convertito nella legge 7 luglio 1967, n. 513, è elevata di lire 22.800 milioni.

Detta somma, che sarà iscritta nello stato di previsione del Ministero dei lavori pubblici in ragione di lire 6.800 milioni nell'anno finanziario 1968, di lire 8.000 milioni nell'anno finanziario 1969 e lire 8.000 milioni nell'anno finanziario 1970 è destinata alla concessione di contributi per la riparazione e ricostruzione di fabbricati urbani di proprietà privata di qualsiasi natura e destinazione, ai sensi dell'articolo 7 del citato decreto-legge 18 novembre 1966, n. 976, convertito con modificazioni nella legge 23 dicembre 1966, n. 1142.

Art. 2.

L'autorizzazione di spesa prevista dall'articolo 25 — lettera c) — del decreto-legge 18 novembre 1966, n. 976, convertito con modificazioni nella legge 23 dicembre 1966, n. 1142, quale risulta dal decreto-legge 8 maggio 1967, n. 246, convertito nella legge 7 luglio 1967, n. 513, è elevata di lire 6 miliardi.

Detta somma sarà iscritta nello stato di previsione del Ministero dell'agricoltura e delle foreste in ragione di lire 2.000 milioni nell'anno finanziario 1968, di lire 2.000 milioni nell'anno finanziario 1969 e di lire 2.000 milioni nell'anno finanziario 1970.

Art. 3.

L'autorizzazione di spesa prevista dall'articolo 27 del decreto-legge 18 novembre 1966, n. 976, convertito con modificazioni nella legge 23 dicembre 1966, n. 1142, quale risulta dal decreto-legge 8 maggio 1967, n. 246, convertito nella legge 7 luglio 1967, n. 513, è elevata di lire 30 milioni.

La somma di lire 30 milioni sarà iscritta nello stato di previsione del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato per l'anno finanziario 1968.

Art. 4.

E' autorizzata la spesa di lire 1.150 milioni per la ripresa funzionale e per il restauro ed il riassetto del materiale bibliografico della Biblioteca nazionale di Firenze, in conseguenza delle alluvioni dell'autunno 1966.

Detta somma sarà iscritta nello stato di previsione del Ministero della pubblica istruzione per l'anno finanziario 1968.

Art. 5.

E' autorizzata la spesa di lire 20 milioni per il ripristino delle strutture immobiliari, degli impianti e degli arredamenti della Biennale di Venezia - Esposizione internazionale d'arte, danneggiati per effetto delle alluvioni dell'autunno 1966.

Detta somma sarà iscritta nello stato di previsione del Ministero del turismo e dello spettacolo per l'anno finanziario 1968.

Art. 6.

All'onere di lire 10.000 milioni derivanti dall'attuazione della presente legge, nell'anno finanziario 1968, si provvede mediante riduzione del fondo iscritto al capitolo 3523 dello stato di previsione del Ministro del tesoro per l'anno finanziario medesimo.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 28 marzo 1968

SARAGAT

MORO — COLOMBO — PIERACCINI — MANCINI — RESTIVO — ANDREOTTI — GUI — CORONA

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

LEGGE 2 aprile 1968, n. **526**.

Modificazioni all'articolo 1 del decreto-legge 2 febbraio 1939, n. 302, riguardante la costruzione, l'acquisto, l'ampliamento e le modifiche dei campi sportivi e dei loro impianti ed accessori.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Articolo unico

Il primo comma dell'articolo 1 del decreto-legge 2 febbraio 1939, n. 302, è sostituito dal seguente:

« I progetti per la costruzione, l'acquisto, l'ampliamento e le modifiche dei campi sportivi e dei loro impianti ed accessori sono approvati con decreto dell'in-

gegnere capo del genio civile, sentito il comitato provinciale del CONI, quando la spesa non sia superiore a lire 100 milioni; con decreto del provveditore regionale alle opere pubbliche, sentito il comitato tecnico-amministrativo e il competente comitato provinciale del CONI, quando la spesa non sia superiore a lire 500 milioni; con decreto del Ministro per i lavori pubblici, sentito il Consiglio superiore dei lavori pubblici e la commissione impianti sportivi del CONI, quando la spesa sia superiore ai 500 milioni ».

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 aprile 1968

SARAGAT

MORO — MANCINI — CORONA — COLOMBO

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 marzo 1968, n. **527.**

Programma suppletivo di emissioni di francobolli celebrativi e commemorativi per l'anno 1968.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 21 del codice postale e delle telecomunicazioni, approvato con il regio decreto 27 febbraio 1936, n. 645;

Visto l'art. 239 del regolamento per i servizi postali (titolo preliminare - parte prima), approvato con il regio decreto 18 aprile 1940, n. 689;

Riconosciuta l'opportunità di emettere le seguenti serie di francobolli: commemorativi di San Luigi Gonzaga nel IV centenario della morte; commemorativi di Arrigo Boito nel cinquantesimo anniversario della morte; commemorativi di Francesco Baracca nel cinquantesimo anniversario della morte; celebrativi del cinquantesimo anniversario dell'istituzione del servizio dei conti correnti postali in Italia; commemorativi di Antonio Canal, detto il Canaletto, nel secondo centenario della morte; celebrativi dell'ampliamento degli impianti del Fucino per le telecomunicazioni spaziali; celebrativi dei Campionati mondiali di ciclismo in Italia nel 1968;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per le poste e le telecomunicazioni;

Decreta:

Art. 1.

E' autorizzata l'emissione di:

a) una serie di francobolli commemorativi di San Luigi Gonzaga nel IV centenario della nascita;

b) una serie di francobolli commemorativi di Arrigo Boito nel cinquantesimo anniversario della morte;

c) una serie di francobolli commemorativi di Francesco Baracca nel cinquantesimo anniversario della morte;

d) una serie di francobolli celebrativi del cinquantesimo anniversario della istituzione del servizio dei conti correnti postali in Italia;

e) una serie di francobolli commemorativi di Antonio Canal, detto il Canaletto, nel secondo centenario della morte;

f) una serie di francobolli celebrativi dell'ampliamento degli impianti del Fucino per le telecomunicazioni spaziali;

g) una serie di francobolli celebrativi dei Campionati mondiali di ciclismo in Italia nel 1968.

Art. 2.

Con decreto del Ministro per le poste e le telecomunicazioni, di concerto con il Ministro per il tesoro, verranno stabiliti i valori, le caratteristiche tecniche ed i termini di validità e di cambio dei francobolli di cui all'art. 1 del presente decreto.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 11 marzo 1968

SARAGAT

MORO — SPAGNOLLI

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 26 aprile 1968
Atti del Governo, registro n. 219, foglio n. 82. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 marzo 1968, n. **528.**

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di S. Raffaele Arcangelo, nel comune di S. Giovanni Suergiu.

N. 528. Decreto del Presidente della Repubblica 11 marzo 1968, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Iglesias in data 7 settembre 1965, integrato con altro decreto di pari data e con due dichiarazioni del 2 agosto 1967, relativo alla erezione della parrocchia di S. Raffaele Arcangelo, in frazione Is Urigus del comune di San Giovanni Suergiu (Cagliari).

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 26 aprile 1968
Atti del Governo, registro n. 219, foglio n. 74. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 marzo 1968, n. **529.**

Riconoscimento, agli effetti civili, della unione della parrocchia di S. Michele Arcangelo con quella dei SS. Andrea e Gaudenzio, nel comune di Valduggia.

N. 529. Decreto del Presidente della Repubblica 11 marzo 1968, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Novara in data 1° giugno 1967, relativo alla unione perpetua « aeque principalis » della parrocchia di S. Michele Arcangelo, in frazione Rastiglione del comune di Valduggia (Vercelli), con quella dei SS. Andrea e Gaudenzio, in contrada Zuccaro dello stesso comune.

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 24 aprile 1968
Atti del Governo, registro n. 219, foglio n. 50. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 marzo 1968, n. 530.

Riconoscimento, agli effetti civili, della unione della parrocchia di S. Margherita V. M., in Balmuccia, con quella di San Bartolomeo apostolo, in Scopa.

N. 530. Decreto del Presidente della Repubblica 11 marzo 1968, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Novara in data 1° giugno 1967, relativo alla unione perpetua « aeque principalis » della parrocchia di S. Margherita V.M., in Balmuccia (Vercelli), con quella di S. Bartolomeo Apostolo, in Scopa (Vercelli).

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 24 *aprile* 1968
Atti del Governo, registro n. 219, *foglio n.* 52. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 marzo 1968, n. 531.

Riconoscimento, agli effetti civili, della unione della parrocchia dell'Assunzione di Maria SS.ma con quella di S. Giorgio martire, in Marentino.

N. 531. Decreto del Presidente della Repubblica 11 marzo 1968, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Torino in data 10 ottobre 1967, relativo alla unione temporanea « aeque principalis » della parrocchia dell'Assunzione di Maria SS.ma, in Marentino (Torino), con quella di S. Giorgio martire, in frazione Vernone dello stesso comune.

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 24 *aprile* 1968
Atti del Governo, registro n. 219, *foglio n.* 51. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 marzo 1968, n. 532.

Riconoscimento, agli effetti civili, della unione della parrocchia di S. Maria a Poneta con quella di S. Andrea a Vico d'Elsa, nel comune di Barberino d'Elsa.

N. 532. Decreto del Presidente della Repubblica 11 marzo 1968, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Firenze in data 25 agosto 1967, relativo alla unione provvisoria « aeque principalis » della parrocchia di S. Maria a Poneta con quella di S. Andrea a Vico d'Elsa, entrambe nel comune di Barberino d'Elsa (Firenze).

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 24 *aprile* 1968
Atti del Governo, registro n. 219, *foglio n.* 49. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 gennaio 1968.

Sostituzione di un membro del consiglio d'amministrazione dell'Istituto postelegrafonici.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge 27 marzo 1952, n. 208, recante modificazioni alla legge 18 ottobre 1942, n. 1408, in materia di assistenza al personale postelegrafonico;

Visto l'art. 77 del decreto del Presidente della Repubblica 5 giugno 1952, n. 656;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 8 aprile 1953, n. 542, concernente il riordinamento strutturale e funzionale dell'Istituto postelegrafonici;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 7 ottobre 1965, registrato alla Corte dei conti il 12 ottobre successivo, registro n. 74 Ufficio riscontro poste, foglio n. 100, relativo alla costituzione, per il quadriennio 7 ottobre 1965-6 ottobre 1969, del consiglio di amministrazione dell'Istituto postelegrafonici e successive modificazioni;

Considerata la necessità di procedere alla sostituzione in seno al consiglio di cui sopra del rappresentante del personale sig. Umberto Schiezzari il quale ha chiesto di essere sollevato dall'incarico;

Viste le terne di nominativi proposte dalle organizzazioni sindacali a carattere nazionale;

Sulla proposta del Ministro per le poste e le telecomunicazioni;

Decreta:

Articolo unico

Per il periodo intercorrente dalla data del presente decreto fino al 6 ottobre 1969, il sig. Aldo Grimaldi, capo ufficio di I classe nell'amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni, è nominato membro del consiglio di amministrazione dell'Istituto postelegrafonici in rappresentanza del personale di ruolo e non di ruolo del Ministero delle poste e delle telecomunicazioni, in sostituzione del sig. Umberto Schiezzari, dimissionario.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto che sarà registrato alla Corte dei conti.

Dato a Roma, addì 12 gennaio 1968

SARAGAT

SPAGNOLLI

Registrato alla Corte dei conti, addì 13 *marzo* 1968
Registro n. 13 *Poste e telecomunicazioni, foglio n.* 205

(3909)

DECRETO MINISTERIALE 11 aprile 1968.

Dichiarazione di notevole interesse pubblico della fascia costiera sita nel territorio del comune di Posada.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LA MARINA MERCANTILE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Esaminati gli atti;

Considerato che la commissione provinciale di Nuoro per la protezione delle bellezze naturali, nella adunanza del 14 gennaio 1964 ha incluso nell'elenco delle cose da sottoporre alla tutela paesistica, compilato ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata, la fascia costiera sita nel territorio del comune di Posada (Nuoro);

Considerato che il verbale della suddetta commissione è stato pubblicato nei modi prescritti dall'art. 2 della precitata legge, all'albo del comune di Posada;

Visto che nessuna opposizione è stata presentata, a termini di legge, avverso la predetta proposta di vincolo;

Considerato che il vincolo comporta, in particolare, l'obbligo da parte del proprietario, possessore o detentore, a qualsiasi titolo, dell'immobile ricadente nella località vincolata, di presentare alla competente soprintendenza, per la preventiva approvazione, qualunque progetto di opere che possano modificare l'aspetto esteriore della località stessa;

Riconosciuto che la zona predetta ha notevole interesse pubblico perchè, estendendosi lungo una costa assai frastagliata, mossa, pittoresca e ricca di una rigogliosa pineta, offre un susseguirsi di quadri naturali di eccezionale bellezza panoramica, godibili da numerosi punti di vista e belvedere;

Decreta:

La zona costiera sita nel territorio del comune di Posada (Nuoro) ha notevole interesse pubblico ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, ed è quindi sottoposta a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa. Tale zona è così delimitata:

« dal limite comunale col comune di Budoni fino al punto d'incrocio di esso con la strada nazionale, che viene seguita fino al bivio Torpè-Posada. Da tale bivio si segue la strada provinciale per la Caletta fino al bivio con la strada consorziale per la Cascina de Dalu, strada che viene seguita fino al confine col comune di Siniscola; poi, dall'incrocio con tale confine, il limite giunge fino al mare ».

Da tale zona si intendono escluse le aree demaniali marittime comprese tra la Torre di S. Giovanni e il confine comunale di Posada con il comune di Siniscola.

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, numero 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Nuoro.

La soprintendenza ai monumenti e gallerie di Sassari curerà che il comune di Posada provveda all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto all'albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione, e che il comune stesso tenga a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta lo art. 4 della legge sopracitata.

La soprintendenza comunicherà al Ministero la data della effettiva affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 11 aprile 1968

p. *Il Ministro per la pubblica istruzione*
CALEFFI

Il Ministro per la marina mercantile
NATALI

Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Nuoro

Verbale della seduta del giorno 14 gennaio 1964

L'anno 1964 il giorno 14 del mese di gennaio in Nuoro nella sede dell'amministrazione provinciale alle ore 16,30 previa regolare convocazione si è riunita la commissione provinciale di tutela delle bellezze naturali della provincia di Nuoro per prendere in esame ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497 e norme del relativo regolamento 3 giugno 1940, n. 1357, il seguente

Ordine del giorno:

TUTELA PANORAMICA DEL COMUNE DI POSADA

(*Omissis*).

Il soprintendente ai monumenti illustra i termini della questione alla luce delle disposizioni di legge che vengono lette nelle parti attinenti alla questione stessa. In particolare fa notare che l'inclusione dei territori fra quelli soggetti alla legge 29 giugno 1939, n. 1497, non significa affatto divieto di costruzione, ma semplicemente controllo ai sensi dell'art. 7, e propone che la zona paesisticamente più interessante del comune di Posada sia pertanto dichiarata soggetta alla legge.

Aperta la discussione, i presenti alla unanimità approvano la proposta del vice presidente ribadendo il principio che la inclusione dei territori fra quelli soggetti alla legge non significa divieto ma controllo ai sensi dell'art. 7 della stessa legge.

La commissione ritiene di dover giungere a siffatta conclusione per il seguente motivo:

la necessità di tutelare un territorio che offre bellezze panoramiche da considerare come veri e propri quadri naturali in quanto le zone interessate si estendono lungo una costa assai frastagliata, mossa, pittoresca e ricca d'una rigogliosa pineta.

La commissione infine indica i limiti territoriali della predetta zona che vengono così stabiliti:

dal limite comunale col comune di Budoni fino al punto d'incrocio di esso con la strada nazionale, che viene seguita fino al bivio Torpè-Posada. Da tale bivio si segue la strada provinciale per la Caletta fino al bivio con la strada consorziale per la Cascina de Dalu; strada che viene seguita fino al confine col comune di Siniscola, poi dall'incrocio con tale confine il limite giunge fino al mare.

(*Omissis*).

(3813)

DECRETO MINISTERIALE 17 aprile 1968.

Approvazione di una tariffa di assicurazione sulla vita, presentata dalla « Toro Assicurazioni », Compagnia anonima di assicurazioni di Torino, con sede in Torino.

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Visto il testo unico delle leggi sull'esercizio delle assicurazioni private, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 13 febbraio 1959, n. 449, e le successive disposizioni modificative ed integrative;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, e le successive disposizioni modificative ed integrative;

Vista la domanda della « Toro Assicurazioni », Compagnia anonima d'assicurazioni di Torino, con sede in Torino, intesa ad ottenere l'approvazione di una tariffa di assicurazione sulla vita, in sostituzione dell'analoga in vigore;

Vista la relazione tecnica;

Decreta:

E' approvata, secondo il testo debitamente autenticato, la seguente tariffa di assicurazione sulla vita, presentata dalla « Toro Assicurazioni » compagnia anonima d'assicurazioni di Torino, con sede in Torino:

tariffa n. 10, relativa all'assicurazione quinquennale o decennale a premio unico, di annualità posticipate certe pagabili a rate mensili dalla morte dell'assicurato, se questa avviene entro il quinquennio o decennio dell'assicurazione e sino al termine del quinquennio o decennio stesso (in sostituzione dell'analoga approvata con decreto ministeriale 6 maggio 1963).

Roma, addì 17 aprile 1968

Il Ministro: ANDREOTTI

(3972)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Trasferimento di notai

Con decreto ministeriale 23 aprile 1968:

Olivero Melchiorre, notaio residente nel comune di None, distretto notarile di Torino, è trasferito nel comune di Torino.

Amori Renato, notaio residente nel comune di Strongoli, distretto notarile di Catanzaro, è trasferito nel comune di Pergola, distretto notarile di Pesaro.

Girolami Pietro, notaio residente nel comune di Ferentino, distretto notarile di Frosinone, è trasferito nel comune di Serra San Bruno, distretto notarile di Vibo Valentia.

Rossi Fabiano, notaio residente nel comune di Malè, distretto notarile di Trento, e trasferito nel comune di Cles, stesso distretto.

Ciampoli Angelo, notaio residente nel comune di Bivona, distretto notarile di Sciacca, è trasferito nel comune di Bucchianico, distretto notarile di Chieti.

Lena Mario, notaio residente nel comune di Senigallia, distretto notarile di Ancona, è trasferito nel comune di Morbegno, distretto notarile di Sondrio.

De Simone Alberto, notaio residente nel comune di Ispica, distretto notarile di Ragusa, è trasferito nel comune di Cellino Attanasio, distretto notarile di Teramo.

Scarano Pasquale, notaio residente nel comune di Lacedonia, distretto notarile di Avellino, è trasferito nel comune di Bisaccia, stesso distretto.

Milone Leonardo, notaio residente nel comune di Palazzolo Acreide, distretto notarile di Siracusa, è trasferito nel comune di Biancavilla, distretto notarile di Catania.

Oblassia Giorgio, notaio residente nel comune di San Giorgio di Nogaro, distretto notarile di Udine, è trasferito nel comune di Pieve di Cadore, distretto notarile di Belluno.

(4227)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Conferma del presidente e nomina del vice presidente dell'istituto autonomo per le case popolari della provincia di Massa Carrara.

Con decreto del Ministro per i lavori pubblici n. 2805 in data 18 aprile 1968 il sig. Giovanni Lazzoni è stato confermato presidente dell'istituto autonomo per le case popolari della provincia di Massa Carrara e il rag. Ermanno Di Casale è stato nominato vice presidente dell'ente stesso.

(3996)

Esito di ricorsi

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 6 novembre 1967, n. 3156, registrato alla Corte dei conti il 28 febbraio 1968, al registro n. 5 Lavori pubblici, foglio n. 77, su conforme parere del Consiglio di Stato, è stato in parte respinto ed in parte dichiarato inammissibile il ricorso straordinario al Presidente della Repubblica presentato il 14 ottobre 1966 dalla signora Maria Scalcetti avverso il decreto del Ministro per i lavori pubblici 23 marzo 1966, n. 1775, col quale venne accolto il ricorso gerarchico 18 aprile 1961 esperito dal comune di Altidona (Ascoli Piceno) avverso il decreto del prefetto di Ascoli Piceno 13 marzo 1961, n. 7585.

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 6 novembre 1967, n. 3154, registrato alla Corte dei conti il 28 febbraio 1968, al registro n. 5 Lavori pubblici, foglio n. 75, su conforme parere del Consiglio di Stato, è stato in parte respinto ed in parte dichiarato inammissibile il ricorso straordinario al Presidente della Repubblica presentato il 14 ottobre 1966 dalla signora Costantini Pia in Canaletti avverso il decreto del Ministro per i lavori pubblici 23 marzo 1966, n. 1775, col quale venne accolto il ricorso gerarchico 18 aprile 1961 esperito dal comune di Altidona (Ascoli Piceno) avverso il decreto del prefetto di Ascoli Piceno 13 marzo 1961, n. 7585.

(3994)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

PROVVEDITORATO REGIONALE ALLE OPERE PUBBLICHE PER IL VENETO

Approvazione del programma di fabbricazione e del piano delle zone da destinare alla edilizia economica e popolare del comune di Spinea.

Si comunica che con decreto n. 7584 in data 30 marzo 1968 il provveditore regionale alle opere pubbliche per il Veneto, ai sensi del combinato disposto degli articoli 3, ultimo comma ed 8, primo comma della legge 18 aprile 1962, n. 167, ha approvato il programma di fabbricazione adottato dal comune di Spinea (Venezia) con deliberazione in data 13 giugno 1966, n. 11-*A* e, ai termini dell'art. 8 della legge 18 aprile 1962, n. 167 e per gli effetti di cui alla legge stessa, ha altresì approvato il piano delle zone da destinare all'edilizia economica e popolare, adottato dal predetto comune con deliberazione 13 giugno 1966 n. 11-*b*.

(4029)

MINISTERO DEL COMMERCIO CON L'ESTERO

Comunicato

Il Ministero del commercio con l'estero, ai sensi del terzo comma dell'art. 13 del decreto-legge 6 giugno 1956, n. 476, comunica che l'Ufficio italiano dei cambi ha impartito istruzioni alla Banca d'Italia ed alle banche autorizzate a fungere da agenzia di questa con la seguente circolare:

n. A - 192 del 10 aprile 1968 relativa a « Contrattazioni a termine per l'argento ».

(4017)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica 12 dicembre 1967, registrato alla Corte dei conti il 15 marzo 1968, registro n. 20 Pubblica istruzione, foglio n. 60, è stato dichiarato inammissibile il ricorso straordinario prodotto in data 26 marzo 1963 dalla professoressa Costantini Rosaria avverso la decisione della commissione dei ricorsi operante presso il provveditorato agli studi di Lecce, che respingeva il gravame presentato dalla interessata contro la nomina conferita alla professoressa Anna Maria Faivre per l'insegnamento di scienze naturali, chimica e geografia nel liceo classico « Palmieri » di Lecce.

(3999)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Cerignola ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 19 aprile 1968, il comune di Cerignola (Foggia) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 523.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4023)

Autorizzazione al comune di Grottammare ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1968

Con decreto ministeriale in data 19 aprile 1968, il comune di Grottammare (Ascoli Piceno) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 26.360.070, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1968 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4024)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 86

Corso dei cambi del 6 maggio 1968 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	622,70	622,60	622,75	622,65	622,50	—	622,66	622,65	623,15	622,60
$ Can.	577,65	577,30	577,50	577,50	577 —	—	577,40	577,50	577,65	577,25
Fr. Sv.	143,62	143,50	143,50	143,545	143,40	—	143,51	143,545	143,62	143,48
Kr. D.	83,52	83,64	83,48	83,445	83,60	—	83,45	83,445	83,52	83,48
Kr N.	87,25	87,07	87,20	87,19	87,30	—	87,185	87,19	87,25	87,22
Kr Sv.	120,54	120,41	120,48	120,41	120,60	—	120,43	120,41	120,54	120,50
Fol.	172,10	171,88	171,98	171,91	171,90	—	171,92	171,91	172,10	171,90
Fr B.	12,56	12,551	12,535	12,5350	12,555	—	12,5375	12,5350	12,55	12,545
Franco francese	126,36	126,19	126,27	126,245	126,12	—	126,25	126,245	126,36	126,25
Lst	1491,50	1491,25	1491,425	1491,45	1490,50	—	1491,50	1491,45	1492,65	1491,20
Dm occ.	156,28	156,15	156,19	156,17	156,10	—	156,16	156,17	156,28	156,15
Scell. Austr.	24,11	24,09	24,085	24,0865	24,16	—	24,09	24,0865	24,11	24,11
Escudo Port.	21,75	21,75	21,80	21,75	21,80	—	21,77	21,75	21,75	21,72
Peseta Sp.	8,94	8,92	8,95	8,94	8,90	—	8,9425	8,94	8,94	8,94

Media dei titoli del 6 maggio 1968

Titolo	Valore
Rendita 5 % 1935	107,975
Redimibile 3,50 % 1934	100,75
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	83,675
Id. 5 % (Ricostruzione)	98,675
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	96,15
Id. 5 % (Città di Trieste)	96,20
Id. 5 % (Beni Esteri)	95,225
Certificati di credito del Tesoro 5 % 1976	98,575
Certificati di credito del Tesoro 5,50 % 1976	99,875
Certificati di credito del Tesoro 5 % 1977	99,10
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1969)	100. —
» 5 % (» 1° gennaio 1970)	100,025
» 5 % (» 1° gennaio 1971)	100 —
» 5 % (» 1° aprile 1973)	100 —
» 5 % (» 1° aprile 1974)	100,05
» 5 % (» 1° aprile 1975)	100,025
» 5 % (» 1°-10-1975) II emiss	100,025

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 6 maggio 1968

Valuta	Cambio
1 Dollaro USA	622,655
1 Dollaro canadese	577,45
1 Franco svizzero	143,527
1 Corona danese	83,447
1 Corona norvegese	87.187
1 Corona svedese	120,42
1 Fiorino olandese	171,915
1 Franco belga	12,536
1 Franco francese	126,247
1 Lira sterlina	1491,475
1 Marco germanico	156,165
1 Scellino austriaco	24.088
1 Escudo Port.	21,76
1 Peseta Sp.	8,941

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Approvazione di modifiche allo statuto del consorzio irriguo di miglioramento fondiario « Angiono Foglietti », con sede in Alice Castello.

Con decreto del Ministro per l'agricoltura e le foreste n. 967, in data 18 aprile 1968, sono state approvate, ai sensi e per gli effetti degli articoli 60 e 71 del regio decreto 13 febbraio 1933, n. 215, le modifiche allo statuto del consorzio irriguo di miglioramento fondiario « Angiono Foglietti », con sede in Alice Castello (Vercelli), deliberate dall'assemblea generale dei consorziati, nella adunanza 16 aprile 1967.

(4014)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

Spostamento del periodo di svolgimento della « V Esposizione europea elettrodomestici » di Milano

La Camera di commercio, industria, artigianato e agricoltura di Milano, con nota del 21 marzo 1968, n. 23319, ha comunicato che la « V Esposizione europea elettrodomestici » avrà luogo in Milano dal 5 all'11 settembre 1968 anzichè dal 7 al 15 settembre 1968, come precedentemente programmato.

(3962)

PREFETTURA DI TRIESTE

Riduzione di cognome nella forma italiana

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI TRIESTE

Vista la domanda prodotta in data 5 febbraio 1968 dalla signora Bisiack Bruna in Valanti, nata a Lucca il 30 dicembre 1917, residente a Trieste in via Coroneo, 1, tendente ad ottenere, a termini dell'art. 2 del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, la riduzione del proprio cognome di nascita nella forma italiana di Bisiani;

Accertato che detta domanda è stata regolarmente affissa all'albo pretorio del comune di residenza della suddetta richiedente e a quello di questa prefettura e che contro la stessa non è stata presentata alcuna opposizione entro i quindici giorni successivi alla pubblicazione;

Visto il decreto ministeriale 5 agosto 1926 ed il regio decreto 7 aprile 1927, n. 494;

Decreta:

Il cognome originario di nascita sopra indicato della signora Bisiack Bruna in Valanti è ridotto nella forma italiana di Bisiani.

Il sindaco del comune di Trieste è tenuto a provvedere a tutti gli adempimenti prescritti ai numeri 4 e 5 del decreto ministeriale sopra citato e alla notificazione del presente decreto all'interessata.

Trieste, addì 8 aprile 1968

Il prefetto: CAPPELLINI

(3980)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA DIFESA

Concorso per l'ammissione di centoventi allievi ufficiali in servizio permanente effettivo dell'Arma aeronautica - ruolo naviganti normale e di venti allievi ufficiali in servizio permanente effettivo del Corpo del genio aeronautico - ruolo ingegneri, alla 1ª classe dei corsi regolari dell'Accademia aeronautica - Anno accademico 1968-69.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto le norme sul reclutamento e sull'avanzamento degli ufficiali dell'Aeronautica militare approvate con regio decreto-legge 28 gennaio 1935, n. 314, e successive modificazioni;

Visto il regio decreto 13 febbraio 1936, n. 448, concernente la precedenza nell'ammissione ai corsi regolari dell'Accademia aeronautica agli allievi dei collegi militari che abbiano conseguito la maturità classica e scientifica;

Visto il regio decreto-legge 22 febbraio 1937, n. 220, e successive aggiunte e modificazioni, sull'ordinamento dell'Aeronautica militare;

Visto il regio decreto 25 marzo 1941, n. 472, sull'ordinamento dell'Accademia aeronautica;

Visto il regio decreto 29 marzo 1943, n. 388, concernente provvedimenti a favore dell'Opera nazionale figli aviatori;

Visto il decreto legislativo 7 giugno 1945, n. 568, concernente le norme per la validità degli studi compiuti presso l'Accademia aeronautica ai fini del conseguimento della laurea in ingegneria;

Visto la legge 10 ottobre 1950, n. 877, concernente il trattamento economico degli allievi delle accademie militari per lo Esercito, la Marina e l'Aeronautica;

Visto la legge 5 luglio 1952, n. 989, sul riordinamento dei ruoli degli ufficiali dell'Aeronautica militare;

Vista la legge 21 luglio 1961, n. 685, concernente l'ammissione dei diplomati degli istituti tecnici alle facoltà universitarie;

Visto la legge 26 gennaio 1963, n. 52, sul riordinamento del Corpo del genio aeronautico;

Visto la legge 27 ottobre 1963, n. 1431, concernente il riordinamento di taluni ruoli degli ufficiali dell'Aeronautica militare;

Visto la legge 4 gennaio 1968, n. 15, concernente nuove norme sulla documentazione amministrativa e sulla legalizzazione e autentificazione di firme:

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per titoli e per esami per l'ammissione di allievi ufficiali in servizio permanente effettivo della Arma aeronautica - ruolo naviganti normale e del Corpo del genio aeronautico - ruolo ingegneri alla prima classe dei corsi dell'Accademia aeronautica, anno accademico 1968-69.

I posti messi a concorso sono i seguenti:

centoventi per l'Arma aeronautica ruolo naviganti normale;
venti per il Corpo del genio aeronautico - ruolo ingegneri.

I concorrenti saranno sottoposti:

a) ad una visita psicofisiologica presso un istituto medico legale dell'Aeronautica militare;

b) ad un esame scritto di composizione italiana;

c) ad un esame orale di matematica;

d) ad un esame facoltativo di lingua estera, limitatamente a non più di 2 lingue tra le seguenti: inglese, tedesco, spagnolo e francese.

Art. 2.

Requisiti per l'ammissione al concorso

A tale concorso sono ammessi i cittadini italiani (o coloro che si trovino nelle condizioni di poter acquistare la cittadinanza italiana ai sensi dell'art. 3 della legge 13 giugno 1912, n. 555) con i requisiti e sotto la osservanza delle condizioni che seguono:

A) abbiano compiuto il diciassettesimo anno di età e non superato il ventiduesimo alla data del 31 ottobre 1968;

B) abbiano - se minorenni - il consenso di chi esercita la patria potestà o la tutela, per contrarre l'arruolamento volontario nell'Aeronautica militare;

C) abbiano sempre tenuto buona condotta civile e morale ed appartengano a famiglie di cui sia accertata la onorabilità, secondo il giudizio del Ministero della difesa;

D) non siano stati mai espulsi da istituti di istruzione dello Stato, ovvero avendo già appartenuto all'Accademia aeronautica, non ne siano stati comunque dimessi;

E) siano celibi o vedovi senza prole;

F) abbiano conseguito, alla data di presentazione della domanda definitiva, uno dei seguenti titoli di studio presso una scuola statale, pareggiata o legalmente riconosciuta:

1) se partecipanti al concorso per l'Arma aeronautica ruolo naviganti normale:

diploma di maturità classica, scientifica o artistica di seconda sezione; licenza liceale rilasciata dalla sezione classica, scientifica o moderna della Scuola Europea;

diploma di abilitazione tecnica industriale, nautica, commerciale, agraria o per geometri;

diploma di perito aziendale o corrispondente in lingue estere;

diploma di abilitazione magistrale;

2) se partecipanti al concorso per il Corpo del genio aeronautico ruolo ingegneri:

diploma di maturità classica o scientifica;

licenza liceale rilasciata dalla sezione classica, scientifica o moderna della scuola europea;

diploma di abilitazione tecnica industriale, nautica o per geometri;

G) siano infine in possesso:

1) se partecipanti al concorso per l'Arma aeronautica - ruolo naviganti normale:

dello sviluppo organico e della attitudine psicofisiologica necessaria per esercitare la navigazione aerea in qualità di pilota militare di aeroplano (vedi allegato 3);

2) se partecipanti al concorso per il Corpo del genio aeronautico ruolo ingegneri:

della idoneità fisica e della attitudine psicofisiologica richieste per il servizio quale ufficiale in s.p.e. del Corpo del genio aeronautico ruolo ingegneri (vedi allegato 4).

Art. 3.

L'ammissione di giovani che siano iscritti alla leva mare o che abbiano già concorso alla predetta leva e che siano in possesso dei requisiti richiesti dal presente bando è subordinata al preventivo nulla osta della competente capitaneria di porto.

Art. 4.

Domanda provvisoria

Coloro che aspirano ad essere ammessi al concorso dovranno far pervenire al più presto e comunque entro il 30 giugno 1968, a mezzo lettera raccomandata indirizzata al Comando accademia aeronautica - Ufficio concorsi - 80078 - Pozzuoli (Napoli), una domanda provvisoria redatta in carta libera debitamente firmata. Per i candidati minorenni la domanda dovrà essere vistata da chi esercita la patria potestà o la tutela.

I militari dovranno inoltrare la domanda tramite il comando da cui dipendono. I comandi interessati faranno seguire altresì, un rapporto informativo in duplice copia.

Nella predetta domanda provvisoria, che dovrà essere compilata scrupolosamente secondo lo schema di cui all'allegato n. 2), i candidati dovranno dichiarare:

a) la data e il luogo di nascita;

b) il possesso della cittadinanza italiana;

c) il comune nelle cui liste elettorali siano iscritti ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

d) le eventuali condanne riportate;

e) il titolo di studio posseduto o che potranno conseguire entro la data di presentazione della domanda definitiva. I candidati già in possesso del titolo di studio dovranno specificare in quale anno e in quale sessione essi lo abbiano conseguito;

f) la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari;

g) di essere celibi o vedovi senza prole.

I candidati, tenuto conto del titolo di studio posseduto, dovranno altresì precisare se intendano partecipare al concorso per il ruolo naviganti normale dell'Arma aeronautica oppure per il ruolo ingegneri del Corpo del genio aeronautico. I candidati che ne posseggano i requisiti potranno partecipare al concorso in entrambi i ruoli, presentando due distinte domande.

I candidati che per il titolo di studio posseduto possono essere ammessi soltanto al concorso per il ruolo naviganti ed omettano di indicarlo sulla domanda, saranno ammessi d'ufficio al concorso in detto ruolo.

Nella domanda i candidati dovranno indicare il loro preciso recapito e l'indirizzo della famiglia con il relativo numero di codice postale; essi dovranno inoltre notificare le successive eventuali variazioni mediante apposita lettera raccomandata.

Si intenderanno irrevocabilmente esclusi dal concorso quei candidati la cui presentazione alla visita psicofisiologica od alle prove d'esame non fosse avvenuta nelle date prescritte per il mancato arrivo in tempo utile della comunicazione di cambio di domicilio.

I candidati dovranno altresì indicare la lingua o le lingue estere nelle quali desiderino sostenere l'esame o gli esami facoltativi.

La data di arrivo della domanda risulta dal bollo di ufficio e non e ammessa altra prova in contrario.

Non saranno prese in considerazione quelle domande che pervenissero dopo il termine stabilito. Per quelle domande che risultassero formalmente irregolari, il Comando accademia aeronautica, a suo giudizio discrezionale insindacabile, ha la facoltà di accogliere la successiva regolarizzazione anche oltre il termine stabilito.

I candidati che, all'atto della presentazione della domanda provvisoria, non siano ancora in possesso del prescritto titolo di studio, dovranno, non appena possibile, dare comunicazione al Comando accademia dell'avvenuto conseguimento del titolo di studio stesso; analoga urgente comunicazione dovranno fare i candidati rimandati in seconda sessione, in modo che il Comando accademia aeronautica possa stabilire una data per la convocazione a visita psicofisiologica in periodo diverso da quello degli esami di riparazione.

L'ammissione al concorso di coloro che abbiano conseguito un titolo di studio estero, resta subordinata, al riconoscimento da parte del Ministero della pubblica istruzione, della equipollenza del titolo stesso ad un dei titoli di cui all'art. 2, lettera *F*).

A tale fine coloro che abbiano conseguito un titolo di studio estero, dovranno allegare alla domanda provvisoria il diploma originale o copia autentica di esso, nonchè i programmi degli studi compiuti.

Coloro che non abbiano ancora conseguito il predetto titolo e contino di conseguirlo entro la data di presentazione della domanda definitiva, dovranno allegare alla domanda provvisoria un certificato della competente autorità scolastica estera attestante che essi si trovano nella condizione di poter conseguire in tempo utile tale titolo di studio ed allegare inoltre il programma degli studi compiuti e di quelli da compiere.

I documenti di cui sopra dovranno essere muniti delle prescritte dichiarazioni degli agenti diplomatici o consolari.

Art. 5.

Visita psicofisiologica

A cura del Comando accademia i candidati che avranno fatto pervenire la domanda provvisoria, saranno invitati a presentarsi presso un istituto medico legale dell'Aeronautica militare per essere sottoposti a visita psicofisiologica.

A tale visita i candidati dovranno presentarsi muniti di documento di identità valido (tessera di riconoscimento oppure fotografia recente autenticata da un notaio o dal segretario del comune di residenza).

Per i candidati partecipanti al concorso nell'Arma aeronautica - ruolo naviganti normale. L'Istituto medico legale accerterà che essi siano in possesso dei requisiti di cui alla lettera *G*) n. 1) del precedente art. 2, mentre per i candidati al concorso nel Corpo del genio aeronautico - ruolo ingegneri, l'Istituto accerterà che essi siano in possesso della idoneità di cui alla lettera *G*) n. 2) dello stesso art. 2.

I candidati partecipanti al concorso in entrambi i ruoli che risultino in possesso dei requisiti di cui alla leggera *G*) n. 1) del precedente art. 2, si intendono in possesso della idoneità di cui alla lettera *G*) n. 2) dello stesso art. 2.

I candidati partecipanti al concorso in entrambi i ruoli che alla visita non risultino in possesso dei requisiti di cui alla lettera *G*) n. 1) del citato art. 2, ma risultino invece in possesso della idoneità di cui alla lettera *G*) n. 2) dell'art. 2 stesso, saranno ammessi al concorso soltanto nel ruolo ingegneri del Corpo del genio aeronautico.

Contro il risultato della visita non è ammesso appello.

Gli assenti a visita saranno esclusi dal concorso.

Art. 6.

Viaggi dei candidati

I concorrenti, muniti di lettera o telegramma di convocazione del Comando accademia per la visita psicofisiologica, per gli esami e per l'inizio del corso si presenteranno al più vicino presidio aeronautico o comando carabinieri per ottenere il rilascio dello scontrino di prima classe per riduzione a tariffa militare (n. 6 per viaggio di servizio) sulle FF.SS..

Fermo restando il beneficio della riduzione a tariffa militare per tutti i concorrenti, sia per i viaggi di andata che per quelli di ritorno, a coloro che saranno ammessi in accademia in qualità di vincitori del concorso verranno integralmente rimborsate le spese di viaggio sulle FF.SS. dietro presentazione dei biglietti ferroviari, accompagnati dalle relative lettere di convocazione.

I militari di truppa dovranno presentarsi in accademia muniti di foglio di aggregazione.

Art. 7.

Domanda definitiva

I candidati dovranno far pervenire entro il 5 ottobre 1968 a mezzo raccomandata e direttamente al Comando accademia - Ufficio concorsi - 80078 - Pozzuoli (Napoli), la domanda definitiva di ammissione al concorso, redatta su carta legale da lire 400 (secondo lo schema dell'allegato n. 5).

La predetta domanda definitiva dovrà contenere le dichiarazioni e indicazioni già previste dall'art. 4 del presente decreto per la domanda provvisoria.

Si applicano alla domanda definitiva le disposizioni previste dall'art. 4 predetto, in materia di notificazione del recapito dei candidati, data di arrivo delle domande, regolarizzazione delle domande formalmente irregolari.

La domanda definitiva dovrà essere firmata in calce dal candidato e, se questi è minorenne, anche da chi esercita la patria potestà o la tutela.

Le firme apposte in calce alla domanda definitiva (e per i minorenni anche quella di chi esercita la patria potestà o la tutela) dovranno essere autenticate da un notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza. Per la firma di dipendenti statali è sufficiente il visto del capo ufficio nel quale prestano servizio; la firma di coloro che riedono all'estero potrà essere autenticata dalle autorità consolari.

Per i candidati che siano militari è sufficiente il visto del comandante di Corpo, fermo restando l'obbligo per essi di trasmettere la domanda tramite il comando da cui dipendono.

Alla domanda definitiva dovranno essere allegati:

1) uno dei seguenti documenti militari a seconda della posizione militare in cui il candidato si trovi:

a) copia del foglio matricolare per i giovani che siano già stati riconosciuti abili arruolati dai consigli di leva, anche se non abbiano prestato ancora servizio militare, i candidati che siano ufficiali dovranno invece presentare copia dello stato di servizio (dovranno essere applicate marche da bollo da lire 400 per ogni foglio);

b) certificato di iscrizione nelle liste di leva rilasciato dal sindaco del comune in cui il candidato ha il domicilio, per tutti i giovani che per qualsiasi motivo non siano stati ancora arruolati dai consigli di leva (tale documento dovrà essere rilasciato in carta legale da lire 400);

c) dichiarazione di nulla osta all'arruolamento nell'Aeronautica militare, rilasciata dalla competente Capitaneria di porto, per gli iscritti alla leva di mare;

2) atto provvisorio di sottomissione, redatto in carta libera, secondo l'allegato n. 7, col quale il genitore o il tutore si obbliga a corrispondere all'Amministrazione aeronautica i contributi previsti dalla legge 10 ottobre 1950, n. 877, relativa al trattamento economico degli allievi delle Accademie militari per l'Esercito, la Marina e l'Aeronautica;

3) documenti comprovanti l'eventuale possesso di titoli di precedenza o preferenza di cui al successivo art. 9.

In particolare i provenienti dalle scuole militari dovranno allegare una dichiarazione del comando della scuola da cui risulti che il candidato ha conseguito il titolo di studio in qualità di allievo della scuola medesima.

I candidati che patrecipano al concorso sia nel ruolo naviganti normale che nel ruolo ingegneri dovranno presentare due distinte domande allegando i documenti di cui sopra ad una domanda e facendone espresso riferimento nell'altra.

Art. 8.

Esami

La commissione d'esame, che sarà nominata con successivo decreto, sarà presieduta dal comandante dell'Accademia aeronautica e composta di ufficiali dell'Aeronautica militare e di professori civili.

Art. 9.

Gli esami consisteranno nelle prove di cui alle lettere *b*), *c*) e *d*) dell'art. 1, secondo i programmi annessi al presente decreto, descritti all'allegato 1.

Gli esami avranno luogo, presumibilmente nel mese di ottobre, nella sede e nella data che verranno successivamente stabilite.

I candidati idonei a visita psicofisiologica saranno convocati con avviso personale per sostenere le prove d'esame di cui all'art. 1 del presente decreto.

L'esame scritto sarà seguito subito o a breve scadenza dagli esami orali. Qualora gli esami si effettuassero presso l'Accademia aeronautica, i concorrenti che doranno sostenere gli esami orali entro breve termine dallo svolgimento della prova scritta, potranno fruire di vitto ed alloggio gratuiti presso la Accademia aeronautica.

L'idoneità per tutti i concorrenti si intende conseguita, quando abbiano riportato la votazione minima di dodici ventesimi in ogni prova di esame.

Per l'esame orale facoltativo di lingue estere non sarà emesso un giudizio di idoneità ma semplicemente assegnata una votazione in ventesimi da uno a venti.

Saranno formate due distinte graduatorie di merito, una per i candidati idonei che abbiano chiesto l'ammissione nel ruolo naviganti normale dell'Arma aeronautica ed una per i candidati idonei che abbiano chiesto l'ammissione nel ruolo ingegneri del Corpo del genio aeronautico.

I candidati che abbiano richiesto l'ammissione in entrambi i ruoli saranno compresi nelle due graduatorie secondo l'ordine di merito, e se vincitori in entrambi i ruoli dovranno prima dell'inizio del corso, dichiarare a quale dei due ruoli desiderino essere ammessi. Tale scelta è irrevocabile, salvo quanto previsto al successivo art. 16, penultimo comma.

Le graduatorie dei candidati risultati idonei, saranno formate in base alla somma dei voti riportati nella prova scritta di composizione italiana ed in quella orale di matematica; a questa somma verrà aggiunto un punto per ogni esame di lingua estera sostenuto dal candidato sempre che la votazione riportata sia compresa tra i sedici ventesimi ed i diciotto ventesimi; due punti qualora detta votazione sia superiore ai diciotto ventesimi.

Nella formazione delle predette graduatorie sarà inoltre tenuto conto delle norme sancite dai regi decreti 13 febbraio 1936, n. 448 e 29 marzo 1943, n. 388, riflettenti rispettivamente le precedenze, stabilite per i provenienti dai collegi militari e dagli istituti dell'ONFA. A parità di merito nelle graduatorie di cui sopra si applicheranno le norme contenute nell'art. 5 del decreto Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, concernenti le graduatorie dei titoli di preferenza per le ammissioni ai pubblici impieghi.

Le graduatorie di merito dei candidati risultati idonei al concorso saranno approvate con decreto ministeriale.

I primi centoventi candidati della graduatoria del ruolo naviganti normale dell'Arma aeronautica ed i primi venti candidati della graduatoria del ruolo ingegneri del Corpo del genio aeronautico, assumeranno la qualifica di allievi e verranno ammessi a frequentare la prima classe dell'Accademia aeronautica.

I militari che saranno ammessi a frequentare la prima classe dovranno rinunciare al grado eventualmente rivestito

Il Ministero della difesa in caso di rinuncia da parte di qualcuno dei vincitori, si riserva la facoltà di ammettere, seguendo l'ordine di graduatoria, il numero di idonei occorrenti per coprire i posti lasciati disponibili dai rinunciatari.

Art. 10.

Presentazione della documentazione da parte dei candidati risultati idonei agli esami

I candidati utilmente collocati nelle graduatorie dovranno presentare, a pena di decadenza, entro 30 giorni dalla data di documentazione di esito del concorso, i seguenti documenti:

1) estratto dell'atto di nascita (non certificato), su carta da bollo da lire 400;

2) certificato di cittadinanza italiana, su carta da bollo da lire 400, rilasciato dal comune di residenza, ovvero, atto di notorietà dal quale risulti che il concorrente si trova in condizioni di potere acquistare la cittadinanza italiana con la prestazione del servizio militare, ai sensi delle disposizioni contenute nella legge 13 giugno 1912, n. 555 (non anteriore di 3 mesi alla data del presente decreto);

3) certificato generale (e non semplice certificato penale) del casellario giudiziale su carta da bollo da lire 400. Per i concorrenti nati all'estero il certificato dovrà essere rilasciato dal casellario centrale presso il Ministero di grazia e giustizia (non anteriore di 3 mesi alla data del presente decreto);

4) certificato di stato libero su carta da bollo da lire 400 (non anteriore di 3 mesi alla data del presente decreto).

In luogo di due distinti certificati, di cittadinanza e di stato libero, i candidati potranno presentare un unico certificato cumulativo qualora entrambi i requisiti debbano essere certificati da uno stesso ufficio;

5) diploma originale del titolo di studio di cui all'art. 2, lettera *F*) o copia autentica di esso. Nel caso che il diploma originale non sia stato ancora rilasciato, i candidati sono tenuti a presentare il documento della competente autorità scolastica in sostituzione del diploma.

Coloro che abbiano conseguito un titolo di studio estero e lo abbiano già allegato alla domanda provvisoria, ai sensi del precedente art. 4, sono esonerati dall'obbligo di presentare altro titolo di studio.

I vincitori ammessi ai corsi dell'Accademia aeronautica, sia nel ruolo naviganti normale che nel ruolo ingegneri, qualora siano in possesso di un titolo di studio valido per l'ammissione ai corsi universitari di ingegneria (diploma di maturità classica, o scientifica, licenza liceale europea, diploma di abilitazione tecnica industriale, nautica, o per geometri), sono tenuti a presentare, in ogni caso, il diploma originale. Tale diploma resterà depositato presso il Comando accademia aeronautica sino al termine del ciclo di studi.

Pertanto qualora il diploma originale sia stato presentato dai predetti vincitori nel termine di cui al primo comma del presente articolo, esso resterà depositato presso l'Accademia aeronautica che provvederà ad allegare alla documentazione di concorso una copia autentica, ai sensi dell'art. 14 della legge 4 gennaio 1968, n. 15.

Qualora invece i vincitori di cui trattasi abbiano presentato entro il termine di cui sopra, una copia autentica del diploma originale, essi dovranno presentare all'Accademia aeronautica anche il diploma originale entro il 31 dicembre 1968.

I concorrenti che presentino certificati comprovanti il possesso di titoli di studio superiori a quello richiesto per l'ammissione all'Accademia aeronautica hanno l'obbligo di presentare anche il titolo di studio di cui al presente articolo;

6) atto di assenso del padre o, in mancanza di questi, della madre o, in mancanza di entrambi i genitori, del tutore (se il giovane è minorenne) o del curatore (se il giovane è emancipato). Tale atto deve essere redatto dal sindaco secondo i modelli di cui al regolamento sul reclutamento dell'esercito (vedi all. 6) su carta bollata da lire 400 e dovrà contenere l'indicazione del ruolo al quale il giovane è stato ammesso.

Non è ammesso il riferimento a documentazione presentata presso le altre amministrazioni o, per altri concorsi, presso l'Amministrazione aeronautica.

Per quelle documentazioni che risultassero formalmente irregolari, il Comando accademia si riserva, a suo giudizio discrezionale insindacabile e caso per caso, la facoltà di accoglierne la successiva regolarizzazione anche oltre i termini stabiliti.

Le copie di atti o certificati, anche se ottenuti con procedimenti meccanici o fotografici, possono essere validamente prodotte in luogo degli originali quando siano debitamente autenticate.

L'autentica di cui al precedente comma può essere fatta dal pubblico ufficiale dal quale è stato emesso l'originale o al quale deve essere prodotto il documento o presso il quale l'originale è stato depositato nonchè da un notaio, cancelliere, segretario comunale, o altro funzionario incaricato dal sindaco.

Art. 11.

Esclusione dal concorso

Il Ministro per la difesa potrà escludere con decreto motivato dal concorso, quei concorrenti che non risultassero in possesso dei requisiti richiesti.

Art. 12.

Atto di sottomissione definitivo

Al momento dell'ammissione definitiva in accademia dei candidati risultati vincitori, il genitore o il tutore deve obbligarsi con regolare atto di sottomissione a corrispondere alla Amministrazione aeronautica i contributi previsti dalla legge 10 ottobre 1950, n. 877, relativa al trattamento economico degli allievi delle accademie militari per l'Esercito, la Marina e la Aeronautica, e cioè:

a) le spese di manutenzione del vestiario;

b) tutte le spese relative all'istruzione, per i libri di testo, sinossi ed oggetti di cancelleria;

c) tutte le spese di carattere personale e straordinario e qualsiasi altra spesa che venga disposta dall'Amministrazione aeronautica.

Tale atto, da valere come atto pubblico, redatto conforme all'allegato n. 7) su carta bollata da lire 400, dovrà essere autenticato dal notaio nella forma prescritta dalla vigente legge notarile (numero repertorio, eventuale rinuncia assistenza testimoni, ecc.), registrato presso l'ufficio atti privati ed inviato alla Direzione dei servizi di commissariato - Ufficio conti allievi - Accademia aeronautica.

Art. 13.

Premi di studio

Per gli allievi del ruolo naviganti normale dell'Accademia aeronautica che si distinguono maggiormente per profitto negli studi e per attitudine al volo, sono istituiti i seguenti premi di studio:

1) Fondazione caduti dell'Aeronautica istituita dalla Banca d'Italia, che fissa annualmente i seguenti premi:

a) lire 100.000 per un allievo appartenente alla prima classe;

b) lire 100.000 per un allievo appartenente alla seconda classe;

c) lire 100.000 per un allievo appartenente alla terza classe.

Il premio di studio di cui alla lettera *a*) è assegnato in base alla graduatoria risultante dagli esami di concorso. I premi di studio di cui alle lettere *b*) e *c*) sono assegnati in base alle graduatorie dell'esito degli esami di fine anno accademico per il passaggio dalla prima alla seconda classe e da questa alla terza, al voto riportato in attitudine militare, al volo, alla condotta.

Tutti i premi sono assegnati il 28 marzo di ogni anno.

2) Fondazione dott. Giuseppe Bucci, costituita con capitale nominale di lire 3.660.000.

Il reddito annuo è devoluto a favore di un allievo della seconda e un allievo della terza classe di famiglia italiana e di condizione disagiata, i quali durante i corsi di studio e di addestramento e nelle prove finali abbiano dimostrato di possedere i requisiti necessari per contribuire alla maggiore potenza dell'ala italiana.

La ripartizione fra i due allievi sarà effettuata in ragione di tre quinti e due quinti secondo il merito.

3) Unione militare, che bandisce ogni anno un concorso, per due premi di studio in denaro da attribuire a due allievi dell'Accademia aeronautica maggiormente distintisi nello studio e classificatisi nei primi posti della graduatoria degli approvati nella prima sessione di esami.

A questo premio possono concorrere, oltre gli allievi del ruolo naviganti normale, anche gli allievi degli altri ruoli.

4) Fondazione aspirante ufficiale pilota Bruno Francin costituita con capitale nominale di lire 200.000 in titoli di Stato (rendita 5 per cento).

La rendita annua è devoluta a favore dell'allievo del terzo corso, scelto fra i profughi giuliani o dalmati o, in mancanza, tra i nati delle Tre Venezie, compreso nel primo terzo della graduatoria risultante dall'esito degli esami di fine anno accademico per passaggio dalla seconda alla terza classe.

Art. 14.

Equiparazione degli studi

In base alle disposizioni in vigore, i primi due anni di studio svolti presso l'Accademia aeronautica sono equiparati ai due anni del biennio propedeutico d'ingegneria per gli allievi in possesso di uno dei seguenti titoli di studio: diploma di maturità classica o scientifica; diploma di abilitazione tecnica industriale, nautica o per geometri; licenza liceale rilasciata dalla sezione classica, scientifica o moderna della scuola europea.

Art. 15.

Dimissioni dall'accademia

Gli allievi possono essere dimessi dall'accademia:

a) a domanda (integrata dal consenso del genitore o tutore se trattasi di allievo minorenne);

b) di autorità: per motivi disciplinari o di salute oppure per deficiente attitudine militare o professionale (in genere o di volo) che sarà in particolare accertata durante il primo anno di corso.

Gli allievi del ruolo ingegneri del Corpo del genio aeronautico possono inoltre essere dimessi nel caso contemplato dal successivo art. 17.

Tale provvedimento è inappellabile.

Coloro che, per una delle cause accennate nel presente articolo vengono dimessi dall'istituto, sono prosciolti dalla ferma speciale contratta all'atto dell'ammissione in accademia. La loro posizione nei confronti degli obblighi di leva sarà regolata in conformità delle disposizioni vigenti in materia di reclutamento.

Art. 16.

Norme per gli allievi del ruolo naviganti normale

I corsi per allievi del ruolo naviganti normale dell'Arma aeronautica hanno la durata di tre anni accademici seguiti da un quarto anno di perfezionamento.

Gli allievi ammessi in accademia assumono, all'atto stesso dell'ammissione, l'obbligo di arruolarsi nell'Aeronautica militare con la ferma di anni sei.

Nei primi due anni di corso gli allievi sono equiparati a tutti gli effetti al grado di aviere e, come tali, soggetti alle leggi ed ai regolamenti in vigore per i militari dell'Aeronautica in genere e per gli allievi dell'accademia in particolare.

Al termine dell'anno accademico gli allievi sono sottoposti agli esami su tutte le materie teoriche e pratico-professionali di insegnamento.

Le sessioni di esami sono due.

All'inizio del terzo anno è conferita agli allievi la qualifica di aspiranti ufficiali; tale qualifica ha valore ai soli effetti amministrativi e dà diritto al trattamento di maresciallo di prima classe.

Gli allievi che avranno conseguito il brevetto di pilota di aeroplano e superato, alla fine del terzo anno, gli esami finali di idoneità, saranno nominati sottotenenti in servizio permanente effettivo dell'Arma aeronautica - ruolo naviganti normale.

Con tale grado frequenteranno il corso di perfezionamento.

Gli allievi riconosciuti durante il secondo o il terzo anno accademico non più in possesso dei requisiti fisici o della attitudine necessaria per il conseguimento del brevetto di pilota militare, possono aspirare alla nomina a sottotenente in s.p.e. del ruolo servizi dell'Arma aeronautica, purchè su proposta del Comando dell'accademia, il Ministero li ritenga, con suo giudizio insindacabile, per condotta, per doti militari ed intellettuali, idonei a continuare il corso. In tal caso sono esonerati dal pilotaggio e seguono il corso regolare con gli stessi programmi, più le materie inerenti alle mansioni del ruolo servizi.

Ottenuta l'idoneità in tutti gli esami, saranno nominati sottotenenti in s.p.e. dell'Arma aeronautica - ruolo servizi.

I predetti allievi se siano forniti di titolo di studio valido per la iscrizione ai corsi di laurea in ingegneria, possono far domanda di essere trasferiti al corrispondente anno dei corsi regolari destinati al reclutamento degli ufficiali in s.p.e. del Corpo del genio aeronautico - ruolo ingegneri.

Nella domanda gli interessati debbono dichiarare di voler assumere l'obbligo di rimanere in servizio fino allo scadere dei periodi indicati nel successivo art. 18.

Art. 17.

Norme per gli allievi del ruolo ingegneri

Gli allievi del ruolo ingegneri del Corpo del genio aeronautico, reclutati in base al presente bando di concorso, all'atto dell'ammissione in accademia debbono assumere l'obbligo continuativo di volo e l'obbligo di rimanere in servizio fino allo scadere dei periodi indicati nel successivo art. 18, salvo i casi di dimissione.

Gli allievi del ruolo ingegneri, che successivamente all'ammissione all'accademia, ne faranno richiesta e risulteranno possedere la prescritta idoneità psicofisiologica, sarà concessa la possibilità di conseguire il brevetto di pilota di aeroplano.

Gli allievi che, al termine del secondo anno di corso di accademia, abbiano superato gli esami in tutte le materie del biennio propedeutico di ingegneria ed in quelle riguardanti la preparazione militare, sono inviati alla facoltà di ingegneria di una università o di un politecnico per frequentarvi il triennio di studi di applicazione e conseguire la laurea in ingegneria. Essi dovranno superare gli eventuali esami nelle materie aggiuntive che potranno essere richieste dalle facoltà.

La sede universitaria, il corso di laurea ed eventualmente la sezione del triennio di studi di applicazione sono determinati dal Ministero della difesa.

Gli allievi potranno essere assegnati presumibilmente ad uso dei seguenti corsi di laurea in ingegneria:

ingegneria aeronautica;
ingegneria elettronica;
ingegneria civile;
ingegneria elettrotecnica;
ingegneria meccanica.

In sede di assegnazione degli allievi ad uno dei corsi di laurea in ingegneria, nonchè ad una sezione ed indirizzo, sarà tenuto anche conto, compatibilmente con le esigenze dell'amministrazione, del desiderio espresso dagli interessati.

Gli allievi suddetti conseguono la qualifica di aspirante ufficiale del Corpo del genio aeronautico con la stessa decorrenza degli allievi del corrispondente corso regolare destinato al reclutamento degli ufficiali in s.p.e. del ruolo naviganti normale.

Gli aspiranti ufficiali che al termine del primo anno di studi di applicazione, compresa la sessione autunnale, abbiano superato, negli insegnamenti previsti per detto anno dagli statuti dell'università o del politecnico frequentato, il numero di esami fissato dal decreto ministeriale in vigore alla data di inizio dell'anno accademico corrispondente alla loro anzianità da aspirante e che abbiano inoltre superato gli esami nelle materie militari stabilite nel piano di studi dell'Accademia aeronautica, sono nominati sottotenenti in servizio permanente effettivo nel Corpo del genio aeronautico, ruolo ingegneri con anzianità decorrente dalla data del conseguimento della qualifica di aspirante ufficiale.

Durante il suddetto primo anno di studi, gli aspiranti ufficiali sono sottoposti alle norme interne della facoltà o del politecnico che frequentano, ma continuano ad appartenere alla accademia.

Coloro che non superino gli esami di cui all'ottavo comma del presente articolo sono dimessi dall'accademia e nominati sottotenenti di complemento del Corpo del genio aeronautico - ruolo assistenti tecnici, con l'obbligo di compiere il servizio di prima nomina.

Art. 18.

I sottotenenti in servizio permanente effettivo del Corpo del genio aeronautico che, al termine del terzo anno di studi applicativi, compresa la sessione autunnale, abbiano conseguito la laurea in ingegneria e superato un esame di cultura militare, secondo il programma stabilito dal Ministero, sono promossi tenenti in servizio permanente effettivo, con l'obbligo di permanere in servizio per un periodo di sei anni. L'anzianità assoluta decorre dalla data del decreto di promozione, quella relativa è determinata sulla base di una media risultante per tre quarti dal voto riportato nell'esame di laurea e per un quarto dal voto riportato nell'esame di cultura militare.

I sottotenenti che non abbiano potuto completare gli studi nel termine indicato nel comma precedente sono ammessi a completarli nell'anno successivo compresa la sessione autunnale di esame, purchè nel suddetto termine abbiano superato tutti gli insegnamenti previsti dagli statuti dell'università o del politecnico frequentato, per il primo anno di studi applicativi nonchè gli esami in almeno dieci degli insegnamenti complessivamente previsti per il secondo e terzo anno dagli anzidetti statuti.

I sottotenenti di cui al comma precedente sono aggregati al corso successivo a quello cui appartengono.

I sottotenenti che non siano stati ammessi a completare gli studi applicativi in 4 anni e quelli che al termine del quarto anno, compresa la sessione autunnale di esami, non abbiano conseguito la laurea in ingegneria, sono trasferiti nel ruolo assistenti tecnici del Corpo del genio aeronautico, con l'obbligo di permanere in servizio per un ulteriore periodo di anni sei. Essi non possono conseguire avanzamento nel nuovo ruolo con decorrenza anteriore alla data del trasferimento.

Art. 19.

Disposizioni amministrative

Le famiglie degli allievi sono tenute a pagare, per ognuno dei primi due anni del corso, le seguenti spese fisse:

a) spese relative all'istruzione per libri di testo, sinossi e cancelleria; fissata nella misura di lire 12.000 annue, da pagarsi in tre rate di lire 4000 ciascuna;

b) spese per la manutenzione del vestiario, salvo se gli allievi siano provenienti dai sottufficiali; fissate nella misura di lire 6000 annue, da pagarsi in tre rate di lire 2000 ciascuna.

Sempre per i primi due anni di corso le famiglie degli allievi sono tenute inoltre a pagare, ogni anno, le seguenti spese variabili:

a) spese straordinarie:

1) medicinali speciali, consulti e cure per le quali sia necessario l'intervento di medici estranei all'istituto;

2) rinnovazione dei capi di corredo;

3) strumenti scientifici e materiale per uso sportivo in dotazione individuale;

4) spese per studi facoltativi (acquisto libri di testo, sinossi, cancelleria e materiale vario necessari per gli studi stessi, quota parte dei compensi fissi di insegnamento dovuti agli insegnanti di materie facoltative);

5) guasti, rotture e perdite dovute a negligenza;

6) anticipi autorizzati eccezionalmente dal comandante in prima dell'accademia;

b) spese di carattere personale, disposte o consentite dalle norme del regolamento interno dell'accademia. Unitamente alla prima rata di spese fisse, è dovuto anche un anticipo di lire 10.000 a garanzia del pagamento delle spese variabili.

Per gli allievi ammessi a ripetere il primo o il secondo anno, oltre alle spese fisse e straordinarie di cui sopra è dovuto il pagamento della retta fissata nella misura di lire 22.000.

Gli allievi del terzo anno (aspiranti), sono tenuti a pagare le seguenti spese:

a) retta annua fissata nella misura di lire 22.000;

b) spese generali (lavatura, stiratura e riparazione della biancheria, materiali acquistati per la pulizia generale e medicinali - escluse le specialità) fissate nella misura di lire 8000 annue;

c) spese di manutenzione del vestiario, fissate nella misura di lire 6000 annue;

d) spese straordinarie e personali come già indicato per gli allievi del primo e secondo anno;

e) spese relative al materiale didattico e di consumo (libri, cancelleria, ecc.).

Il presente decreto sarà sottoposto alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 22 marzo 1968

Il Ministro: TREMELLONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 9 aprile 1968
Registro n. 11 Difesa, foglio n. 114

ALLEGATO N. 1

PROGRAMMA DEGLI ESAMI DI AMMISSIONE

I concorrenti dovranno mostrarsi preparati sull'intero programma riportato, prescindendo dal maggiore o minore sviluppo dato alle varie parti negli istituti di provenienza.

PROVA SCRITTA DI COMPOSIZIONE ITALIANA

La prova consisterà in un esame scritto di composizione italiana su un tema di cultura generale corrispondente alle discipline storiche, politiche sociali, letterarie, filosofiche e geografiche impartite con i programmi degli Istituti di istruzione media superiore.

Il tema verrà estratto in presenza dei candidati e della commissione, fra tre temi contenuti ciascuno in busta sigillata.

La prova scritta (originale e minuta) sarà redatta su appositi fogli di carta portanti il timbro ufficiale dell'Istituto e vistati da un membro della commissione.

L'angolo superiore destro di ogni foglio sarà gommato. Il concorrente apporrà il proprio nome e cognome; quindi ripiegherà e salderà *il foglio in modo che il proprio nome e cognome non siano visibili.*

Questa prova è intesa a consentire alla commissione di formarsi un esatto concetto, oltre che della padronanza del materiale linguistico da parte del concorrente e dell'attitudine ad esprimere le proprie idee in forma semplice e chiara, anche della sua maturità di pensiero, della sua cultura e della sua capacità di sintesi e di ragionamento.

Durata massima dell'esame: 6 ore.

ESAME ORALE DI MATEMATICA

L'esame orale di matematica verterà su uno o più degli argomenti contenuti nel programma che segue.

I candidati devono dimostrare di avere bene inteso i concetti e le dimostrazioni più significative, di esprimersi in maniera propria e di fare giusto uso dei simboli. Devono dimostrare, inoltre, di saper risolvere i problemi, anche numerici, più semplici di algebra, geometria e trigonometria.

Durata massima dell'esame: 40 minuti.

PROGRAMMA DELL'ESAME ORALE DI MATEMATICA

Algebra

Numeri razionali relativi: proprietà formali e operazioni su di essi.

Calcolo letterale, con particolare riguardo alla trasformazione e semplificazione di espressioni letterali contenenti operazioni di addizione, sottrazione e moltiplicazione.

Prodotti notevoli, quadrato e cubo di un polinomio, divisione di due polinomi in una variabile. Regola di Ruffini. Casi semplici di decomposizione di polinomi in fattori.

Frazioni algebriche; operazioni su di esse. Calcolo di una espressione algebrica, intera o fratta, per assegnati valori numerici delle lettere che vi figurano.

Equazioni e problemi di primo grado ad una incognita Disequazioni di primo grado.

Sistemi di equazioni di primo grado. Problemi di primo grado a due o più incognite.

Concetto di numero reale; rappresentazione decimale, confronto di numeri reali; operazioni fondamentali su di essi.

Calcolo dei radicali e potenze ad esponente fratto.

Formula risolutiva dell'equazione di secondo grado e sua discussione. Relazione fra le radici ed i coefficienti di una equazione di secondo grado. Decomposizione di un trinomio di secondo grado in fattori lineari. Regola dei segni (di Cartesio).

Equazioni irrazionali riducibili ad equazioni di primo e secondo grado. Esempi semplici di equazioni e sistemi di equazoni di grado superiore al primo. Problemi riconducibili ad equazioni di secondo grado. Applicazione dell'algebra alla geometria.

Progressioni aritmetiche e geometriche: proprietà relative.

Cenni sulle potenze ad esponente reale qualsiasi. Equazioni esponenziali.

Logaritmi e loro proprietà. Uso delle tevole logaritmiche.

Geometria

Criteri d'uguaglianza dei triangoli.

Rette perpendicolari.

Luoghi geometrici.

Circonferenza e cerchio; archi e settori. Posizioni mutue di una retta e di una circonferenza e di due circonferenze.

Costruzioni geometrice fondamentali.

Rette parallele. Somma degli angoli di un poligono. Quadrangoli convessi particolari e loro proprietà.

Punti notevoli di un triangolo. Angoli nel cerchio. Poligoni regolari.

Equivalenza delle figure piane. Teorema di Pitagora. Trasformazione di un poligono in un quadrato equivalente. Grandezze commensurabili ed incommensurabili. Rapporto di due grandezze omogenee. Rapporto di due grandezze come quoziente fra le loro misure.

Proporzioni tra grandezze: loro proprietà. Classi di grandezze direttamente ed inversamente proporzionali. Teorema di Talete, suo inverso e suoi corollari. Costruzione del quarto proporzionale dopo tre segmenti dati e del terzo proporzionale continuo dopo due segmenti dati. Divisione di un segmento in due parti di assegnato rapporto.

Poligoni simili. Criteri di similitudine dei triangoli.

Applicazione (teorema sulle corde e sulle secanti di un circonferenza, costruzione del medio proporzionale tra due segmenti, costruzione della sezione aurea di un segmento).

Rapporto dei perimetri e delle aree di due poligoni simili. Area dei poligoni: formule relative.

Rettificazione della circonferenza e quadratura del cerchio. Misure di archi e di settori circolari.

Rette parallele nello spazio. Retta e piano perpendicolari. Piani perpendicolari.

Rette e piano paralleli. Piani paralleli.

Angolo di due rette sghembe. Angolo di una retta con un piano. Distanza di due rette sghembe.

Diedri e angoloidi. Misure dei diedri. Criteri di ugualianza dei diedri. Definizione di poliedro.

Prisma e parallelepipedo. Piramide. Cenno sui poliedri regolari.

Cilindro. Cono. Sfera e figure sferiche (calotte, fusi, spicchi e segmenti sferici) aree e volumi relativi.

Sezione parallele di un angoloide. Cenno sui poliedri simili.

Semplici problemi d'algebra applicata alla geometria.

Trigonometria

Misura degli angoli e degli archi in gradi e in radianti. Ascisse sulla retta e sulla circonferenza.

Coordinate cartesiane (ortogonali) nel piano. Distanza di due punti in funzione delle coordinate di essi.

Definizione e variazione delle funzioni trigonometriche. Calcolo delle *funzioni trigonometriche* degli archi seguenti: 18°, 30°, 36°, 45°.

Archi aventi una medesima funzione trigonometrica. Relazioni fondamentali tra funzioni trigonometriche di uno stesso arco e di archi associati.

Riduzione al primo quadrante e al primo semiquadrante.

Formule di addizione e sottrazione. Formule di prostaferesi Formule di duplicazione e bisezione. Identità ed equazioni trigonometriche. Sistemi di equazioni trigonometriche. Trasformazione di una espressione (algebrica) in un'altra calcolabile con i logaritmi.

Tavole logaritmiche e pratica del calcolo logaritmico.

Risoluzione dei tringoli rettangoli. Teorema dei seni. Teorema del coseno (o di Carnot). Formule di Briggs. Formule di Neplero. Risoluzione di un triangolo qualunque.

Espressione trigonometrica dell'area di un triangolo: deduzione della formula di Erone.

Raggio del cerchio circoscritto ad un triangolo. Raggio del cerchio inscritto e raggi dei cerchi ex-inscritti.

Esercizi sul calcolo logaritmico trigonometrico con l'uso di tavole a 5 decimali.

ESAME FACOLTATIVO DI LINGUA ESTERA

Il concorrente dovrà dar prova di conoscere la lingua o le lingue prescelte in modo da parlarle e da scriverle correttamente.

Durata massima dell'esame: 15 minuti per ogni lingua.

ALLEGATO N. 2

DOMANDA PROVVISORIA

Al Comando dell'Accademia aeronautica Ufficio concorsi. — 80078 POZZUOLI (NAPOLI)

Il sottoscritto (1) . . . . nato a . . . . il domiciliato a . . . . provincia . codice postale in via n. .

chiede di essere ammesso al concorso per l'ammissione alla 1 classe dell'Accademia aeronautica, anno accademico 1968-69.

Il sottoscritto è già in possesso del titolo di studio di (2) conseguito nell'anno presso l'istituto di prima sessione seconda sessione.

Il sottoscritto è candidato agli esami di (2) . . . . . che dovrà sostenere il presso l'Istituto . . . . di

Il sottoscritto dichiara inoltre sotto la sua responsabilità:

a) di voler partecipare al concorso per (3) ;

b) di essere in possesso della cittadinanza italiana;

c) di essere iscritto nelle liste elettorali del comune di (4)

d) di non aver riportato condanne penali (5) . . . . . ;

e) di essere iscritto al distretto militare di . . o ufficio di leva di . . . . . . o capitaneria di porto di . .;

f) che nei riguardi degli obblighi militari si trova nella posizione (6) . .;

g) di consentire senza riserve, a tutto ciò che è stabilito nella notificazione di concorso;

h) di essere celibe oppure vedovo senza prole.

Dichiara altresì di voler sostenere l'esame facoltativo nella (o nelle) seguente lingua estera (7) . . . .

. . . . . . lì . . . . . .

Il candidato . . . .

Firma leggibile del genitore o tutore se il candidato è minorenne . . . .

(1) Cognome e nome (il cognome deve essere scritto in stampatello).

(2) Compilare una sola delle due richieste.

(3) Indicare se si intende partecipare al concorso per il ruolo naviganti normale dell'Arma aeronautica o per il ruolo ingegneri del Corpo genio aeronautico. Coloro che intendano partecipare al concorso in entrambi i ruoli e ne abbiano i requisiti dovranno presentare due distinte domande.

(4) In caso di non iscrizione o cancellazione indicarne i motivi.

(5) In caso contrario indicare le eventuali condanne riportate, la data del provvedimento e l'autorità giudiziaria che lo ha emesso.

(6) *Non ancora arruolato dal consiglio di leva - abile arruolato* - incorporato - rivedibile - esonerato - godente di rinvio, ecc.

(7) Limitatamente a non più di 2 lingue tra le seguenti: inglese, tedesca, spagnola e francese.

ALLEGATO N. 3

REQUISITI SOMATO-FUNZIONALI E PSICO-ATTITUDINALI

richiesti per l'ammissione all'Accademia aeronautica ruolo naviganti normale

I requisiti somato-funzionali e psico-attitudinali per l'ammissione all'Accademia aeronautica sono quelli previsti dai vigenti elenchi delle imperfezioni e delle infermità che sono causa di inabilità ai servizi di navigazione aerea - condizioni di idoneità per i caratteri psico-fisiologici (U.S.2.).

Il candidato è sottoposto ad un esame clinico generale corredato da prove strumentali e di laboratorio allo scopo accertare la sua armonica costituzione e l'integrità anatomo-funzionale dei varî organi ed apparati.

Si riportano quì appresso alcune delle principali cause che costituiscono motivo di non idoneità:

la statura inferiore a m. 1,60;

la dentatura in condizioni non buone;

il visus naturale inferiore a 9/10 in ambo gli occhi o inferiore a 7/10 in un occhio;

tutti i gradi di anomalia della percezione dei colori;

la non completa integrità della funzione uditiva;

i disturbi della parola anche se lievi (balbuzie, dislalia, disartria);

le malattie croniche delle tonsille.

Il candidato deve possedere inoltre determinati requisiti attitudinali e di personalità.

ALLEGATO N. 4

REQUISITI SOMATO-FUNZIONALI E PSICO-ATTITUDINALI

richiesti per l'ammissione all'Accademia aeronautica genio aeronautico - ruolo ingegneri

I requisiti somato-funzionali per l'ammissione all'Accademia aeronautica sono quelli di cui all'elenco delle imperfezioni e delle infermità che sono causa di non idoneità al servizio militare integrato da norme restrittive previste per gli ufficiali del genio aeronautico.

Si riportano qui appresso alcune delle principali cause che costituiscono motivo di non idoneità:

la statura inferiore a m. 1,60;

la miopia superiore alle 5 diottrie;

l'astigmatismo o l'ipermetropia superiori alle 3 diottrie anche in un solo occhio;

il mancato riconoscimento dei colori per trasparenza;

un'acutezza visiva naturale inferiore ad 1/10 in ciascun occhio;

un'acutezza visiva inferiore di 7/10 in ciascun occhio anche dopo correzione con lenti.

Il candidato dovrà possedere inoltre determinati requisiti attitudinali e di personalità.

ALLEGATO N. 5

DOMANDA DEFINITIVA

(in carta bollata da L. 400 e possibilmente dattilografata)

Al Comando dell'Accademia aeronautica - Ufficio concorsi. — 80078 POZZUOLI (NAPOLI)

Il sottoscritto (1) . . . . nato a . . . . . . il . . . . domiciliato a . . . . provincia . . . . codice postale . . . . . in via . . . . n. . . . chiede di essere ammesso al concorso per l'ammissione alla 1ª classe dell'Accademia aeronautica, anno accademico 1968-1969.

Il sottoscritto è già in possesso del titolo di studio di . . . . conseguito nell'anno . . . . . prima sessione - seconda sessione presso l'Istituto di . . . .

Il sottoscritto dichiara, inoltre, sotto la sua responsabilità:

a) di voler partecipare al concorso per (2) . . . .;

b) di essere in possesso della cittadinanza italiana;

c) di essere iscritto nelle liste elettorali del comune di (3) . . . .;

d) di non aver riportato condanne penali (4) . . . . . .;

e) di essere iscritto al distretto militare di . . . . o ufficio leva di . . . . o capitaneria di porto di . . . .;

f) che nei riguardi degli obblighi militari si trova nella posizione di (5) . . . .;

g) di consentire senza riserva a tutto ciò che è stabilito nella notificazione di concorso;

h) di essere celibe (oppure vedovo senza prole).

Dichiara, altresì, di voler sostenere l'esame facoltativo nella (o nelle) seguente lingua estera (6) . . . .

Allega alla presente domanda i seguenti documenti(7):

1) . . . .;

2) . . . .;

3) . . . .;

4) . . . .

. . . . . . lì . . . . . .

Il candidato . . . .

Firma leggibile del genitore o tutore (solo per i minorenni) . . . .

Visto per l'autenticità delle firme (8) . . . .

(1) Cognome e nome (il cognome deve essere scritto in stampatello).

(2) Indicare se si intende partecipare al concorso per il ruolo naviganti normale dell'Arma aeronautica o per il ruolo ingegneri del Corpo del genio aeronautico. Coloro che partecipano al concorso in entrambi i ruoli dovranno presentare due distinte domande, allegando i documenti ad una domanda e facendo espresso riferimento nell'altra.

(3) In caso di non iscrizione o cancellazione indicarne i motivi.

(4) In caso contrario indicare le eventuali condanne riportate, la data del provvedimento, l'autorità giudiziaria che lo ha emesso.

(5) Non ancora arruolato dal consiglio di leva - abile arruolato - incorporato - rivedibile - esonerato - godente di rinvio, ecc.

(6) Limitatamente a non più di due lingue tra le seguenti: inglese, tedesca, spagnola e francese.

(7) Vedi i documenti specificati dall'art. 7 del bando di concorso.

(8) Autenticazione fatta da un notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza.

Per i candidati dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio nel quale prestano servizio. Per i candidati militari è sufficiente il visto del comandante del corpo. Per coloro che risiedono all'estero la firma potrà essere autenticata dalle autorità consolari.

ALLEGATO N. 6

ATTO DI ASSENSO

per l'arruolamento di un minorenne su carta bollata da L. 400 rilasciato dal sindaco

COMUNE DI . . . .

L'anno . . e questo di . . del mese di. è comparso davanti a me, sindaco del comune suddetto, il signor (1) . . del minorenne (2) . il quale, per secondare la di lui inclinazione, acconsente possa contrarre a tempo debito l'arruolamento nella Aeronautica militare quale allievo dell'Accademia aeronautica nel (3) .

In fede di che lo stesso dichiarante ha sottoscritto con me il presente atto.

. . . . . . lì . . . .

Il dichiarante . . . .

Il sindaco . . . .

(1) Nome e cognome del dichiarante indicando se genitore o tutore.
(2) Nome e cognome del concorrente.
(3) Arma aeronautica - ruolo naviganti normale, o Corpo del genio aeronautico - ruolo ingegneri.

ALLEGATO N. 7

MODELLO DELL'ATTO DI SOTTOMISSIONE

prescritto dagli articoli 7 e 12 della presente notificazione

Mediante la presente scrittura, da valere come atto pubblico, io sottoscritto . domiciliato a . mi obbligo personalmente, a tenore della legge 10 ottobre 1950, n. 877, relativa al trattamento economico degli allievi delle Accademie militari per l'Esercito, la Marina e l'Aeronautica, a pagare per il giovane . . le seguenti spese che mi saranno indicate con appositi estratti conto, dalla Direzione dei servizi di commissariato dell'Accademia aeronautica:

a) le spese di manutenzione del vestiario;

b) le spese relative all'istruzione, per libri di testo, sinossi ed oggetti di cancelleria;

c) le spese di carattere straordinario e personale e qualsiasi altra spesa che verrà disposta dall'Amministrazione aeronautica.

Qualora l'allievo dovesse essere dimesso dall'Accademia aeronautica, per qualsiasi motivo, mi obbligo a pagare, nel termine di giorni 15 dalla data di spedizione, ogni conto che mi sarà rimesso e m'impegno a restituire entro 5 giorni dal suo rientro in famiglia, tutto il corredo, fornito *gratuitamente all'allievo dall'amministrazione al suo ingresso* in accademia.

Dichiaro di essere a conoscenza delle « Disposizioni amministrative » pubblicate nel bando di concorso per l'anno accademico 1968-69, alle quali mi sottometto senza riserve e dichiaro di accettare, senza contestazioni, le eventuali modifiche, totali o parziali che gli organi competenti dovessero apportare alle medesime.

Mi obbligo, infine, ad eleggere, a tutti gli effetti legali il mio domicilio presso la sede dell'Accademia aeronautica.

. . . . lì . . . . . .

Firma leggibile . . . .

N.B. — L'atto provvisorio di sottomissione da inviare con la domanda definitiva (art. 7) dovrà essere conforme al modello di cui sopra e redatto in carta semplice.

L'atto definitivo, da prodursi in caso di ammissione in Accademia, dovrà essere redatto conforme al modello di cui sopra e perfezionato come stabilito dall'art. 12.

ALLEGATO N. 8

ELENCO DEI CAPI DI CORREDO

costituenti la serie vestiario per gli allievi piloti dell'Accademia aeronautica

1) Asciugatoi da bagno	n.	2
2) Asciugatoi (cm. 40 x 60)	»	6
3) Asciugamani	»	6
4) Baule o cassa	»	1
5) Berretto di cordellino g.a (bustina) per divisa giornaliera invernale	n.	2
6) Berretto di cordellino g.a con visiera per divisa ordinaria invernale	»	1
7) Berretto bianco per divisa estiva	»	1
8) Berrettino di tela kaki tipo estivo per piloti	»	1
9) Berrettino da volo tipo invernale	»	1
10) Bretelle	p.	1
11) Borraccia (in uso temporaneo)	n	1
12) Borsa completa per toeletta	»	1
13) Borsa portatovaglioli	»	2
14) Calzari da volo tipo estivo	p.	1
15) Calzari impellicciati da volo invernali	»	1
16) Calze di cotone nero	»	16
17) Calze di lana da montagna	»	3
18) Calze di lana bianca per ginnastica	»	6
19) Calzettoni senza piede	»	2
20) Calze di cotone grigio azzurro	»	22
21) Camicia di tela bianca	n	6
22) Camicia di tela g.a. maniche corte	»	4
23) Camicia di tela g.a. per divisa giornaliera	»	4
24) Cappotto di castorino g.a. per divisa ordinaria	»	1
25) Casco per pilota completo P4 A/2	»	1
26) Combinazione di tela kaki estiva per pilota	»	2
27) Combinazione da lavoro (in uso temporaneo)	»	3
28) Combinazione da volo anti G. a pantalone	»	1
29) Costumi di lana estivi per detta	»	2
30) Costumi di lana invernali per detta	»	2
31) Cravatta nera	»	3
32) Colletti bianchi inamidati o di nylon	»	8
33) Cinghia di cuoio per pantaloni	»	1
34) Cintura g.a. con placca metallica (tipo truppa)	»	1
35) Cinturino con fibbia metallica	»	1
36) Distintivi A.M. in lana rossa	»	10
37) Distintivi di classe (vice capo corso, capo corso 2° anno, scelto (1)	»	2
38) Distintivo per pilota d'aeroplano, in stoffa ricamato (aquila senza corona)	»	4
39) Distintivo per pilota d'aeroplano, in metallo (aquila senza corona)	»	1
40) Distintivo per tuta da volo	»	2
41) Fazzoletti bianchi di cotone	»	16
42) Giacca a vento impermeabile (in uso temporaneo)	»	1
43) Giaccone di panno g a. per divisa giornaliera	»	1
44) Giubbetto di cordellino g.a. per divisa ordinaria invernale	»	1
45) Giubbetto di tela bianca per divisa ordinaria estiva	»	2
46) Giarrettiere	p.	1
47) Guanti da volo invernali	»	1
48) Guanti da volo estivi	»	1
49) Guanti di filo bianco	»	3
50) Guanti di pelle marrone	»	3
51) Impermeabile di gabardin di lana bleu	n.	1
52) Libretto di istruzione per casco da volo	»	1
53) Maglia a carne di lana	»	4
54) Magliette sportive di lana (tipo canottiera)	»	2
55) Maglione di lana g.a. per allievi	»	2
56) Maglie sportive di lana	»	3
57) Maglie bianche di cotone estive (tipo canottiera)	»	6
58) Maglie bianche di cotone estive (tipo marina)	»	6
59) Mutande di tela corta	p.	10
60) Mutande da bagno	»	1
61) Mutandine di tela bianca per ginnastica	»	3
62) Numeri di metallo del corso	n.	4
63) Occhiali da sole	p	1
64) Pantaloni corti di tela g.a	»	2
65) Pantaloni di fresco lana g.a. senza tasche, con due taschini alla cintura e n. 2 tasche posteriori	»	2
66) Pantaloni di fresco lana per divisa da uscita	»	2
67) Pantaloni di tessuto pettinato per divisa giornaliera senza tasche laterali con due taschini o due tasche posteriori	»	2
68) Pantaloni di cordellino g.a. per divisa ordinaria invernale	»	2
69) Pantaloni di pettinato g.a. corti a gambale (all'inglese) (in uso temporaneo)	»	1
70) Pantofole	»	1
71) Pigiama	n.	3
72) Pugnaletto dorato con manico di madreperla completo di pendagli	»	1
73) Sacchetto per casco da volo	»	1
74) Sacchetto per biancheria	»	1

75) Scarpe basse di cuoio nero . . . . p. 2
76) Scarpe di tela per ginnastica . . . . . . » 3
77) Scarpe alte nere tipo A.M. . . . . » 4
78) Scarpe da montagna . . . . » 1
79) Stivaloni (in uso temporaneo) . . . . » 1
80) Sospensori elastici a fasce . . . . n. 2
81) Spazzole per scarpe . . . . » 2
82) Stellette per tenute diverse . . . . . . p. 7
83) Tascapane (in uso temporaneo) . . . . . . n 1
84) Targhetta di plastica portanome . . . » 1
85) Talloncino di plastica per combinazione da volo con nome e gruppo sanguigno (da applicare sul lato destro della tuta) . » 1
86) Tenuta di volo tipo invernale in due pezzi . . » 1
87) Tuta sportiva . . . . » 2
88) Uose di tela bianca . . . . p 2
89) Cavigliere di tela g.a. . . . . . . » 2
90) Valigia per indumenti di volo . . . . . . n. 1
91) Valigia o cassetta . . . . » 1
92) Zoccoli di legno . . . . p. 1

(1) Per ciascun tipo, per i soli allievi che debbono fregiarsene.

Avvertenza. — Gli indumenti speciali inclusi nella presente tabella potranno essere distribuiti soltanto se l'uso di essi si renderà necessario in relazione alle particolari attività previste dal programma addestrativo.

ALLEGATO N. 9

ELENCO DEI CAPI DI CORREDO

costituenti la serie vestiario per gli allievi del G.A.r.i. (primo anno) dell'Accademia aeronautica

1) Asciugatoi da bagno . . . . n. 2
2) Asciugatoi (cm. 40 x 60) . . . . » 6
3) Asciugamani . . . . » 6
4) Baule o cassa . . . . » 1
5) Berretto di cordellino g.a. (bustina) per divisa giornaliera invernale » 2
6) Berretto di cordellino g. a. con visiera per divisa ordinaria invernale . . . . . . » 1
7) Berretto bianco per divisa estiva . . . . . . » 1
8) Bretelle . . . . . . » 1
9) Borraccia (in uso temporaneo) . . . . . . » 1
10) Borsa completa per toeletta . . . . » 1
11) Borsa portatovaglioli . . . . » 2
12) Calze di cotone nero . . . . p 16
13) Calze di lana da montagna . . . . . » 3
14) Calze di lana bianca da ginnastica . . . . . » 6
15) Calzettoni senza piede . . . . . . » 2
16) Calze di cotone g. a. . . . . » 22
17) Camicia di tela bianca . . . . n. 6
18) Camicia di tela g. a. maniche corte . . . . » 4
19) Camicia di tela g. a. per divisa giornaliera . » 4
20) Cappotto di castorino g. a. per divisa ordinaria . » 1
21) Combinazione da lavoro (in uso temporaneo) . . » 3
22) Cravatta nera . . . » 3
23) Colletti bianchi inamidati e di nylon . . . » 8
24) Cinghia di cuoio per pantaloni . . » 1
25) Cintura g. a. con placca metallica (tipo truppa) . » 1
26) Cinturino con fibbia metallica . » 1
27) Distintivi A. M. in lana rossa . » 10
28) Distintivi di classe (vice capo corso, capo corso 1° anno, scelto) (1) . . . » 4
29) Fazzoletti bianchi di cotone . . . . . » 16
30) Giacca a vento impermeabile (in uso temporaneo) » 1
31) Giaccone di panno g. a. per divisa giornaliera . » 1
32) Giubbetto di cordellino g. a. per divisa ordinaria invernale » 1
33) Giubbetto di tela bianca per divisa ordinaria estiva » 2
34) Giarrettiere . . . . p. 1
35) Guanti di filo bianco . . . . » 3
36) Guanti di pelle marrone . . . . » 3
37) Impermeabile di gabardine di lana blu . . . n. 1
38) Maglie di lana a carne . . . » 4
39) Maglie sportive di lana (tipo canottiera) . . . » 2
40) Maglioni di lana g. a. per Allievi . . . . . » 2
41) Maglie sportive di lana . . . » 3
42) Maglie bianche di cotone estive tipo canottiera . » 6
43) Maglie bianche di cotone estive (tipo Marina) . . n 6
44) Mutande di tela corte . . . . . . p 10
45) Mutandine da bagno . . . . » 1
46) Mutandine di tela bianca per ginnastica . . . » 3
47) Numeri metallo del Corso . . . . n 4
48) Pantaloni corti di tela g. a. . . . . . p 2
49) Pantaloni di fresco lana g. a., senza tasche, con 2 taschini alla cintura e due tasche posteriori . » 2
50) Pantaloni di fresco lana g. a. per divisa da uscita . » 2
51) Pantaloni di tessuto pettinato per divisa giornaliera senza tasche laterali, con due taschini e due tasche posteriori . . . . » 2
52) Pantaloni di cordellino g. a. per divisa ordinaria invernale . . . . » 2
53) Pantaloni in pettinato g. a. corti a gambale (all'inglese) (in uso temporaneo) . . . . . » 1
54) Pantofole . . . . » 1
55) Pigiama . . . . n 3
56) Pugnaletto dorato con manico madreperla completo di pendagli . . . . » 1
57) Sacchetto per biancheria . . . . » 1
58) Scarpe basse di cuoio nero . . . . p 2
59) Scarpe di tela per ginnastica . . . . . . » 3
60) Scarpe alte nere tipo A. M. . . . . . . » 4
61) Scarpe da montagna . . . . » 1
62) Stivaloni (in uso temporaneo) . . . . . . » 1
63) Sospensori elastici a fasce . . . . n. 2
64) Spazzole per scarpe . . . . » 2
65) Stellette per tenute diverse . . . . p. 7
66) Tascapane (in uso temporaneo) . . . . . . n. 1
67) Targhetta di plastica portanomi . . . . . » 1
68) Tuta sportiva . . . . » 2
69) Uose di tela bianca . . . . » 2
70) Cavigliere di tela g. a. . . . . p. 2
71) Valigia o cassetta . . . . n. 1
72) Zoccoli di legno . . . . p. 1

(1) Per ciascun tipo, per i soli Allievi che debbono fregiarsene.

Avvertenza. — Gli indumenti speciali inclusi nella presente tabella potranno essere distribuiti soltanto se l'uso di essi si renderà necessario in relazione alle particolari attività previste dal programma addestrativo.

(3638)

Concorso a venticinque posti di tenente in servizio permanente effettivo del Corpo sanitario aeronautico

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il decreto-legge 28 settembre 1934, n. 1587, concernente i requisiti per l'ammissione ai concorsi ad impieghi nelle amministrazioni dello Stato e successive estensioni;

Visto le norme sul reclutamento e l'avanzamento degli ufficiali dell'Aeronautica militare approvate con regio decreto-legge 28 gennaio 1935, n. 314 e le successive aggiunte e modificazioni;

Visto il decreto-legge 22 febbraio 1937, n. 220 e le successive aggiunte e modificazioni concernente l'ordinamento dell'Aeronautica militare;

Visto il decreto presidenziale 24 giugno 1954, n. 368, concernente le norme per la presentazione dei documenti nei concorsi per le carriere statali;

Visto la legge 15 dicembre 1966, n. 1111, concernente nuove norme per gli ufficiali medici in servizio permanente dell'Esercito, della Marina, dell'Aeronautica e del Corpo delle guardie di pubblica sicurezza;

Visto la legge 4 gennaio 1968, n. 15, concernente nuove norme sulla documentazione amministrativa e sulla legalizzazione e autentificazione di firme;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per titoli e per esami a venticinque posti di tenente in servizio permanente effettivo del Corpo sanitario aeronautico.

I vincitori del concorso dopo la nomina frequenteranno un corso applicativo della durata di 6 mesi superato il quale conseguiranno la nomina a capitano.

Art. 2.

Gli ufficiali del Corpo sanitario aeronautico possono percorrere la carriera fino al grado di tenente generale.

Gli stipendi e le indennità, fra cui è compresa la indennità di volo, sono quelle previste dalle disposizioni vigenti in materia, nella misura ed alle condizioni da queste stabilite.

Art. 3.

Possono essere ammessi al concorso, in seguito a domanda i cittadini italiani con i requisiti e sotto l'osservanza delle condizioni che seguono:

1) abbiano conseguito in una università della Repubblica la laurea in medicina e chirurgia e siano in possesso della abilitazione professionale;

2) non abbiano oltrepassato il 32° anno di età alla data del presente decreto.

Detto limite è aumentabile:

a) di due anni nei riguardi degli aspiranti che siano coniugati alla data in cui scade il termine di presentazione delle domande di partecipazione al concorso;

b) di un anno per ogni figlio vivente alla data medesima;

c) di cinque anni per gli ammessi a godere dei benefici previsti per i combattenti, ai sensi del regio decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172, e del decreto-legislativo 4 marzo 1948, n. 127.

Le maggiorazioni di cui sopra sono cumulabili fra loro, purchè complessivamente il candidato non superi il 40° anno di età alla data del presente decreto;

3) abbiano sempre tenuto buona condotta civile e morale ed appartengano a famiglia di incensurata moralità;

4) siano in possesso della idoneità psicofisica richiesta per il servizio quale ufficiale in s.p.e. del Corpo sanitario aeronautico, comprendente anche l'idoneità al volo.

I candidati, prima dell'inizio degli esami verranno sottoposti, a cura del Ministero difesa, Direzione generale personale militare dell'Aeronautica a visita medica per l'accertamento del possesso dei requisiti psicofisici, graduata nelle tre categorie: 1ª ottimo; 2ª buono; 3ª sufficiente.

Contro l'esito di tale visita non è ammesso appello.

I candidati dovranno presentarsi alla visita muniti di documenti di identità personale.

Art. 4.

La domanda di ammissione sottoscritta dal concorrente, dovrà essere redatta su carta da bollo da L. 400 e pervenire al Ministero della difesa - Direzione generale del personale militare dell'Aeronautica - Divisione seconda concorsi, sezione 1ª - 00100 Roma, non oltre il quarantacinquesimo giorno dopo quello della data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il candidato dovrà dichiarare nella domanda:

la data ed il luogo di nascita;

il possesso della cittadinanza italiana;

il comune di iscrizione nelle liste elettorali, ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

le eventuali condanne penali riportate;

il titolo di studio, specificando il voto riportato nell'esame di laurea, nonchè il possesso dell'abilitazione professionale;

la posizione nei riguardi del servizio militare.

Il candidato dovrà altresì dichiarare nella domanda se desideri essere sottoposto agli esami facoltativi di lingue estere.

Nel caso che il candidato abbia diritto agli aumenti dei limiti di età previsti per i coniugati, con o senza prole, e per i vedovi con prole, dovrà farne menzione nelle domanda di ammissione al concorso specificando il numero dei figli viventi.

Del pari il candidato dovrà notificare l'eventuale possesso dei requisiti che diano diritto ai benefici previsti per i combattenti di cui al precedente art. 3.

Nella domanda il candidato dovrà inoltre indicare il suo preciso recapito e l'indirizzo della famiglia, con l'obbligo di notificare le successive eventuali variazioni, mediante lettera raccomandata, al Ministero della difesa - Direzione generale del personale militare dell'Aeronautica - Divisione seconda concorsi - Sezione 1ª - 00100 Roma. Si intenderanno irrevocabilmente esclusi dal concorso quei candidati la cui presentazione a visita medica od alle prove di esame non fosse avvenuta nelle date prescritte per il mancato arrivo, in tempo utile per le chiamate, della comunicazione di cambio di domicilio.

La firma in calce alla domanda dovrà essere autenticata da un notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante.

Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio nel quale prestano servizio e per i militari in servizio il visto del comandante di Corpo.

La data di arrivo della domanda risulta dal bollo di ufficio e non è ammessa altra prova in contrario.

Non saranno prese in considerazione quelle domande che pervenissero dopo il termine stabilito. Per quelle domande che risultassero formalmente irregolari, il Ministero si riserva, a suo giudizio discrezionale ed insindacabile e caso per caso, la facoltà di accogliere la successiva regolarizzazione anche oltre il termine stabilito.

I militari in servizio — stante il termine perentorio dello arrivo delle domande al Ministero — dovranno trasmetterle direttamente al Ministero stesso; ma incombe loro l'obbligo di informare l'autorità dalla quale dipendono che — eventualmente — farà conoscere al Ministero se abbia osservazioni da muovere in proposito.

Art. 5.

La commissione di esami sarà nominata con successivo decreto.

Art. 6.

Gli esami avranno luogo in data che verrà stabilita dal Ministero e della quale sarà data comunicazione, con avviso personale, ai singoli interessati, i quali dovranno presentarsi muniti di documenti di identità personale.

Il diario della prova scritta sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Gli esami consisteranno in una prova scritta ed in due prove orali obbligatorie e prove orali facoltative secondo le modalità e i programmi annessi al presente decreto.

Le prove obbligatorie precederanno quelle facoltative e sono:

1) prova scritta di patologia speciale medica ovvero di patologia speciale chirurgica;

2) prova orale e teorico-pratica di clinica medica con annessa prova orale di medicina di urgenza;

3) prova orale e teorico-pratica di clinica chirurgica con annessa prova orale di chirurgia d'urgenza e di pronto soccorso.

Le prove orali facoltative sono costituite da:

esami di una o due lingue estere da scegliersi fra le seguenti: francese, inglese, tedesca, spagnola.

La prima prova obbligatoria sarà quelle scritta.

I punti saranno espressi in ventesimi.

Sono ammessi alle prove orali i candidati che abbiano riportato nella prova scritta non meno di quattordici ventesimi.

Le prove orali e pratiche non si intendono superate se il candidato non ottenga almeno la votazione di dodici ventesimi in ciascuna di esse.

I candidati ammessi alle prove orali e pratiche obbligatorie che in una di esse abbiano riportato una votazione inferiore ai dodici ventesimi, perdono il diritto di presentarsi ai successivi esami e perciò il segretario della commissione avrà cura di comunicare loro, a chiusura di seduta, l'esito sfavorevole della prova sostenuta.

L'ammissione alle prove facoltative è subordinata al superamento delle prove obbligatorie.

L'ordine, il luogo ed i giorni per lo svolgimento delle prove orali e pratiche, saranno stabiliti dal presidente della commissione.

I candidati che per qualunque causa non si presentino ad una prova nel giorno stabilito sono considerati rinunciatari e quindi esclusi dalle ulteriori prove di esame.

Art. 7.

I concorrenti che abbiano superato le prove orali, dovranno far pervenire al Ministero della difesa - Direzione generale personale militare dell'Aeronautica - Divisione seconda concorsi - 00100 Roma, entro il decimo giorno dalla data di tali prove, a pena di inammissibilità, i documenti comprovanti l'eventuale possesso dei seguenti titoli di preferenza, conseguiti o maturati entro la scadenza del termine previsto per la presentazione della domanda di ammissione al concorso:

a) diploma di laurea di cui al precedente art. 3, in originale ovvero in copia autentica oppure certificato che attesti il conseguimento del titolo stesso, oppure copia autentica di esso.

Dai suddetti documenti dovrà risultare il voto riportato nell'esame di laurea;

b) certificato di abilitazione professionale con la indicazione del voto riportato agli esami di abilitazione;

c) diploma di libera docenza o di specializzazioni conseguite presso cliniche o istituti della università (certificati rilasciati dalle università o copia autentica di essi);

d) documenti comprovanti l'eventuale servizio militare prestato sino alla data suddetta (copia dello stato di servizio o del foglio matricolare o documenti equipollenti);

e) brevetti di pilota militare o civili (rilasciati dalle autorità militari o dagli aero-clubs);

f) lavori scientifici a stampa, attestati favorevoli di esiti di concorsi, certificati di incarichi pubblici e professionali e di tirocini pratici computi;

g) ogni altro titolo ritenuto utile ai fini della compilazione della graduatoria, di cui il concorrente sia eventualmente in possesso.

I concorrenti di cui sopra dovranno altresì far pervenire entro il termine predetto, i documenti che comprovino l'eventuale possesso dei requisiti che conferiscono, a parità di merito i titoli preferenziali di cui allart. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Tutti i documenti di cui al presente articolo dovranno contenere, a pena di inammissibilità, la data del conseguimento dei titoli preferenziali.

Art. 8.

La graduatoria di coloro che avranno ottenuto la idoneità in tutte le prove sarà formata sommando:

a) i punti di merito ottenuti in ciascun esame, moltiplicati per i seguenti coefficienti:

prova scritta di patologia speciale medica o patologia speciale chirurgica coefficiente 4;

prova orale e teorico-pratica di clinica medica con annessa prova orale di medicina di urgenza coefficiente 3;

prova orale e teorico-pratica di clinica chirurgica, con annessa prova orale di chirurgia di urgenza e pronto soccorso coefficiente 3;

b) il seguente punteggio per il giudizio riportato alla visita medica:

3 punti per i candidati classificati nella prima categoria « Ottimo »;

2 punti per i candidati classificati nella seconda categoria « Buono »;

nessun punto verrà invece attribuito ai candidati classificati nella terza categoria « Sufficiente ».

Alla suddetta somma saranno aggiunti i punti da assegnare per i titoli e per le prove facoltative per un massimo di 30 punti e valutati come segue:

da mezzo a 5 punti, secondo valutazione preventivamente stabilita dalla commissione, per il servizio militare prestato dal candidato, tenendo conto della durata del servizio stesso, della forza armata di appartenenza, del grado rivestito, nonchè del ruolo, categoria e specializzazione, con particolare riguardo al servizio prestato con mansioni affini a quelle a cui verranno destinati i vincitori del concorso;

4 punti per il brevetto di pilotaggio aereo;

da 1 a 10 punti, secondo valutazione preventivamente stabilita dalla commissione, per le libere docenze in materie mediche e per quei diplomi di specializzazione rilasciati da cliniche o istituti delle università ritenuti meritevoli di considerazione e per la votazione conseguita nell'esame di laurea ed in quello di abilitazione professionale;

1 punto per ogni esame di lingua estera sostenuto, sempre che la votazione riportata sia compresa fra i sedici ventesimi e i diciotto ventesimi; 2 punti qualora detta votazione sia superiore ai diciotto ventesimi.

I rimanenti punti, a giudizio insindacabile della commissione esaminatrice, saranno assegnati per altri titoli scientifici e di carriera appresso specificati:

a) lavori scientifici a stampa (con esclusione di quelli con i quali è stata conseguita la laurea o la libera docenza) massimo 5 punti;

b) attestati favorevoli di esiti di concorsi, massimo 5 punti;

c) certificati ufficiali di incarichi pubblici e professionali e di tirocini pratici compiuti, e di ogni altro titolo utile a fini della compilazione della graduatoria di cui il concorrente sia eventualmente in possesso, massimo 5 punti.

A parità di merito si applicheranno le norme contenute nell'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, concernenti la graduatoria dei titoli di preferenza per le ammissione ai pubblici impieghi.

Art. 9.

I concorrenti utilmente collocati nella graduatoria saranno invitati dal Ministero a far pervenire, entro 30 giorni dalla data della lettera di comunicazione, a pena di decadenza, i seguenti documenti in carta legale:

1) estratto per riassunto dell'atto di nascita (non certificato);

2) certificato di cittadinanza italiana;

3) certificato dal quale risulti che il candidato gode dei diritti politici, ovvero non è incorso in alcuna delle cause che, ai sensi delle disposizioni vigenti, ne impediscano il possesso;

4) certificato del casellario giudiziale, per i concorrenti nati all'estero, il certificato dovrà essere rilasciato dal casellario centrale presso il Ministero di grazia e giustizia;

5) certificato di stato libero, per i celibi, o stato di famiglia per gli ammogliati;

6) copia dello stato di servizio — (per gli ufficiali) o copia del foglio matricolare — (per i sottufficiali e militari di truppa, compresi fra questi ultimi i candidati che siano già stati arruolati dai consigli di leva per aver subìto la visita medica di leva, ancorchè non abbiano prestato servizio militare), regolarmente aggiornata.

Per coloro che abbiano preso parte alle operazioni belliche durante le campagne di guerra 1940-45, tale documento dovrà essere corredato dalla « dichiarazione integrativa ».

Qualora il candidato per un qualsiasi motivo, non sia stato arruolato dal consiglio di leva, dovrà presentare il certificato di iscrizione nelle liste di leva o di esito di leva, rilasciato dal sindaco.

I concorrenti utilmente collocati nella graduatoria che abbiano presentato un certificato attestante il conseguimento della laurea, oppure che non abbiano presentato nè tale certificato nè il diploma di laurea in originale o copia autentica ai sensi della lettera *a)* del precedente art. 7, dovranno altresì far pervenire entro il termine di cui al primo comma del presente articolo, il diploma originale di laurea o copia autentica di esso, ovvero il documento rilasciato dalla competente autorità scolastica in sostituzione del diploma.

I concorrenti utilmente collocati nella graduatoria che non abbiano presentato il certificato di abilitazione professionale, ai sensi della lettera *b)* del precedente art. 7, dovranno anche essi far pervenire entro il termine di cui al primo comma del presente articolo, tale certificato.

I documenti di cui ai numeri 2), 3), 4), 5) e 6) dovranno essere di data non anteriore di 3 mesi a quella di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

I concorrenti che fossero già impiegati di ruolo dello Stato, ovvero ufficiali in s.p.e. o sottufficiali in servizio di carriera nelle forze armate dello Stato, sono esonerati dal presentare i documenti di cui ai numeri 2), 3) e 4), ma dovranno allegare un certificato rilasciato dall'Amministrazione dalla quale essi dipendono cmprovate tale qualità.

I militari in servizio, stante il termine perentorio dell'arrivo della documentazione al Ministero, dovranno trasmetterla direttamente al Minitero stesso.

I concorrenti che risiedono all'estero o negli ex possedimenti o colonie, potranno essere autorizzati dal Ministero a presentare i documenti di cui sopra entro un termine diverso da quello previsto dal presente articolo, termine che verrà di volta in volta stabilito dal Ministero stesso nella relativa lettera di comunicazione.

In tale caso essi dovranno presentare una dichiarazione della competente autorità, attestante che, alla data della domanda, risiedevano all'estero od in un ex possedimenti o colonia.

Per quei documenti che risultassero formalmente irregolari, il Ministero si riserva, a suo giudizio discrezionale insindacabile e caso per caso, la facoltà di accoglierne la successiva regolarizzazione anche oltre il termine stabilito.

Non è ammesso fare riferimento a documentazione presentata presso altre amministrazioni o per altri concorsi presso l'amministrazione aeronautica.

Art. 10.

Il Ministro per la difesa può escludere con decreto motivato dal concorso quei concorrenti che non risultassero in possesso di uno dei requisiti richiesti.

Art. 11.

La nomina a tenente del Corpo sanitario aeronautico sarà conferita ai concorrenti vincitori del concorso, nel limite dei

posti indicati nell'art. 1 e decorrerà ad ogni effetto dalla data del relativo decreto, salvo che nel decreto stesso non sia altrimenti stabilito.

I concorrenti classificati idonei in eccedenza al numero dei posti messi a concorso non avranno diritto alla nomina.

Il Ministero, in caso di rinuncia alla nomina da parte di qualcuno dei vincitori qualora lo ritenga opportuno, si riserva la facoltà di nominare, sempre seguendo la graduatoria, il numero di idonei occorrenti per coprire i posti lasciati vacanti dai rinunciatari.

Ai sensi del regio decreto-legge 3 giugno 1938, n. 1562, i vincitori del concorso che otterranno la nomina a tenente, se, ammogliati, saranno tenuti a chiedere il prescritto assentimento per il matrimonio contratto.

Art. 12.

I vincitori del concorso dovranno, dopo la nomina, frequentare un corso applicativo della durata di mesi sei, con le modalità che verranno stabilite dal Ministero.

I predetti, superato il corso, conseguiranno la promozione a capitano, con anzianità assoluta corrispondente alla data di approvazione della graduatoria del corso e con anzianità relativa fissata secondo l'ordine della graduatoria stessa.

I tenenti che non superino il corso applicativo saranno trasferiti nel ruolo di complemento e destinati a completare gli obblighi di leva e, comunque, per un periodo non inferiore ad un mese.

Il presente decreto sarà sottoposto alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 22 marzo 1968

Il Ministro: TREMELLONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 1° *aprile* 1968
Registro n. 9 *Difesa, foglio n.* 367

Programmi e modalità di svolgimento degli esami di concorso per la nomina a tenente medico in servizio permanente effettivo nel Corpo sanitario aeronautico.

Gli esami consisteranno:

Prove obbligatorie

1) Esame scritto di patologia speciale medica o patologia speciale chirurgica.

Il tema da svolgere per iscritto di patologia speciale medica o di patologia speciale chirurgica, sara estratto a sorte fra 6 temi: tre di patologia speciale medica e tre di patologia speciale chirurgica, proposti dai membri della commissione che a tal fine si riuniranno immediatamente prima dell'esame stesso.

Per lo svolgimento del tema scritto sono concesse al massimo otto ore, sotto la sorveglianza di due o più membri della commissione. E' vietata la consultazione di libri o manoscritti, trattati o appunti di qualsiasi genere; è inoltre vietato comunicare fra i candidati.

Pertanto saranno senz'altro esclusi dal concorso i candidati che venissero sorpresi a consultare libri, pubblicazioni, appunti, manoscritti, o il cui tema a parere insindacabile della commissione esaminatrice, risultasse svolto con l'ausilio di testi comunque redatti o divulgati.

Il lavoro e la bozza, scritta su carta fornita dalla commissione saranno consegnati senza firma. Questa sarà apposta sul foglio separato che sarà chiuso in busta.

Il lavoro con la bozza e la busta contenente la firma, saranno immediatamente messi in busta grande che sarà chiusa a cura del candidato e consegnata al presidente della commissione od a chi ne fa le veci che appone trasversalmente sulla busta, in modo che vi resti compreso il lembo di chiusura e la restante parte della busta stessa, la propria firma e l'indicazione della data della consegna.

2) Esami orali e teorico-pratici di clinica medica e clinica chirurgica:

L'esame avrà luogo al letto del malato.

La commissione sceglierà il caso clinico da sottoporre allo esame del candidato.

Il candidato procederà all'esame del malato di cui al caso clinico prescelto nel termine massimo di trenta minuti.

Potrà prendere appunti e prendere visione dei referti di laboratorio eseguiti e ritenuti necessari.

Esporrà quindi presso il letto del malato il caso clinico illustrandone la diagnosi, la prognosi ed il trattamento curativo.

La commissione potrà rivolgere al candidato domande su tutto quanto può avere attinenza al caso in esame non tralasciando di accertarsi se il candidato possegga praticamente la conoscenza dei metodi semeiologici necessari ad un perfetto rilevamento dei dati diagnostici. Al candidato potranno essere rivolte domande su altri argomenti di clinica medica e clinica chirurgica.

La commissione potrà richiedere al candidato un breve resoconto scritto diagnostico, prognostico e terapeutico del caso.

L'esame di clinica medica sarà integrato da interrogazioni sulla medicina d'urgenza e dei mezzi terapeutici e delle manovre in uso per un pronto soccorso medico.

L'esame verterà pertanto sulle nozioni e sulle cure di urgenza degli accidenti acuti del sistema cardio circolatorio, respiratorio, dell'apparato digerente, del sistema uropejetico, del sistema nervoso centrale e periferico ecc., nonchè sugli avvelenamenti e sulle lesioni da agenti chimici, termici, elettrici, jonizzanti, ecc.

L'esame di clinica chirurgica sarà integrato da interrogazioni sulla chirurgia d'urgenza e pronto soccorso e cioè su argomenti relativi ai casi di patologia chirurgica dei vari apparati od organi che abbiano bisogno di pronto intervento.

I candidati saranno chiamati a rispondere pertanto su questi argomenti:

trattamento delle emorragie;
apparecchiatura d'urgenza delle fratture;
tecnica della incisione di ascessi e flemmoni superficiali;
lussazione delle più importanti articolazioni e relativo trattamento;
trattamento delle emorragie;
generalità sulle legature delle arterie;
trasfusione di sangue, di plasma (tecnica);
tamponamento delle fosse nasali;
tracheotomia;
puntura della vescica;
cateterismo uretro-vescicale;
primi soccorsi di traumatizzati con particolare riguardo ai cranici, ai vertebrali ed ai toracici, modalità per il loro trasporto;
trattamento immediato delle ustioni;
trattamento dei congelamenti e del colpo di calore;
lavanda gastrica;
rianimazione (metodi e strumentario);
iniezione intracardiaca (tecnica ed indicazioni);
anestesia locale per infiltrazione;
anestesia generale per inalazione;
anestesia generale endovenosa.

N.B. — Il candidato potrà essere sottoposto a prova pratica e teorica o ad ambedue secondo il giudizio della commissione.

Prove facoltative

1) Esami orali di lingue estere.

Nell'esame orale facoltativo di lingue estere, il candidato dovrà dar prova di parlare e scrivere correttamente una o due lingue estere prescelte tra le seguenti:

francese, inglese, tedesco, spagnolo.

Durata massima dell'esame: 10 minuti per ogni lingua.

(Carta da bollo da L. 400)
Modello di domanda

Al Ministero difesa - Direzione generale personale militare dell'Aeronautica - Divisione 2ª concorsi - Sezione 1ª — 00100 ROMA

Io sottoscritto . . . . nato a . . . . (provincia di . . . . .) il . . . . appartenente al distretto militare di . . . . . . residente a (1) . . . . . . (provincia di . . . . . .) via . . . . n. . . chiedo di essere ammesso al concorso per titoli e per esami a n. . . . posti di tenente in servizio permanente effettivo del Corpo sanitario aeronautico, di cui alla *Gazzetta Ufficiale* n. . . del . . . .

All'uopo dichiaro sotto la mia responsabilità:

di essere cittadino italiano;

di essere celibe (o ammogliato con o senza prole; o vedovo con o senza prole, con diritto o meno degli aumenti del limiti di età (2) . . . . ;

di essere iscritto nelle liste elettorali del comune di (3) . . . . .;
di non aver riportato condanne penali (4) . .;
di essere in possesso del seguente titolo di studio . . conseguito presso l'Università di . nell'anno accademico . con la votazione di .,
di essere in possesso dell'abilitazione professionale;
di trovarmi nella seguente posizione militare (5)

Dichiaro di voler sostenere l'esame facoltativo nella seguente (o seguenti) lingua estera (6) . . . .

. . . lì . . . . .
(Data)

Firma . .
(per esteso, cognome e nome leggibile)

Visto per l'autenticità della firma (7) . . . .

---

(1) Luogo di residenza, con l'indicazione del numero di codice di avviamento postale. Qualora la residenza della famiglia del concorrente non corrisponda con la residenza del concorrente stesso, occorre precisare anche il recapito della famiglia.

(2) Specificare il numero dei figli viventi.

(3) In caso di non iscrizione, o cancellazione, indicarne i motivi.

(4) In caso contrario indicare le eventuali condanne riportate, la data del provvedimento e l'autorità giudiziaria che lo ha emanato.

(5) Indicare se l'aspirante abbia soddisfatto o meno agli obblighi di leva ed in caso affermativo specificare l'Arma ed il Corpo di appartenenza. Precisare altresì se egli sia in possesso o meno dei requisiti che diano diritto ai benefici previsti per i combattenti. L'aspirante dovrà specificare se sia stato o meno giudicato « rivedibile » o « riformato » alla visita medica di leva

(6) Le prove facoltative sono costituite da esami su una o due lingue estere, da scegliersi fra le seguenti: francese, inglese, tedesca e spagnola.

(7) Firma del segretario comunale del comune di residenza del concorrente, o di un notaio. Per i candidati dipendenti statali è sufficiente il visto dei capi ufficio e per i militari in servizio è sufficiente il visto del comandante di Corpo.

(3639)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Concorso per esami e per titoli ad un posto di geofisico in prova nel ruolo del personale della carriera direttiva dell'osservatorio geofisico sperimentale di Trieste.

IL PRESIDENTE DELL'OSSERVATORIO GEOFISICO SPERIMENTALE DI TRIESTE

Veduti gli articoli 4, 5, 6 e 7 del regolamento organico approvato con decreto ministeriale dell'11 luglio 1960;

Veduto il decreto interministeriale del 18 giugno 1963 recante modifiche al regolamento organico;

Veduto il testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3 e successive modificazioni;

Veduto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686 contenente norme di esecuzione del testo unico sopracitato;

Vedute le delibere n. 265.1.2 del 20 aprile 1967, n. 280.1.2 del 19 ottobre 1967 e n. 287.1.1 del 13 dicembre 1967 del consiglio di amministrazione dell'osservatorio geofisico sperimentale;

Dispone:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esami e per titoli ad un posto di geofisico in prova nel ruolo della carriera del personale direttivo dell'osservatorio geofisico sperimentale di Trieste.

Art. 2.

Per l'ammissione al concorso di cui al presente bando i concorrenti devono essere in possesso del diploma di laurea in fisica o matematica e fisica o matematica o geologia o ingegneria.

Art. 3.

Per partecipare al concorso gli aspiranti devono aver compiuto alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande il 18° anno di età e non oltrepassato il 32°, ferme le elevazioni consentite dalle norme vigenti.

Si prescinde dal limite di età nei confronti:

a) del personale civile di ruolo in servizio nell'amministrazione statale e del personale civile collocato nei ruoli aggiunti, già ruoli speciali transitori in servizio nell'amministrazione statale.

Non potranno essere ammessi al concorso gli impiegati dello Stato che nell'ultimo triennio abbiano riportato un giudizio complessivo inferiore a « buono »;

b) dei sottufficiali dell'Esercito, della Marina e dell'Aeronautica, che in applicazione dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500 e 5 settembre 1947, n 1220, abbiano cessato dal servizio a domanda o anche di autorità e non siano stati contemporaneamente reintegrati come civili.

Art. 4.

Presentazione delle domande di ammissione

Le domande di ammissione al predetto concorso indirizzate all'osservatorio geofisico sperimentale, viale Romolo Gessi n. 4 - Trieste, redatte su carta da bollo da L. 400 e firmate dagli aspiranti, dovranno essere presentate o fatte pervenire alla direzione dell'osservatorio entro il termine perentorio di sessanta giorni che decorre dal giorno successivo a quello di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Nelle domande, di cui si allega uno schema esemplificativo, gli aspiranti dovranno dichiarare:

a) nome e cognome (scritti in carattere stampatello se la domanda non sia dattiloscritta);

b) la data e il luogo di nascita (i candidati che abbiano superato il limite di età previsto nel precedente articolo dovranno indicare ai fini dell'ammissione al presente concorso i titoli posseduti che danno diritto alla elevazione del predetto limite);

c) il possesso della cittadinanza italiana;

d) il comune dove sono iscritti nelle liste elettorali, ovvero i motivi della mancata iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

e) l'immunità da condanne penali e le eventuali condanne riportate (anche se sia stata concessa amnistia, condono, indulto o perdono giudiziale) e i procedimenti penali eventualmente pendenti a loro carico;

f) il titolo di studio di cui sono in possesso;

g) la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari;

h) il proprio domicilio o recapito al quale si desidera che siano trasmesse le eventuali comunicazioni;

i) di non essere stati destituiti o dispensati dall'impiego presso una pubblica amministrazione o di non essere stati dichiarati decaduti da altro impiego statale ai sensi dell'art. 127, lett. *d*), del testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, per aver conseguito l'impiego mediante produzione di documenti falsi o viziati da invalidità insanabile.

La firma che gli aspiranti apporranno in calce alla domanda, dovrà essere autenticata dal notaio o dal segretario comunale del luogo in cui gli aspiranti stessi risiedono. Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio nel quale prestano servizio. Non si terrà conto delle domande che perverranno o saranno presentate all'osservatorio dopo il termine sopraindicato anche se spedite per posta o con qualsiasi altro mezzo entro il termine stesso.

La data di arrivo delle domande è stabilita dal timbro a calendario apposto su di esse dalla direzione dell'osservatorio.

Non possono partecipare al concorso a norma dell'art. 2, comma quinto del testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, coloro che siano stati destituiti o dispensati dall'impiego presso una pubblica amministrazione nè possono parteciparvi a norma dell'art. 128, comma secondo, del citato testo unico coloro che siano stati dichiarati decaduti da altro impiego statale ai sensi dell'art. 127, lettera *d*), dello stesso decreto legislativo per aver conseguito l'impiego mediante la produzione di documenti falsi o viziati da invalidità insanabile.

Alle domande dovranno essere allegati tutti i titoli che i concorrenti ritengano utili agli effetti del concorso.

Qualora essi siano impiegati di ruolo o dei ruoli aggiunti nell'Amministrazione dello Stato dovranno produrre copia integrale dello stato di servizio con l'indicazione del giudizio complessivo loro attribuito nei rapporti informativi dell'ultimo triennio.

I concorrenti che siano impiegati non di ruolo o operai nelle Amministrazioni dello Stato dovranno produrre un certificato, da rilasciarsi dall'amministrazione da cui dipendono, dal quale risultino inizio, durata e qualità del servizio.

Art. 5.

Possesso dei requisiti

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso devono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande. I requisiti che diano titoli di precedenza o di preferenza per la nomina al posto, anche se vengono ad essere posseduti dopo la scadenza del termine utile per la presentazione delle domande, possono essere documentati entro il termine stabilito dal successivo art. 10.

L'esclusione dal concorso, per difetto dei requisiti prescritti, è disposta con decreto motivato dal presidente dell'osservatorio.

Art. 6.

Programma d'esame

Gli esami comprendono una prova scritta, una prova pratica ed un colloquio.

a) La prova scritta, della durata di sei ore, consiste nella esposizione e svolgimento critico di uno degli argomenti compresi nel programma del colloquio.

b) La prova pratica consiste nella preparazione ed esecuzione di una o più esperienze di fisica, a scelta della commissione, aventi per oggetto o la riproduzione di un fenomeno, o la verifica di una legge, o la misura di una grandezza fisica.

c) Il colloquio verte sugli argomenti del sottoindicato programma. E' in facoltà della commissione esaminatrice, saggiare, mediante opportune domande, la cultura del candidato, sia in rapporto agli studi compiuti negli Istituti d'istruzione superiore, sia in rapporto agli argomenti che egli eventualmente abbia fatto oggetto dei suoi speciali studi.

PROGRAMMA DEL COLLOQUIO

Misura delle grandezze fisiche.

Movimenti: uniforme, uniformemente vario e armonico. Movimento di un corpo rigido - Composizione dei movimenti.

Principi della meccanica: forza e massa - Impuso e quantità di moto - Equilibrio delle forze e delle coppie - Gravità - Gravitazione - Pendolo semplice e composto - Cenni sulla teoria del giroscopio.

Lavoro ed energia - Principio dei lavori virtuali - Resistenze passive.

Forze molecolari nei solidi. Elasticità - Vibrazioni elastiche e loro propagazione. Urto tra sfere elastiche. Natura e velocità delle onde sismiche. Principio e teoria dei sismografi.

Statica dei liquidi e degli aeriformi - Leggi dello stato gassoso - Azione molecolare dei fluidi - Teoria cinetica dei gas - Fondamenti sul moto dei fluidi, e sul moto dei solidi immersi nei fluidi.

Stato termico - Determinazione delle temperature - Dilatazione termica dei solidi (isotropi e anisotropi), liquidi e gas - Equazione caratteristica dei gas. - Termometro a gas.

Calorimetria, calori specifici e calori atomici - Calori specifici dei gas.

Propagazione del calore. Conduttività termica interna ed esterna. Leggi dell'irraggiamento - Impianti di riscaldamento.

Fusione e solidificazione - Comportamento delle leghe - Soluzione - Crioidrati - Vaporizzazione - Liquefazione dei gas - Lo stato critico - Densità dei vapori - Igrometria.

Calore ed energia. Il principio della conservazione della energia - Trasformazioni e loro rappresentazione; linee isotermiche e politropiche - Principio di Carnot - Clausius. Scala assoluta delle temperature - Entropia - Energia libera ed energia vincolata - Il principio di Nernst - Fondamenti sui principali motori termici e sul relativo ciclo di funzionamento - Macchine frigorifere - Impianti di refrigerazione - Fondamenti di termodinamica nell'atmosfera.

Propagazione del suono - Caratteri dei suoni semplici e complessi - Scale musicali - Principio di Doppler - Interferenza del suono, onde stazionarie - Risonanza; risuonatori - Energia sonora e sua misura; riflessione, rifrazione e assorbimento della energia sonora Sorgenti sonore - Analisi e sintesi dei suoni - Riproduzione dei suoni.

Sorgenti luminose - Grandezze fotometriche e loro determinazione - Fondamenti di tecnica della illuminazione - Riflessione della luce: specchi piani e curvi. Rifrazione e riflessione totale - Diottro - Sistemi diottrici - Lenti - Aberrazioni e loro correzione - Sistemi di lenti - Strumenti ottici.

Spettroscopia: Varie specie di spettri - Serie spettrali - Radiazioni infrarosse e ultraviolette; loro produzione e proprietà - Emissione e assorbimento delle radiazioni - Ripartizione della energia raggiante nello spettro - Velocità della luce - Interferenza della luce - Determinazione delle lunghezze d'onda. Applicazioni alla meteorologia - Principio di Huyghens - Principali fenomeni di diffrazione. Reticolo di diffrazione. Spettroscopi interferenziali - Polarizzazione della luce per riflessione e rifrazione - Cristalli birifrangenti - Doppia rifrazione accidentale - Luce polarizzata ellitticamente - Polarizzazione rotatoria - Polarimetria.

I fondamenti dell'elettricità - Campo elettrico - Potenziale elettrico capacità e condensatori. Energia elettrostatica - Macchine elettrostatiche - Piezoelettricità. Elettrometri - Elettricità atmosferica.

Campo magnetico - Proprietà magnetiche dei corpi - Magnetismo terrestre; Cenni sulle misure magnetiche - Variazioni del campo magnetico terrestre.

Propagazione della elettricità nei gas - Ionizzazione - Raggi catodici - Elettroni - Raggi positivi - Raggi X. Spettro dei raggi X; Reticoli spaziali - Emissione termoionica - Effetto fotoelettrico - Nozioni sui quanti di luce - Idee moderne sulla costituzione della materia - Gli isotopi - Radioattività. Trasformazioni radioattive. Famiglie radioattive - Radiazioni penetranti.

Effetto Volta. Corrente continua e leggi relative - Termoelettricità - Elettrolisi, pile e accumulatori.

Elettromagnetismo - Fenomeni galvano-magnetici e termomagnetici - Nozioni sui fenomeni elettromagnetici ed elettro-ottici.

Induzione elettromagnetica - Autoinduzione - Correnti alternate - Nozioni sui generatori di corrente e motori elettrici. Trasformatori, convertitrici e raddrizzatori.

Oscillazioni elettriche - Onde elettromagnetiche, loro produzione, propagazione e rivelazione.

Metodi e strumenti per la misura delle grandezze elettriche - Unità elettriche - Sistemi assoluti e sistema pratico.

Art. 7.

Per lo svolgimento delle prove scritte e orali si osserveranno le norme degli articoli 6 e 376 del decreto del Presidente della Repubblica 10 genanio 1957, n. 3, nonchè le relative norme contenute nel decreto del Presidente della Repubblica del 3 maggio 1957, n. 686.

Le date in cui si svolgeranno le prove scritte del concorso saranno pubblicate nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Le prove scritte e quelle orali del concorso avranno luogo in Trieste.

Ai candidati sarà inoltre data comunicazione in tempo utile del giorno, dell'ora e dei locali in cui tanto le prove scritte quanto quelle orali saranno tenute.

L'Amministrazione non assume alcuna responsabilità per il caso di dispersione di comunicazioni dipendenti da inesatte indicazioni del recapito da parte dell'aspirante o da mancata oppure tardiva comunicazione del cambiamento dell'indirizzo indicato nella domanda, nè per eventuali disguidi postali o telegrafici non imputabili a colpa dell'amministrazione stessa.

Per sostenere le prove scritte e quelle orali i candidati dovranno essere muniti, ad esclusione di altri, di uno dei seguenti documenti di riconoscimento:

a) fotografia recente applicata su carta da bollo da L. 400 con la firma autenticata dal sindaco o da un notaio;

b) libretto ferroviario personale se il candidato è dipendente di ruolo o non di ruolo da un'amministrazione statale;

c) tessera postale;

d) porto d'armi;

e) patente automobilistica;

f) passaporto.

Art. 8.

Alle prove orali dei concorsi saranno ammessi i candidati che abbiano riportato una media di almeno sette decimi nelle prove scritte e pratiche e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

Nella prova orale i candidati dovranno conseguire almeno la votazione dei sei decimi.

La votazione complessiva sarà stabilita dalla somma della media dei punti riportati nelle prove scritte e pratiche e dal punto ottenuto in quella orale e nella valutazione dei titoli.

La graduatoria generale di merito del concorso sarà formata secondo l'ordine dei punti riportati nella votazione complessiva; quella dei vincitori, con l'osservanza delle disposizioni in vigore che prevedono riserve di posti.

A parità di merito saranno applicate le preferenze di cui allo art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Sia la graduatoria di merito che quella dei vincitori saranno approvate con decreto del presidente dell'osservatorio geofisico sperimentale sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego.

Art. 9.

La commissione giudicatrice del concorso sarà nominata dal consiglio di amministrazione dell'osservatorio.

Art. 10.

Documenti da presentarsi in seguito a richiesta dell'osservatorio per ottenere la precedenza o la preferenza in ordine alla inclusione nella graduatoria dei vincitori.

I concorrenti utilmente collocati nelle graduatorie generali di merito e che possano far valere titoli validi ai fini della elevazione del limite massimo di età o ai fini della preferenza a parità di merito o della riserva di posti in ordine alla determinazione della graduatoria dei vincitori, devono far pervenire all'osservatorio geofisico sperimentale di Trieste entro il termine perentorio di giorni 30, che decorre dal giorno successivo a quello del ricevimento della apposita comunicazione, i documenti attestanti il possesso di questi titoli, redatti nella forma di seguito indicata:

1) ex combattenti, prigionieri ed assimilati:

a) coloro che hanno partecipato alle operazioni militari svoltesi in Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, presenteranno su carta da bollo da L. 400 la dichiarazione integrativa prevista dalla circolare n. 427 del Giornale militare ufficiale del 1937;

b) gli ex combattenti della guerra 1940-45 e della lotta di liberazione (partigiani combattenti) i militarizzati che dopo il 14 settembre 1943 attraversarono le linee nemiche ponendosi a disposizione di un comando militare nazionale, i prigionieri delle Nazioni Unite, i cooperatori al seguito delle forze armate alleate operanti, i prigionieri in Germania o in Giappone, i militari o militarizzati addetti alla bonifica dei campi minati, dragaggio mine, ecc. di cui al decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, ratificato dalla legge 23 febbraio 1952, n. 93 e i combattenti della guerra di liberazione delle formazioni non regolari di cui al decreto legge 19 marzo 1948, n. 241, dovranno produrre, a seconda dell'Arma o del Corpo di appartenenza, su carta da bollo da L. 400 le dichiarazioni integrative e le notificazioni previste dalla circolare n. 5000 in data 1° agosto 1948 dello Stato Maggiore dell'Esercito; n. 27200/Om. in data 3 luglio 1948, dello Stato Maggiore della Marina; n. 202860/Od. in data 8 luglio 1948, dello Stato Maggiore dell'Aeronautica;

c) i reduci della deportazione o dall'internamento presenteranno apposita attestazione su carta da bollo da L. 400 rilasciata dal prefetto della provincia nel cui territori l'interessato ha la sua residenza, ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27;

d) i candidati alto-atesini o residenti prima del 1° gennaio 1940 nelle zone mistilingui di Cortina d'Ampezzo o di Tarvisio o nei comuni di Sant'Orsola e Luserna, i quali, durante la seconda guerra mondiale, hanno prestato servizio nelle forze armate tedesche o nelle formazioni da esse organizzate e abbiano conservato o riacquistato la cittadinanza italiana e non abbiano partecipato ad azioni, anche isolate, del terrorismo e di sevizie, presenteranno una dichiarazione rilasciata dalle autorità competenti.

2) mutilati ed invalidi:

a) i mutilati ed invalidi in dipendenza dei fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o in dipendenza della guerra 1940-45 o della lotta di liberazione o in conseguenza delle ferite e lesioni riportate in occasione dei fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, ed in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, o in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici, nelle provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato, di cui alla legge 23 marzo 1952, n. 207, ovvero per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953, nonchè i mutilati ed invalidi alto-atesini o residenti anteriormente al 1° gennaio 1940 nelle zone mistilingui di Cortina d'Ampezzo o di Tarvisio o nei comuni di Sant'Orsola e Luserna di cui all'art. 9 della legge 5 gennaio 1955, n. 14, dovranno produrre il decreto di concessione della relativa pensione ovvero un certificato mod. 69 rilasciato dal Ministero del tesoro - Direzione generale delle pensioni di guerra, oppure una dichiarazione di invalidità, rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra, in cui dovranno essere indicati i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualifica di invalido ai fini dell'iscrizione nei ruoli provinciali dell'Opera;

b) i mutilati ed invalidi civili per fatti di guerra, i mutilati ed invalidi di cui alla legge 24 novembre 1961, n. 1298, e gli inabili a proficuo lavoro in seguito a lesioni o infermità incontrata in conseguenza della deportazione o dell'internamento ad opera del nemico, dovranno produrre il medesimo documento indicato nella precedente lettera *a*);

c) i mutilati ed invalidi per servizio dovranno presentare il decreto di concessione della pensione che indichi la categoria di questa e la categoria o la voce dell'invalidità da cui sono colpiti, ovvero il mod. 69-ter rilasciato, secondo i casi, dall'amministrazione centrale al servizio della quale l'aspirante ha contratto l'invalidità o dagli Enti pubblici autorizzati ai sensi del decreto ministeriale 23 marzo 1948.

Gli invalidi che rivestono la qualifica di ex combattenti dovranno presentare oltre ai documenti di cui alle lettere *a*) e *b*) del punto 2) del precedente articolo, la dichiarazione integrativa o la notificazione di prigionia;

3) orfani:

a) gli orfani dei caduti della guerra 1915-18 o per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o per la guerra 1940-45 o per la lotta di liberazione o per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948 o in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato di cui alla legge 23 marzo 1952, n 207 e in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane o per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953, gli orfani dei caduti che appartennero alle forze armate della sedicente repubblica sociale italiana, gli orfani dei perseguitati politici antifascisti o razziali di cui allo art. 2, terzo comma della legge 10 marzo 1955, n. 96, dovranno presentare un certificato su carta da bollo da L. 400 rilasciato dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza degli orfani di guerra;

b) gli orfani dei caduti civili per fatti di guerra, gli orfani dei caduti alto-atesini che appartennero alle forze armate tedesche, di cui alla legge 3 aprile 1958, n. 467, nonchè i figli del cittadini dichiarati irreperibili in seguito ad eventi di guerra, dovranno produrre il medesimo documento richiesto dalla precedente lettera *a*);

c) gli orfani dei caduti per servizio presenteranno un certificato rilasciato ai sensi e per gli effetti dell'art. 8, ultimo comma, della legge 24 febbraio 1953, n. 142;

4) figli di mutilati ed invalidi:

a) i figli di mutilati ed invalidi di guerra ed assimilati dovranno documentare la loro qualifica presentando un certificato su carta da bollo da L. 400, rilasciato dal sindaco del comune di residenza, attestante la categoria di pensione di cui fruisce il padre o la madre;

b) i figli di mutilati ed invalidi per servizio dovranno documentare la loro qualifica presentando un certificato su carta da bollo da L. 400 rilasciato dal sindaco del comune di residenza, attestante che il padre o la madre fruiscono di pensione;

c) i figli dei mutilati ed invalidi per fatti di guerra e i figli degli inabili a proficuo lavoro o in seguito a lesioni od infermità incontrate in conseguenza della deportazione o dello internamento ad opera del nemico, dovranno presentare il medesimo documento indicato nella precedente lettera *a*);

5) madri, vedove non rimaritate e sorelle di caduti:

le madri, le vedove non rimaritate e le sorelle (vedove o nubili) dei caduti indicati nelle lettere *a*), *b*) e *c*) della voce orfani dovranno esibire un certificato su carta da bollo da L. 400, rilasciato dal sindaco del comune di residenza;

6) profughi:

a) i profughi dei territori di confine che si trovino nelle condizioni previste dall'art. 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885 dovranno esibire l'attestazione prevista dall'art. 6 del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 1° giugno 1948 (*Gazzetta Ufficiale*

n. 142 del 21 giugno 1948) rilasciata in carta da bollo da L. 400 dal prefetto della provincia in cui risiedono, e se non abbiano la residenza nel territorio dello Stato, dal prefetto di Roma;

b) i profughi dalla Libia, dall'Eritrea, dalla Somalia, quelli dai territori sui quali, in seguito al trattato di pace è cessata la sovranità dello Stato italiano, i profughi dei territori esteri nonchè quelli da zone del territorio nazionale colpito dalla guerra, che si trovano nelle condizioni previste dalla legge 4 marzo 1952, n. 137, dovranno presentare una attestazione rilasciata dal prefetto della provincia in cui hanno la residenza, su carta da bollo da L. 400 in conformità al modello previsto dall'art. 4 del decreto del Presidente della Repubblica 4 luglio 1956, n. 1117.

Sono valide anche le attestazioni già rilasciate dai prefetti in applicazione del decreto legislativo 3 settembre 1947, n. 885, e del decreto legislativo 26 luglio 1948, n. 104.

I profughi dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia e dalla Somalia potranno anche presentare il certificato a suo tempo rilasciato dal soppresso Ministero dell'Africa italiana;

c) i connazionali rimpatriati dall'Egitto che si trovino nelle condizioni di cui all'art. 1 della legge 25 ottobre 1960, n. 1306, dovranno produrre un attestato rilasciato dalle autorità consolari su carta da bollo da L. 400;

d) i connazionali rimpatriati dalla Tunisia e Tangeri che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 1 della citata legge 25 ottobre 1960, n. 1306, dovranno produrre un attestato rilasciato su carta da bollo da L. 400 dal Ministero degli affari esteri;

7) decorati, feriti di guerra e promossi per merito di guerra:

i decorati di medaglia al valor militare o di croce di guerra, i feriti di guerra e i promossi di grado militare per merito di guerra o gli insigniti di ogni altra attestazione speciale di merito di guerra, dovranno produrre l'originale o copia autenticata del relativo brevetto o del documento di concessione.

8) perseguitati politici e razziali:

coloro che abbiano riportato per comportamento contrario al regime fascista sanzioni penali, presenteranno una copia della relativa sentenza e coloro che abbiano riportato sanzioni di polizia per lo stesso motivo, ovvero siano stato deportati o internati per motivi di persecuzione razziale, dimostreranno tali loro qualifiche mediante attestazione rilasciata su carta da bollo da L. 400 dal prefetto della provincia nel cui territorio hanno la loro residenza.

I candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali presenteranno un certificato su carta da bollo da L. 400 rilasciato dalla competente comunità israelitica;

9) coniugati:

i coniugati con o senza prole ed i vedovi con prole dovranno produrre lo stato di famiglia su carta da bollo da L. 400 rilasciata dal sindaco del comune di residenza. I capi di famiglia numerosa dovranno far risultare da detto documento che la famiglia è costituita da almeno sette figli viventi computando tra essi i figli caduti in guerra. Lo stato di famiglia dovrà essere rilasciato in data non anteriore a tre mesi da quella della comunicazione di cui al primo comma del presente articolo;

10) i sottufficiali dell'esercito, della marina e dell'aeronautica, che, in applicazione dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500 e 5 settembre 1947, n. 1220, abbiano cessato dal servizio a domanda o anche di autorità e non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili dovranno produrre apposita attestazione su carta da bollo da L. 400 dell'autorità militare.

Gli assistenti ordinari di Università o di istituti di istruzione universitaria cessati dal servizio per motivi non disciplinari e gli assistenti volontari o incaricati sia in attività che cessati dal servizio per motivi di carattere non disciplinare dovranno presentare il certificato del rettore della università o del capo dell'istituto d'istruzione universitaria attestante la qualifica rivestita e, rispettivamente il periodo di appartenenza nei ruoli degli assistenti ordinari o il periodo di servizio prestato presso l'università o l'istituto di istruzione universitaria per gli assistenti straordinari. Per tutti coloro che siano cessati dal servizio il certificato indicherà i motivi della cessazione.

Gli insegnanti di ruolo o non di ruolo degli istituti di istruzione artistica, incaricati o supplenti e gli assistenti delle accademie di belle arti dovranno presentare i relativi certificati didattici (su carta da bollo da L. 400) dai quali dovrà risultare con precisione per ciascun anno scolastico, la data (giorno e mese) dell'inizio o della cessazione dal servizio, la materia o le materie d'insegnamento o la qualifica riportata.

Art. 11.

Pubblicazione delle graduatorie

Le graduatorie di merito e quella dei vincitori del concorso saranno pubblicate nel Bollettino ufficiale del Ministero della pubblica istruzione, Di tale pubblicazione sarà data notizia mediante avviso da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Dal giorno successivo a quello della pubblicazione dell'avviso nella *Gazzetta Ufficiale* decorre il termine per le eventuali impugnative.

Art. 12.

Documenti di rito

I concorrenti utilmente collocati nella graduatoria generale di merito o dichiarati vincitori del concorso dovranno presentare o far pervenire all'osservatorio geofisico sperimentale - viale R. Gessi 4 - Trieste, entro il termine perentorio di trenta giorni, che decorre dal giorno successivo a quello in cui avranno ricevuto il relativo invito, i seguenti documenti di rito:

1) titolo di studio:

diploma originale del titolo di studio di cui al precedente art. 2, oppure copia autentica di esso, rilasciata dal notaio su carta da bollo da L. 400.

L'autenticazione della copia del diploma del titolo di studio può essere anche fatta, ai sensi dell'art. 6 del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678, dal pubblico ufficiale dal quale è stato rimesso l'originale o al quale deve essere prodotto il documento o presso il quale l'originale è stato depositato, nonchè da un cancelliere o da un segretario comunale. Qualora il diploma non sia stato rilasciato, i candidati sono tenuti a presentare, su carta da bollo da L. 400, il certificato contenente la dichiarazione che lo stesso sostituisce a tutti gli effetti il diploma originale fino a quando quest'ultimo non potrà essere rilasciato. In caso di distruzione o smarrimento del diploma, il candidato deve presentare il duplicato rilasciato ai sensi dello art 99 del decreto legge 4 maggio 1955, n. 653;

2) estratto dell'atto di nascita, su carta da bollo da L. 400 rilasciato dall'ufficiale dello stato civile del comune di origine. Qualora per i cittadini nati all'estero, non sia ancora avvenuta la trascrizione dell'atto di nascita nei registri dello stato civile di un comune italiano potrà essere prodotto un certificato dalle autorità consolari.

I candidati che abbiano titoli per avvalersi dei benefici di cui al precedente art. 3 sull'elevazione dei limiti massimi di età, produrranno i relativi documenti. Questi ultimi dovranno essere prodotti per ogni singolo beneficio di cui il candidato intende avvalersi, nelle medesime forme indicate per i documenti elencati al precedente art. 11;

3) certificato di cittadinanza italiana su carta da bollo da L 400 rilasciato dal sindaco del comune di origine o di residenza o dell'ufficiale di stato civile del comune di origine. Sono equiparati ai cittadini gli italiani non residenti nel territorio nazionale per i quali tale equiparazione sia riconosciuta a norma di legge;

4) certificato di godimento dei diritti politici su carta da bollo da L. 400 rilasciato dal sindaco del comune di origine o di residenza. Per i minori di anni 21 il certificato, la cui esibizione nel caso è obbligatoria, conterrà la dichiarazione che il candidato non è incorso in alcuna delle cause che ai termini delle disposizioni vigenti impediscono il possesso dei diritti politici stessi;

5) certificato generale del casellario giudiziale (non è ammesso il certificato penale) su carta da bollo da L. 400, rilasciato dal segretario della Procura della Repubblica;

6) certificato medico su carta da bollo da L. 400 rilasciato da un medico militare o provinciale o dall'ufficiale sanitario del comune di residenza, dal quale risulti che il candidato possiede l'idoneità fisica al servizio continuativo ed incondizionato nello impiego al quale il concorso si riferisce. Nel certificato debbono essere precisati gli estremi dell'attestato comprovanti gli eseguiti accertamenti sierologici del sangue prescritti dalla legge 27 luglio 1956, n. 837, ed effettuati presso un istituto o laboratorio autorizzato. Qualora il candidato sia affetto da qualche imperfezione fisica, il certificato medico ne deve fare menzione con la dichiarazione che l'imperfezione stessa non menomi l'attitudine all'impiego al quale concorre.

Per gli aspiranti invalidi di guerra, invalidi civili per fatti di guerra od assimilati o per gli invalidi per servizio, il certifi-

cato medico deve essere rilasciato dall'ufficiale sanitario del comune di residenza dell'aspirante e contenere ai sensi, rispettivamente dell'art. 3 della legge 4 giugno 1950, n. 375, e dell'art. 3 della legge 21 febbraio 1953, n. 142, oltre ad una esatta descrizione delle condizioni attuali dell'invalido, risultanti da un esame obiettivo, anche la dichiarazione che l'invalido non abbia perduto ogni capacità lavorativa e, per la natura e il grado della sua inabilità o mutilazione non possa riuscire di pregiudizio alla salute ed alla incolumità dei compagni di lavoro ed alla sicurezza degli impianti, e che sia idoneo a disimpegnare le mansioni dell'impiego per il quale concorre.

L'amministrazione ha la facoltà di sottoporre alla visita medica di controllo i vincitori del concorso.

I documenti di cui ai numeri 3), 4), 5) e 6) del presente articolo dovranno essere rilasciati in data non anteriore a tre mesi da quella della lettera di invito di cui al primo comma del presente articolo;

7) documento concernente la posizione militare del candidato, cioè copia o estratto dello stato di servizio per gli ufficiali (estratto del foglio matricolare per quelli della Marina militare) copia o estratto del foglio matricolare per sottufficiali e militari di truppa del Corpo equipaggi militari marittimi, in carta bollata da L. 400 per ogni foglio. Coloro che si trovino in congedo illimitato provvisorio o siano riformati in rassegna, dovranno produrre copia dell'estratto del foglio matricolare in carta da bollo come sopra.

I documenti sopra indicati non possono essere sostituiti dal foglio di congedo.

Coloro che siano dichiarati riformati o rivedibili dal competente consiglio di leva dovranno presentare un certificato di esito di leva in carta da bollo da L. 400 rilasciato dall'autorità competente.

I candidati che appartengono a classi non ancora chiamate alla leva, dovranno presentare il certificato d'iscrizione nelle liste di leva in carta da bollo da L. 400 rilasciato dal sindaco.

I candidati indigenti hanno facoltà di produrre in carta libera i seguenti documenti purchè esibiscano un certificato di povertà ovvero dai documenti stessi risulti esplicitamente la loro condizione di indigenza mediante citazione degli estremi dell'attestazione dell'Autorità di pubblica sicurezza:

a) estratto dell'atto di nascita;
b) certificato di cittadinanza italiana;
c) certificato medico;
d) certificato del casellario giudiziale.

La suddetta facoltà è concessa ai concorrenti che siano mutilati o invalidi di guerra ovvero orfani o vedove di guerra, nonchè ai concorrenti che appartengano a famiglia numerosa.

Non sono ammessi riferimenti a documenti prodotti a questa o ad altra amministrazione o ad Enti pubblici a qualsiasi titolo.

Il requisito della buona condotta morale e civile sarà accertato dall'ufficio a norma dell'art. 1 del decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368.

I candidati impiegati statali di ruolo e quelli già inquadrati nei ruoli aggiunti delle amministrazioni statali possono limitarsi a produrre i documenti di cui ai numeri 1 e 6 del presente articolo (titolo di studio e certificato medico) in tal caso sono tenuti a produrre la copia integrale dello stato di servizio civile previsto dall'art. 4 del presente bando, salvo che non l'abbiano già presentato per i fini ivi considerati.

I concorrenti che si trovino alle armi per servizio di leva o in carriera continuativa (ufficiali in servizio di prima nomina, sottufficiali, militari di truppa) e quelli in servizio di polizia, quali appartenenti al Corpo delle guardie di pubblica sicurezza, possono presentare soltanto i documenti di cui ai numeri 1), 2), 3), 6) oltre ad un certificato rilasciato su carta da bollo da L. 400 dal comandante del Corpo al quale appartengono, comprovante la loro buona condotta e la loro idoneità fisica a coprire il posto al quale aspirano.

Art. 13.
Nomina in prova

I vincitori del concorso conseguono la nomina in prova con la qualifica di geofisico.

La nomina dell'impiegato che per giustificato motivo assuma servizio con ritardo sul termine prefissogli, decorre agli effetti economici, dal giorno in cui prende servizio.

Colui che ha conseguito la nomina e non assuma servizio senza giustificato motivo entro il termine stabilito, decade dalla nomina.

Il periodo di prova ha la durata di sei mesi. Compiuto il periodo di prova con esito favorevole, il consiglio di amministrazione delibera sulla nomina in ruolo. Nel caso di giudizio sfavorevole, il periodo di prova è prorogato di altri sei mesi, al termine dei quali, ove il giudizio sia ancora sfavorevole, il consiglio di amministrazione dichiara la risoluzione del rapporto d'impiego mediante deliberazione motivata. In tal caso spetta all'impiegato una indennità pari a due mensilità del trattamento relativo al periodo di prova.

Durante il periodo di prova, all'impiegato compete il trattamento economico corrispondente allo stipendio iniziale del coefficiente 271.

Il periodo di prova per l'impiegato nominato in ruolo è computato a tutti gli effetti come servizio di ruolo.

Ai vincitori del concorso, i quali abbiano in godimento uno stipendio superiore a quello spettante nella nuova qualifica, compete il trattamento economico di cui all'art. 22 del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Trieste, addì 18 dicembre 1967

Il presidente: MORELLI

Scheda di domanda da redigere su carta da bollo da lire 400

All'osservatorio geofisico sperimentale -
Viale Romolo Gessi n. 4 — TRIESTE

Il sottoscritto . . . . nato a . . . . . (provincia di . . . .) il . . . . e residente in . . . . (provincia di . . . . .) via . . . . n. . . . . . chiede di essere ammesso al concorso per esami e per titoli ad un posto di geofisico in prova nel ruolo della carriera del personale direttivo dell'osservatorio geofisico sperimentale di Trieste, indetto con decreto del 20 aprile 1967.

Dichiara sotto la propria responsabilità che:

1) è cittadino italiano;

2) è iscritto nelle liste elettorali del comune di . . . . . . (oppure non è iscritto nelle liste elettorali per il seguente motivo) . . . . ;

3) ha diritto all'aumento del limite d'età perchè (1) . . . . ;

4) non ha riportato condanne penali (oppure): ha riportato le seguenti condanne penali . . . . (da indicarsi anche se sia stata concessa amnistia, indulto, condono o perdono giudiziale (2);

5) è in possesso del titolo di studio . . . . ;

6) per quanto riguarda gli obblighi militari, la sua posizione è la seguente . . . . ;

7) non è stato destituito o dispensato dall'impiego presso una pubblica Amministrazione nè è stato mai dichiarato decaduto da altro impiego statale;

8) è disposto in caso di nomina, a raggiungere qualsiasi sede.

Data . . . .

Firma . . . .

(La firma dell'aspirante dovrà essere autenticata a norma dell'art. 4 del presente bando).

Indirizzo presso il quale si desidera vengano inviate le eventuali comunicazioni . . . .

---

(1) E' in possesso del requisito di coniugato (con o senza prole), o di combattente, o di reduce, o di profugo, o di invalido, ecc., che gli dà diritto all'elevazione del limite massimo di età (32 anni).

(2) Indicare la data del provvedimento e l'autorità giudiziaria che lo ha emesso, nonchè i procedimenti penali eventualmente pendenti.

(3) Alla domanda vanno allegati tutti i titoli che l'interessato ritiene di presentare nel proprio interesse a norma dell'art. 4 del bando di concorso. L'omissione anche di una sola delle indicazioni richieste nella domanda può essere causa di esclusione dal concorso.

(2584)

Concorso per esami a tre posti di vice-sperimentatore in prova e di vice-addetto di laboratorio in prova nei ruoli del personale della carriera di concetto dell'osservatorio geofisico sperimentale di Trieste.

IL PRESIDENTE DELL'OSSERVATORIO GEOFISICO SPERIMENTALE DI TRIESTE

Veduti gli articoli 4, 5, 6 e 7 del regolamento organico approvato con decreto ministeriale dell'11 luglio 1960;

Veduto il decreto interministeriale del 18 giugno 1963 recante modifiche al regolamento organico;

Veduto il testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3 e successive modificazioni;

Veduto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686 contenente norme di esecuzione del testo unico sopracitato;

Vedute le delibere n. 265.1.2 del 20 aprile 1967, n. 280.1 2 del 19 ottobre 1967 e n. 287.1.1 del 13 dicembre 1967 del consiglio di amministrazione dell'osservatorio geofisico sperimentale;

Dispone:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esami e per titoli a tre posti di vice-sperimentatore in prova e vice-addetto di laboratorio in prova nei ruoli della carriera di concetto dell'osservatorio geofisico sperimentale di Trieste.

Art. 2.

Per l'ammissione al concorso di cui al presente bando i concorrenti devono essere in possesso del diploma di maturità scientifica o classica di abilitazione a geometra o di perito industriale o di istituto nautico, sezione capitani.

Art. 3.

Per partecipare al concorso gli aspiranti devono aver compiuto alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande il 18° anno di età e non oltrepassato il 32°, ferme le elevazioni consentite dalle norme vigenti.

Si prescinde dal limite di età nei confronti:

a) del personale civile di ruolo in servizio nell'amministrazione statale e del personale civile collocato nei ruoli aggiunti, già ruoli speciali transitori in servizio nell'amministrazione statale.

Non potranno essere ammessi al concorso gli impiegati dello Stato che nell'ultimo triennio abbiano riportato un giudizio complessivo inferiore a «buono».

b) dei sottufficiali dell'Esercito, della Marina e dell'Aeronautica che, in applicazione dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500 e 5 settembre 1947, n. 1220, abbiano cessato dal servizio a domanda o anche di autorità e non siano stati contemporaneamente reintegrati come civili.

Art. 4.

Presentazione delle domande di ammissione

Le domande di ammissione al predetto concorso indirizzate all'osservatorio geofisico sperimentale, viale Romolo Gessi n. 4, Trieste, redatte su carta da bollo da L. 400 e firmate dagli aspiranti, dovranno essere presentate o fatte pervenire alla direzione dell'osservatorio entro il termine perentorio di sessanta giorni, che decorre dal giorno successivo a quello di pubblicazione del presente decreto, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Nelle domande, di cui si allega uno schema esemplificativo, gli aspiranti dovranno dichiarare:

a) nome e cognome (scritti in carattere stampatello se la domanda non sia dattiloscritta);

b) la data e il luogo di nascita (i candidati che abbiano superato il limite di età previsto nel precedente articolo dovranno indicare ai fini dell'ammissione al presente concorso i titoli posseduti che danno diritto alla elevazione del predetto limite);

c) il possesso della cittadinanza italiana;

d) il comune dove sono iscritti nelle liste elettorali, ovvero i motivi della mancata iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

e) l'immunità da condanne penali e le eventuali condanne penali riportate (anche se sia stata concessa amnistia, condono, indulto o perdono giudiziale) e i procedimenti penali eventualmente pendenti a loro carico;

f) il titolo di studio di cui sono in possesso;

g) la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari;

h) il proprio domicilio o recapito al quale si desidera siano trasmesse le eventuali comunicazioni;

i) di non essere stati destituiti o dispensati dall'impiego presso una pubblica amministrazione o di non essere stati dichiarati decaduti da altro impiego statale ai sensi dell'art. 127, lett. *d*), del testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, per aver conseguito l'impiego mediante produzione di documenti falsi o viziati da invalidità insanabile.

La firma che gli aspiranti apporranno in calce alla domanda, dovrà essere autenticata dal notaio o dal segretario comunale del luogo in cui gli aspiranti stessi risiedono. Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio nel quale prestano servizio. Non si terrà conto delle domande che perverranno o saranno presentate all'osservatorio dopo il termine sopraindicato anche se spedite per posta o con qualsiasi altro mezzo entro il termine stesso.

La data di arrivo delle domande è stabilita dal timbro a calendario apposto su di esse dalla Direzione dell'osservatorio.

Non possono partecipare al concorso a norma dell'art. 2, comma quinto del testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, coloro che siano stati destituiti o dispensati dall'impiego presso una pubblica amministrazione nè possono parteciparvi a norma dell'art. 128, comma secondo, del citato testo unico coloro che siano stati dichiarati decaduti da altro impiego statale ai sensi dell'art. 127, lettera *d*), dello stesso decreto legislativo per aver conseguito l'impiego mediante la produzione di documenti falsi o viziati da invalidità insanabile.

Alle domande dovranno essere allegati tutti i titoli che i concorrenti ritengano utili agli effetti del concorso.

Qualora essi siano impiegati di ruolo o dei ruoli aggiunti nell'amministrazione dello Stato dovranno produrre copia integrale dello stato di servizio con la indicazione del giudizio complessivo loro attribuito nei rapporti informativi dell'ultimo triennio.

I concorrenti che siano impiegati non di ruolo o operai nelle amministrazioni dello Stato dovranno produrre un certificato, da rilasciarsi dall'Amministrazione da cui dipendono, dal quale risultino inizio, durata e qualità del servizio.

Art. 5.

Possesso dei requisiti

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso devono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande. I requisiti che diano titoli di precedenza o di preferenza per la nomina al posto, anche se vengono ad essere posseduti dopo la scadenza del termine utile per la presentazione delle domande, possono essere documentati entro il termine stabilito dal successivo art. 10.

L'esclusione dal concorso, per difetto dei requisiti prescritti, è disposta con decreto motivato dal presidente dell'osservatorio geofisico.

Art. 6.

Programma d'esame

Gli esami consisteranno in due prove scritte e in una prova orale, secondo il seguente programma:

Prove scritte

1. Risoluzione di un problema di fisica.
2. Risoluzione di un problema di elettrotecnica.

Le predette prove richiederanno l'applicazione delle nozioni che formano oggetto della prova orale.

Prova orale

La prova orale verterà sul seguente programma:

Grandezze fisiche e loro misura: Vettori ed operazioni elementari sui vettori - Coordinate - Rappresentazione grafica di un fenomeno - Sistemi di unità di misura delle grandezze fisiche;

Cinematica: Moti rettilinei - Moti curvilinei - Moto armonico - Composizione di moti - Battimenti e modulazioni;

Statica: Forze - Campo di forze - Momento di una forza rispetto ad un punto - Momento di una forza rispetto ad un asse - Coppie - Attrito - Equilibrio di un campo rigido vincolato - Macchine semplici;

Dinamica: Principio d'inerzia - Sistemi inerziali - Dinamica del punto libero - Moto curvo - Moto vincolato - Quantità di moto - Impulsi e loro momento - Forza d'inerzia - Forza centrifuga - Lavori, potenza energia - Teorema delle forze vive - Conservazione dell'energia - Pendolo semplice - Oscillazioni libere e oscillazioni forzate - Dinamica dei corpi rigidi - Momento d'inerzia di un corpo rigido - Pendolo composto - Cenni sulla gravitazione universale;

Meccanica dei corpi deformabili: Cenni sulla costituzione della materia - Forze molecolari - Elasticità dei solidi (torsione, trazione flessione);

Statica dei fluidi: Liquidi e gas - Equilibrio dei fluidi - Principio di Pascal - Vasi comunicanti - Principio di Archimede - Pressione - Misura della pressione;

Dinamica dei fluidi: Le leggi fondamentali del moto dei fluidi - Moto dei fluidi con attrito interno - Regime di flusso laminare e turbolento - Moto dei corpi nei fluidi - Attrito del mezzo;

Fenomeni molecolari: La tensione superficiale - Proprietà delle soluzioni in generale - Diffusione libera con liquidi e gas - Diffusione attraverso una parete - Le soluzioni colloidali - Proprietà fisiche dei sistemi dispersi in generale;

Acustica: Meccanica delle oscillazioni - Propagazione delle oscillazioni - Onde piane, onde sferiche - Energia trasmessa per onde - Assorbimento, riflessione, interferenza delle onde - Onde stazionarie - Il principio di Huyghens-Fresnel - Diffrazione - Onde sonore - Caratteri distintivi dei suoni - Velocità del suono - Sorgenti sonore - Rivelatori del suono - Principali esperienze sulle onde sonore - La percezione e la produzione del suono nell'uomo - Misura dell'intensità sonora - Principio di Doppler - Cenni sui filtri acustici - Applicazioni tecniche dell'acustica;

Termometria, calorimetria, termodinamica: Energia termica - Temperatura - Quantità di calore - Stato di un corpo - Trasformazioni - (isobare, isocore, isoterme, adiabatiche) - Gas perfetti - Gas reali - Equazione di stato dei gas perfetti - Equazione di stato dei gas reali - Leggi dei gas - Scala pratica delle temperature Termometri, Solidificazione, fusione, sublimazione, vaporizzazione, liquefazione - Calorimetri - Quantità di calore - Calore specifico - Misura della quantità di calore - Propagazione del calore - Conducibilità interna Conducibilità esterna - Problema del muro - Problema della sbarra - Equivalenza tra calore e lavoro - Lavoro in una trasformazione - Primo principio della termodinamica e sue applicazioni al caso dei gas - Trasformazioni reversibili ed irreversibili - Secondo principio della termodinamica - Trasformazioni cicliche - Ciclo di Carnot - Entropia - Cenni sulla teoria cinetica dei gas - Produzione degli alti vuoti;

Ottica: Ottica geometrica - Teoria ondulatoria della luce - Riflessione o rifrazione della luce - Specchi piani e curvi - Specchi sferici - Specchi parabolici - Prismi - Sistemi diottrici composti di più lenti sottili - Focometria - Aberrazione delle lenti - Lenti cilindriche - interpretazioni dei fenomeni dell'ottica geometrica secondo la teoria delle onde - Ottica fisica - L'interferenza della luce - Diffusione della luce - Reticoli di diffrazione - Polarizzazione della luce - Polarizzazione rettilinea circolare ed ellittica - Fenomeni di birifrangenza - Polarimetria - L'occhio e la fisica della visione: Occhio normale e suo equivalente fisico - Ametropie - Astigmatismo - Visione stereoscopica - Sensibilità - Percezione differenziale - Percezione delle immagini - Strumenti ottici: apparecchi per proiezione e fotografia - Lente di ingrandimento - Oculari - Cannocchiale astronomico - Telescopi - Cannocchiali terrestri - Microscopio - Lo spettroscopio ed i fenomeni di emissione e di assorbimento della luce - Fotometria;

Elettricità e magnetismo: Fenomeni principali di elettrostatica - Legge di Coulamb - Conduttori ed isolanti - Condensatori - Cenni sulle macchine elettrostatiche - Elettrometri - Corrente elettrica - Dissociazione elettrolitica - Pile accumulatori - Le leggi della corrente stazionaria - Applicazioni dell'effetto termico della corrente - Principali fenomeni di magnetostatica - Campo magnetico - Campo magnetico terrestre - Campo magnetico prodotto da una corrente e applicazioni: elettromagneti, strumenti di misura - La corrente negli aeriformi Ionizzazione - Scariche elettriche - Raggi catodici - Elettroni - Raggi X - Cenni sui fenomeni di radioattività - Fenomeni termoionici e fotoelettrici - Induzione elettromagnetica - Telefono - Correnti alternate, alternatori - Produzione, trasporto; distribuzione della energia elettrica, motori, dinamo, trasformatori statici - Onde elettromagnetiche, radiotelegrafia e radiotelefonia - Teoria elettromagnetica della luce - Costituzione della materia; molecole, nuclei, elettroni;

Elettrotecnica: Circuiti elettrici - Isteresi magnetica - Circuiti magnetici - Forza elettromotrice indotta - Correnti indotte - Auto e mutua induzione - Correnti alternate: leggi delle correnti alternate - Impendenze - Impendenze in serie ed in derivazione - Potenza di una corrente alternata - Fattore di potenza - Sistemi trifasi - Concatenamenti a stella e a triangolo - Potenza e fattore di potenza nei sistemi trifasi - Campo rotante di Galileo Ferraris - Generatore di correnti continue - Circuiti oscillanti - Tubi elettronici e loro applicazioni - Amplificazione, generazione e rivelazione - Onde elettromagnetiche e loro propagazione - Generatrici di correnti alternate - Motori a corrente continua - Motori a corrente alternata: sincroni ed asincroni - Trasformatori: monifasi, trifasi - Conversione della corrente - Convertitrici - Raddrizzatrici - Accumulatori a piombo e a ferro-nichel - Capacità, perdita e rendimento - Manutenzione degli accumulatori - Misure elettriche - Metodi di misura delle grandezze elettriche: strumenti - Elettrometri - Galvanometri - Amperometri - Voltmetri - Ohmmetri - Wattmetri - Metodi semplici per la misura di resistenze, capacità ed induttanze.

Matematica: Programma del corso superiore dell'Istituto tecnico industriale.

Art. 7.

Per lo svolgimento delle prove scritte e orali si osserveranno le norme degli articoli 6 e 376 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3; nonchè le relative norme contenute nel decreto del Presidente della Repubblica del 3 maggio 1957, n. 686.

Le date in cui si svolgeranno le prove scritte del concorso saranno pubblicate nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Le prove scritte e quelle orali del concorso avranno luogo in Trieste.

Ai candidati sarà inoltre data comunicazione in tempo utile del giorno, dell'ora e dei locali in cui tanto le prove scritte quanto quelle orali saranno tenute.

L'amministrazione non assume alcuna responsabilità per il caso di dispersione di comunicazioni dipendenti da inesatte indicazioni del recapito da parte dell'aspirante o da mancata oppure tardiva comunicazione del cambiamento dell'indirizzo indicato nella domanda, nè per eventuali disguidi postali o telegrafici non imputabili a colpa dell'amministrazione stessa.

Per sostenere le prove scritte e quelle orali i candidati dovranno essere muniti, ad esclusione di altri, di uno dei seguenti documenti di riconoscimento:

a) fotografia recente applicata su carta da bollo da L. 400 con la firma autenticata dal sindaco o da un notaio;

b) libretto ferroviario personale se il candidato è dipendente di ruolo da un'amministrazione statale;

c) tessera personale;

d) porto d'armi;

e) patente automobilistica;

f) passaporto.

Art. 8.

Alle prove orali dei concorsi saranno ammessi i candidati che abbiano riportato una media di almeno sette decimi nelle prove pratiche e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

Nella prova orale i candidati dovranno conseguire almeno la votazione di sei decimi.

La votazione complessiva sarà stabilita dalla somma della media dei punti riportati nelle prove scritte e dal punto ottenuto in quella orale e nella valutazione dei titoli.

La graduatoria generale di merito del concorso sarà formata secondo l'ordine dei punti riportati nella votazione complessiva; quella dei vincitori, con l'osservanza delle disposizioni in vigore che prevedono riserve di posti.

A parità di merito saranno applicate le preferenze di cui all'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Sia la graduatoria di merito che quella dei vincitori saranno approvate con decreto del presidente dell'osservatorio sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego.

Art. 9.

La commissione giudicatrice del concorso sarà nominata dal consiglio di amministrazione.

Art. 10.

Documenti da presentarsi in seguito a richiesta dell'osservatorio per ottenere la precedenza o la preferenza in ordine alla inclusione nella graduatoria dei vincitori.

I concorrenti utilmente collocati nelle graduatorie generali di merito e che possano far valere titoli validi ai fini della elevazione del limite massimo di età o ai fini della preferenza a parità di merito o della riserva di posti in ordine alla determinazione della graduatoria dei vincitori, devono far pervenire all'osservatorio geofisico sperimentale, viale Romolo Gessi, 4, Trieste, entro il termine perentorio di giorni 30, che decorre dal giorno successivo a quello del ricevimento della apposita comunicazione, i documenti attestanti il possesso di questi titoli, redatti nella forma di seguito indicata:

1) ex combattenti, prigionieri ed assimilati:

a) coloro che hanno partecipato alle operazioni militari svoltesi in Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, presenteranno su carta da bollo da L. 400 la dichiarazione integrativa prevista dalla circolare n. 427 del Giornale militare del 1937;

b) gli ex combattenti della guerra 1940-45 e della lotta di liberazione (partigiani combattenti) i militarizzati che dopo il 14 settembre 1943 attraversarono le linee nemiche ponendosi a disposizione di un Comando militare nazionale, i prigionieri delle Nazioni Unite, i prigionieri cooperatori al seguito delle forze armate alleate operanti, i prigionieri in Germania o Giappone, i militari o militarizzati addetti alla bonifica dei campi minati, dragaggio mine ecc. di cui al decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, ratificato dalla legge 23 febbraio 1952, n. 93 e i combattenti della guerra di liberazione delle formazioni non regolari di cui al decreto-legge 19 marzo 1948, n. 241, dovranno produrre, a seconda dell'Arma o del Corpo di appartenenza, su carta da bollo da L. 400 le dichiarazioni integrative e le notificazioni previste dalla circolare n. 5000 in data 1° agosto 1948 dello Stato Maggiore dell'Esercito; n. 27200/Om. in data 3 luglio 1948, dello Stato Maggiore della Marina; n. 202860/Od. in data 8 luglio 1948, dello Stato Maggiore dell'Aeronautica;

c) i reduci dalla deportazione o dall'internamento presenteranno apposita attestazione su carta da bollo da L. 400 rilasciata dal prefetto della provincia nel cui territorio l'interessato ha la sua residenza, ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27;

d) i candidati alto-atesini o residenti prima del 1° gennaio 1940 nelle zone mistilingue di Cortina d'Ampezzo o di Tarvisio o nei comuni di Sant'Orsola e Luserna, i quali, durante la seconda guerra mondiale, hanno prestato servizio nelle forze armate tedesche o nelle formazioni da esse organizzate e abbiano conservato o riacquistato la cittadinanza italiana e non abbiano partecipato ad azioni, anche isolate, di terrorismo e di sevizie, presenteranno una dichiarazione rilasciata dalle autorità competenti;

2) mutilati ed invalidi:

a) i mutilati ed invalidi in dipendenza dei fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o in dipendenza della guerra 1940-45 o della lotta di liberazione o in conseguenza delle ferite e lesioni riportate in occasione dei fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, ed in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, o in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici, nelle provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato, di cui alla legge 23 marzo 1952, n. 207, ovvero per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953, nonchè i mutilati ed invalidi alto-atesini o residenti anteriormente al 1° gennaio 1940 nelle zone mistilingui di Cortina d'Ampezzo e di Tarvisio o nei comuni di Sant'Orsola e Luserna di cui all'art. 9 della legge 5 gennaio 1955, n. 14, dovranno produrre il decreto di concessione della relativa pensione ovvero un certificato mod. 69 rilasciato dal Ministero del tesoro - Direzione generale delle pensioni di guerra, oppure una dichiarazione di invalidità, rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra, in cui dovranno essere indicati i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualifica di invalido ai fini della iscrizione nei ruoli provinciali dell'Opera;

b) i mutilati ed invalidi civili per fatti di guerra, i mutilati ed invalidi di cui alla legge 24 novembre 1961, n. 1298, e gli inabili a proficuo lavoro in seguito a lesioni o infermità incontrata in conseguenza della deportazione o dell'internamento ad opera del nemico, dovranno produrre il medesimo documento indicato nella precedente lettera *a*);

c) i mutilati ed invalidi per servizio dovranno presentare il decreto di concessione della pensione che indichi la categoria di questa e la categoria o la voce dell'invalidità da cui sono colpiti, ovvero il mod. 69-*ter* rilasciato, secondo i casi, dall'amministrazione centrale al servizio della quale l'aspirante ha contratto l'invalidità o dagli Enti pubblici autorizzati ai sensi del decreto ministeriale 23 marzo 1948.

Gli invalidi che rivestono la qualifica di ex combattenti dovranno presentare oltre ai documenti di cui alle lettere *a*) e *b*) del punto 2) del precedente articolo, la dichiarazione integrativa o la notificazione di prigionia;

3) orfani:

a) gli orfani dei caduti della guerra 1915-18 o per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o per la guerra 1940-45 o per la lotta di liberazione o per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948 o in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato di cui alla legge 23 marzo 1952, n. 207 e in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane o per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953, gli orfani dei caduti che appartennero alle forze armate della sedicente repubblica sociale italiana, gli orfani dei perseguitati politici antifascisti o razziali di cui all'art. 2, terzo comma della legge 10 marzo 1955, n. 96, dovranno presentare un certificato su carta da bollo da L. 400 rilasciato dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza degli orfani di guerra;

b) gli orfani dei caduti civili per fatti di guerra, gli orfani dei caduti alto-atesini che appartennero alle forze armate tedesche, di cui alla legge 3 aprile 1958, n. 467, nonchè i figli dei cittadini dichiarati irreperibili in seguito ad eventi di guerra, dovranno produrre il medesimo documento richiesto dalla precedente lettera *a*);

c) gli orfani dei caduti per servizio presenteranno un certificato rilasciato ai sensi e per gli effetti dell'art. 8, ultimo comma, della legge 24 febbraio 1953, n. 142;

4) figli di mutilati ed invalidi:

a) i figli di mutilati ed invalidi di guerra ed assimilati dovranno documentare la loro qualifica presentando un certificato su carta da bollo da L. 400, rilasciato dal sindaco del comune di residenza, attestante la categoria di pensione di cui fruisce il padre o la madre;

b) i figli di mutilati ed invalidi per servizio dovranno documentare la loro qualifica presentando un certificato su carta da bollo da L. 400 rilasciato dal sindaco del comune di residenza, attestante che il padre o la madre fruiscono di pensione;

c) i figli dei mutilati ed invalidi per fatti di guerra e i figli degli inabili a proficuo lavoro o in seguito a lesioni od infermità incontrate in conseguenza della deportazione o dello internamento ad opera del nemico, dovranno presentare il medesimo documento indicato nella precedente lettera *a*);

5) madri, vedove non rimaritate e sorelle di caduti:

le madri, le vedove non rimaritate e le sorelle (vedove o nubili) dei caduti indicati nelle lettere *a*), *b*) e *c*) della voce orfani dovranno esibire un certificato su carta da bollo da lire 400, rilasciato dal sindaco del comune di residenza;

6) profughi:

a) i profughi dei territori di confine che si trovino nelle condizioni previste dall'art. 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885 dovranno esibire l'attestazione prevista dell'art. 6 del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 1° giugno 1948 (*Gazzetta Ufficiale* n. 142 del 21 giugno 1948) rilasciata in carta da bollo da L. 400 dal prefetto della provincia in cui risiedono, e se non abbiano la residenza nel territorio dello Stato, dal prefetto di Roma;

b) i profughi dalla Libia, dall'Eritrea, dalla Somalia, quelli dai territori sui quali, in seguito al trattato di pace è cessata la sovranità dello Stato italiano, i profughi dei territori esteri nonchè quelli da zone del territorio nazionale colpito dalla guerra, che si trovano nelle condizioni previste dalla legge 4 marzo 1952, n. 137, dovranno presentare una attestazione rilasciata dal prefetto della provincia in cui hanno la residenza, su carta da bollo da L. 400 in conformità al modello previsto dall'art. 4 del decreto del Presidente della Repubblica 4 luglio 1956, n. 1117.

Sono valide anche le attestazioni già rilasciate dai prefetti in applicazione del decreto legislativo 3 settembre 1947, n. 885, e del decreto legislativo 26 luglio 1948, n. 104.

I profughi dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia e dalla Somalia potranno anche presentare il certificato a suo tempo rilasciato dal soppresso Ministero dell'Africa italiana;

c) i connazionali rimpatriati dall'Egitto che si trovino nelle condizioni di cui all'art. 1 della legge 25 ottobre 1960, numero 1306, dovranno produrre un attestato rilasciato dalle autorità consolari su carta da bollo da L. 400;

d) i connazionali rimpatriati dalla Tunisia e Tangeri che si trovino nelle condizioni previste dall'art. 1 della citata legge 25 ottobre 1960, n 1306, dovranno produrre un attestato rilasciato su carta da bollo da L. 400 dal Ministero degli affari esteri;

7) decorati, feriti di guerra e promossi per merito di guerra:

i decorati di medaglia al valor militare o di croce di guerra, i feriti di guerra e i promossi di grado militare per merito di guerra o gli insigniti di ogni altra attestazione speciale per merito di guerra, dovranno produrre l'originale o copia autentica del relativo brevetto o del documento di concessione;

8) perseguitati politici e razziali:

coloro che abbiano riportato per comportamento contrario al regime fascista sanzioni penali, presenteranno una copia della relativa sentenza e coloro che abbiano riportato sanzioni di polizia per lo stesso motivo, ovvero siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale, dimostreranno tali loro qualifiche mediante attestazione rilasciata su carta da bollo da L. 400 dal prefetto della provincia nel cui territorio hanno la loro residenza.

I candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali presenteranno un certificato su carta da bollo da L. 400 rilasciato dalla competente comunità israelitica;

9) coniugati:

i coniugati con o senza prole ed i vedovi con prole dovranno produrre lo stato di famiglia su carta da bollo da L. 400 rilasciata dal sindaco del comune di residenza. I capi di famiglia numerosa dovranno far risultare da detto documento che la famiglia è costituita da almeno sette figli viventi computando tra essi i figli caduti in guerra. Lo stato di famiglia dovrà essere rilasciato in dalle non anteriore a tre mesi da quella della comunicazione di cui al primo comma del presente articolo;

10) i sottufficiali dell'esercito, della marina e dell'aeronautica, che, in applicazione dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500 e 5 settembre 1947, n. 1220, abbiano cessato dal servizio a domanda o anche di autorità e non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili dovranno produrre apposita attestazione su carta da bollo da L. 400 dell'autorità militare.

Gli assistenti ordinari di università o di istituti di istruzione universitaria cessati dal servizio per motivi non disciplinari e gli assistenti straordinari volontari o incaricati sia in attività che cessati dal servizio per motivi di carattere non disciplinare dovranno presentare il certificato del rettore della università o del capo dell'istituto di istruzione universitaria attestante la qualifica rivestita e, rispettivamente il periodo di appartenenza nei ruoli degli assistenti ordinari o il periodo di servizio prestato presso l'università o l'istituto di istruzione universitaria per gli assistenti straordinari. Per tutti coloro che siano cessati dal servizio il certificato indicherà i motivi della cessazione.

Gli insegnanti di ruolo o non di ruolo degli istituti di istruzione secondaria, gli insegnanti degli istituti di istruzione artistica, incaricati o supplenti e gli assistenti delle accademie di belle arti dovranno presentare i relativi certificati didattici (su carta da bollo da L. 400) dai quali dovrà risultare con precisione per ciascun anno scolastico, la data, (giorno e mese) dell'inizio o della cessazione dal servizio, la materia o le materie d'insegnamento o la qualifica riportata.

Art. 11.

Pubblicazione delle graduatorie

Le graduatorie di merito e quella dei vincitori del concorso saranno pubblicate nel Bollettino ufficiale del Ministero della pubblica istruzione. Di tale pubblicazione sarà data notizia mediante avviso da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Dal giorno successivo a quello della pubblicazione dell'avviso nella *Gazzetta Ufficiale* decorre il termine per le eventuali impugnative.

Art. 12.

Documenti di rito

I concorrenti utilmente collocati nella graduatoria generale di merito o dichiarati vincitori del concorso dovranno presentare o far pervenire all'Ossorvatorio geofisico sperimentale, viale Romolo Gessi 4, Trieste, entro il termine perentorio di trenta giorni, che decorre dal giorno successivo a quello in cui avranno ricevuto il relativo invito, i seguenti documenti di rito:

1) titoli di studio:

diploma originale del titolo di studio di cui al precedente art. 2, oppure copia autentica di esso, rilasciato dal notaio su carta da bollo da L. 400.

L'autenticazione della copia del diploma del titolo di studio può essere anche fatta, ai sensi dell'art. 6 del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678, dal pubblico ufficiale dal quale è stato rimesso l'originale o al quale deve essere prodotto il documento o presso il quale l'originale è stato depositato, nonchè da un cancelliere o da un segretario comunale. Qualora il diploma non sia stato rilasciato, i candidati sono tenuti a presentare, su carta da bollo da L. 400, il certificato contenente la dichiarazione che lo stesso sostituisce a tutti gli effetti il diploma originale fino a quando quest'ultimo non potrà essere rilasciato. In caso di distruzione o di smarrimento del diploma, il candidato deve presentare il duplicato rilasciato ai sensi dell'art. 99 del decreto-legge 4 maggio 1955, n. 653;

2) estratto dell'atto di nascita, su carta da bollo da L. 400 rilasciato dall'ufficiale dello stato civile del comune di origine. Qualora per i cittadini nati all'estero, non sia ancora avvenuta la trascrizione dell'atto di nascita nei registri dello stato civile di un comune italiano, potrà essere prodotto un certificato dalle autorità consolari.

I candidati che abbiano titoli per avvalersi dei benefici di cui al precedente art. 3 sull'elevazione dei limiti massimi di età, produrranno i relativi documenti. Questi ultimi dovranno essere prodotti per ogni singolo beneficio di cui il candidato intende avvalersi, nelle medesime forme indicate per i documenti elencati al precedente art. 11;

3) il certificato di cittadinanza italiana su carta da bollo da L. 400 rilasciato dal sindaco del comune di origine o di residenza o dell'ufficiale di stato civile del comune di origine. Sono equiparati ai cittadini gli italiani non residenti nel territorio nazionale per i quali tale equiparazione sia riconosciuta a norma di legge;

4) il certificato di godimento dei diritti politici su carta da bollo da L. 400 rilasciato dal sindaco del comune di origine o di residenza. Per i minori di anni 21 il certificato, la cui esibizione nel caso è obbligatoria, conterrà la dichiarazione che il candidato non è incorso in alcuna delle cause che ai termini delle disposizioni vigenti impediscono il possesso dei diritti politici stessi;

5) il certificato generale del casellario giudiziale (non è ammesso il certificato penale) su carta da bollo da L. 400, rilasciato dal segretario della Procura della Repubblica;

6) certificato medico su carta da bollo da L. 400 rilasciato da un medico militare o provinciale o dall'ufficiale sanitario del comune di residenza, dal quale risulti che il candidato possiede l'idoneità fisica al servizio continuativo ed incondizionato nell'impiego al quale il concorso si riferisce. Nel certificato debbono essere precisati gli estremi dell'attestato comprovanti gli eseguiti accertamenti sierologici del sangue prescritti dalla legge 27 luglio 1956, n. 837, ed effettuati presso un istituto o laboratorio autorizzato. Qualora il candidato sia affetto da qualche imperfezione fisica, il certificato medico ne deve fare menzione con la dichiarazione che l'imperfezione stessa non menomi l'attitudine all'impiego al quale concorre.

Per gli aspiranti invalidi di guerra, invalidi civili per fatti di guerra od assimilati o per gli invalidi per servizio, il certificato medico deve essere rilasciato dall'ufficiale sanitario del comune di residenza dell'aspirante e contenere ai sensi, rispettivamente dell'art. 3 della legge 4 giugno 1950, n. 375, e dell'art. 3 della legge 21 febbraio 1953, n. 142, oltre ad una esatta descrizione delle condizioni attuali dell'invalido, risultanti da un esame obbiettivo, anche la dichiarazione che l'invalido non abbia perduto ogni capacità lavorativa e, per la natura e il grado della sua inabilità o mutilazione non possa riuscire di pregiudizio alla salute ed alla incolumità dei compagni di lavoro ed alla sicurezza degli impianti, e che sia idoneo a disimpegnare le mansioni dell'impiego per il quale concorre.

L'amministrazione ha la facoltà di sottoporre alla visita medica di controllo i vincitori del concorso.

I documenti di cui ai numeri 3), 4), 5) e 6) del presente articolo dovranno essere rilasciati in data non anteriore a tre mesi da quella della lettera di invito di cui al primo comma del presente articolo;

7) documento concernente la posizione militare del candidato, cioè copia o estratto dello stato di servizio per gli ufficiali (estratto del foglio matricolare per quelli della Marina militare) copia o estratto del foglio matricolare per sottufficiali e militari di truppa del Corpo equipaggi militari marittimi, in carta bollata da L. 400 per ogni foglio. Coloro che si trovino in congedo illimitato provvisorio o siano riformati in rassegna, dovranno produrre copia dell'estratto del foglio matricolare in carta da bollo come sopra.

I documenti sopra indicati non possono essere sostituiti dal foglio di congedo.

Coloro che siano dichiarati riformati o rivedibili dal competente consiglio di leva dovranno presentare un certificato di esito di leva in carta da bollo da L. 400 rilasciato dall'autorità competente.

I candidati che appartengono a classi non ancora chiamate alla leva, dovranno presentare il certificato d'iscrizione nelle liste di leva in carta da bollo da L. 400 rilasciato dal sindaco.

I candidati indigenti hanno facoltà di produrre in carta libera i seguenti documenti purchè esibiscano un certificato di povertà ovvero dei documenti da cui risulti esplicitamente la loro condizione di indigenza mediante citazione degli estremi dell'attestazione dell'autorità di pubblica sicurezza:

a) estratto dell'atto di nascita;
b) certificato di cittadinanza italiana;
c) certificato medico;
d) certificato del casellario giudiziale.

La suddetta facoltà è concessa ai concorrenti che siano mutilati o invalidi di guerra ovvero orfani o vedove di guerra, nonchè ai concorrenti che appartengano a famiglia numerosa.

Non sono ammessi riferimenti a documenti prodotti a questa o ad altra amministrazione o ad enti pubblici a qualsiasi titolo.

Il requisito della buona condotta morale e civile sarà accertato dall'ufficio a norma dell'art. 1 del decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368.

I candidati impiegati statali di ruolo e quelli già inquadrati nei ruoli aggiunti delle amministrazioni statali possono limitarsi a produrre i documenti di cui ai numeri 1 e 6 del presente articolo (titolo di studio e certificato medico) in tal caso sono tenuti a produrre la copia integrale dello stato di servizio civile previsto dall'art. 4 del presente bando, salvo che non l'abbiano già presentato per i fini ivi considerati.

I concorrenti che si trovino alle armi per servizio di leva o in carriera continuativa (ufficiali in servizio di prima nomina, sottufficiali, militari di truppa) e quelli in servizio di polizia, quali appartenenti al Corpo delle guardie di pubblica sicurezza, possono presentare soltanto i documenti di cui ai numeri 1, 2, 3, 6 oltre ad un certificato rilasciato su carta da bollo da L. 400 dal comandante del Corpo al quale appartengono, comprovante la loro buona condotta e la loro idoneità fisica a coprire il posto al quale aspirano.

Art. 13.

Periodo di prova e disciplina del periodo di prova

I vincitori del concorso conseguono la nomina in prova con la qualifica di vicesperimentatore e di vice-addetto di laboratorio.

La nomina dell'impiegato che per giustificato motivo assuma servizio con ritardo sul termine prefissogli, decorre agli effetti economici, dal giorno in cui prende servizio.

Colui che ha conseguito la nomina e non assuma servizio senza giustificato motivo entro il termine stabilito, decade dalla nomina.

Il periodo di prova ha la durata di sei mesi. Compiuto il periodo di prova con esito favorevole, il consiglio di amministrazione delibera sulla nomina in ruolo. Nel caso di giudizio sfavorevole, il periodo di prova è prorogato di altri sei mesi, al termine dei quali, ove il giudizio sia ancora sfavorevole, il consiglio di amministrazione dichiara la risoluzione del rapporto d'impiego mediante deliberazione motivata. In tal caso spetta all'impiegato una indennità pari a due mensilità del trattamento relativo al periodo di prova.

Durante il periodo di prova, all'impiegato compete il trattamento economico della qualifica iniziale della carriera di appartenenza.

Il periodo di prova per l'impiegato nominato in ruolo è computato a tutti gli effetti come servizio di ruolo.

Ai vincitori del concorso, i quali abbiano in godimento uno stipendio superiore a quello spettante nella nuova qualifica, compete il trattamento economico di cui all'art. 22 del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Trieste, addì 18 dicembre 1967

Il presidente: MORELLI

Schema di domanda da redigere
su carta da bollo da L. 400

All'osservatorio geofisico sperimentale -
Viale Romolo Gessi n. 4 — TRIESTE

Il sottoscritto . . . . nato a . . . . (provincia di . . . . . .) il . . . e residente in . . . . . (provincia di . . . . .) via . . . . . n. . . . chiede di essere ammesso al concorso per esami e per titoli a tre posti di vice-sperimentatore in prova nel ruolo della carriera di concetto dell'Osservatorio geofisico sperimentale di Trieste, indetto con decreto del 20 aprile 1967.

Dichiara sotto la propria responsabilità che:

1) è cittadino italiano;

2) è iscritto nelle liste elettorali del comune di . . . . . . (oppure non è iscritto nelle liste elettorali per il seguente motivo) . . . .

3) ha diritto all'aumento del limite di età perchè (1) . . . .

4) non ha riportato condanne penali (oppure: ha riportato le seguenti condanne penali) . . . . (da indicarsi anche se sia stata concessa amnistia, indulto, condono o perdono giudiziale (2);

5) è in possesso del titolo di studio . . . . . .

6) per quanto riguarda gli obblighi militari, la sua posizione è la seguente . . . .

7) non è stato destituito o dispensato dall'impiego presso una pubblica amministrazione nè è stato mai dichiarato decaduto da altro impiego statale;

8) è disposto, in caso di nomina, a raggiungere qualsiasi sede.

Data . . . . .

Firma . . . .

(La firma dell'aspirante dovrà essere autenticata a norma dell'art. 4 del presente bando).

Indirizzo presso il quale si desidera vengano inviate le eventuali comunicazioni . . . .

---

(1) E' in possesso del requisito di coniugato (con o senza prole) o di combattente, o di reduce, o di profugo, o di invalido, ecc., che gli dà diritto all'elevazione del limite massimo di età (32 anni).

(2) Indicare la data del provvedimento e l'autorità giudiziaria che lo ha emesso, nonchè i procedimenti penali eventualmente pendenti.

(3) Alla domanda vanno allegati tutti i titoli che l'interessato ritiene di presentare nel proprio interesse a norma dell'art. 4 del bando di concorso.

L'omissione anche di una sola delle indicazioni richieste nella domanda può essere causa di esclusione dal concorso.

(2585)

ANTONIO SESSA, *direttore* ACHILLE DE ROGATIS, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.